



RBWCA Burkina Faso — Évaluation des interventions monétaires pour les moyens d'existence et l'inclusion économique au Burkina Faso

RAPPORT D'ÉVALUATION
NOVEMBRE 2023

Service d'évaluation du HCR

La politique d'évaluation du HCR confirme l'engagement du HCR à soutenir la responsabilité, l'apprentissage et l'amélioration continus par l'examen et l'analyse systématiques des stratégies, des politiques et des programmes de l'organisation. Les évaluations sont guidées par les principes d'indépendance, d'impartialité, de crédibilité et d'utilité, et sont entreprises pour améliorer les performances de l'organisation dans sa réponse aux besoins de protection, d'assistance et de solution des réfugiés, des apatrides et d'autres personnes relevant de sa compétence.

Evaluation Service
United Nations High Commissioner for Refugees
Case Postale 2500
1211 Genève 2
Switzerland
www.unhcr.org

Publié par le HCR
Evaluation Service Copyright © 2023 UNHCR

Ce document est publié par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés pour distribution générale. Tous les droits sont réservés. La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, à condition que le HCR soit mentionné.

Sauf indication contraire expresse, les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans le présent rapport d'évaluation sont celles de l'équipe d'évaluation et ne représentent pas nécessairement les points de vue du HCR, des Nations Unies ou de ses États membres. La représentation et l'utilisation des frontières, des noms géographiques et des données connexes figurant sur les cartes et incluses dans les listes, les tableaux et les documents de ce rapport d'évaluation ne sont pas garanties sans erreur et n'impliquent pas nécessairement l'expression d'une opinion quelconque de la part du HCR ou des Nations Unies concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région ou de ses autorités, ou concernant la délimitation de ses frontières ou de ses limites.

Remerciements

Ce rapport a été rédigé par Loic Couason, Adama Belemviré et Céline Quagliaro sous la supervision d'Amayel Sow, Pablo Bulens et Victorien Haba du HCR.

Les auteurs souhaitent remercier les points focaux nationaux qui ont soutenu l'équipe d'évaluation lors des missions sur le terrain Karim Sombie, Amos Nanmwinbor Meda, Victorien Haba, Ignace Edgar Mbom et l'équipe de VSF qui a soutenu la collecte de données primaires. Ils remercient également tous les informateurs clés et les participants aux groupes de discussion pour le temps qu'ils ont consacré à l'évaluation et pour les informations qu'ils ont fournies.

Nous remercions tout particulièrement Tao Cheick Omar, Sidi Moctar Savadogo, Benoit Kaboré et Etienne Yarga, consultants associés de Key Aid Consulting au Burkina Faso qui ont collecté des données primaires à Dori et Ouahigouya.

Citation suggérée : Couason, L, Belemviré, Adama (2023) RBWCA Burkina Faso — Évaluation des interventions monétaires pour les moyens d'existence et l'inclusion économique au Burkina Faso, HCR : Dakar.

Titre de l'évaluation	Évaluation des interventions monétaires pour les moyens d'existence et l'inclusion économique
Période couverte	2020-2022
Date	2023
Type d'évaluation	Évaluation décentralisée
Sites/pays cibles à inclure	Burkina Faso
Responsable de l'évaluation du HCR	Victorien HABA (CBI Officer - Burkina Faso) Pablo Cordova Bulens (Evaluation Officer- Dakar) Amayel Sow (Cash-Based Interventions Officer - Dakar)
Noms des membres de l'équipe d'évaluation	Loic Couason (Chef d'équipe) Adama Belemviré (Expert contextuel — Burkina Faso) Céline Quagliaro (Analyste)

Commandé par le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Assurance qualité de l'évaluation fournie par le service d'évaluation du HCR

Table des matières

Service d'évaluation du HCR.....	ii
Remerciements.....	i
Table of contents	ii
Tables.....	iv
Figures	iv
List des abbreviations	v
<i>Résumé exécutif</i>	2
1 Introduction.....	7
1.1 Contexte de l'évaluation	7
1.1.1 Vue d'ensemble	7
1.1.2 La crise migratoire et les réfugiés au Burkina Faso.....	8
1.1.3 Interventions du HCR Burkina Faso au niveau des moyens d'existence et d'inclusion économique	12
1.2 But, objectifs et portée de l'évaluation.....	15
2 Méthodologie de l'évaluation.....	18
2.1 Conception de l'évaluation.....	18
2.2 Aperçu de la collecte de données	18
2.3 Limites de l'évaluation	19
3 Résultats de l'évaluation	19
3.1 Pertinence	19
3.1.1 Dans quelle mesure les modalités d'interventions du HCR prennent-elles en compte le contexte institutionnel, opérationnel et sécuritaire dans le choix des modalités d'intervention sur les programmes de moyens d'existence ?.....	19
3.1.2 Dans quelle mesure les interventions du HCR prennent-elles en compte le contexte ainsi que les besoins, les vulnérabilités des personnes servies par le HCR en termes de moyens de subsistance et d'inclusion socio-économique ?.....	23
3.1.3 Dans quelle mesure la sélection des bénéficiaires s'est-elle appuyée sur des critères clairs, transparents tout en faisant preuve d'adaptation ?.....	27
3.1.4 Dans quelle mesure le HCR a-t-il travaillé en complémentarité avec d'autres initiatives se déroulant dans la région, y compris des interventions plus larges en matière de sécurité alimentaire et de développement ainsi que des interventions basées sur les transferts monétaires ?.....	29
3.2 Efficacité, impact et durabilité.....	30
3.2.1 Dans quelle mesure les interventions du HCR en matière de CBI pour les populations CIBLES ATTEIGNENT-elles les objectifs prévus ET QUELS SONT LES CHEMINS DE L'IMPACT?	30
3.2.2 Identification de modalités alternatives et facteurs favorisant ou limitant les résultats	38
3.2.3 Quelle est la durabilité de l'impact des interventions et existe-t-il une stratégie de sortie pour progressivement renforcer l'autonomie des bénéficiaires dans le temps ?	

3.3	Efficienc.....	42
3.3.1	Dans quelle mesure les interventions ont été mise en œuvre dans les délais prévu et est ce que les ressoucrs ont été utilisées de manière optimale?.....	42
3.3.2	Comment le HCR utilise-t-il ses résultats de suivi et d'évaluation pour contrôler la qualité et prendre des décisions ?.....	44
3.4	Thèmes transversaux	46
3.4.1	Le processus DU TRANSFERT monétaire s'appuie sur une Matrice de Gestion des Risques de VBG et de protection	46
4	Conclusions	48
5	Recommandations	50
6	Bibliographie.....	59
7	Annexes.....	62
7.1	Annex 1: Matrice d'évaluation	62
7.2	Annex 2: Theorie du changement	72
7.3	Annex 3: Points sur la validité interne des LEI bulletin	73
7.4	Annex 4: Note méthodologique sur les données secondaires utilisées	74
7.5	Annex 3 : Détail de la méthodologie de collecte de données	75
7.6	Annexe 6: Termes de références	81

Liste des tableaux

Table 1 : Types d'activités LEI mises en œuvre par le HCR	13
Table 2 : Répartition des personnes ayant reçu des transferts monétaires par localité	14
Table 3 : Répartition des personnes ayant reçu des transferts monétaires du HCR par statut et par ville.....	15
Table 4 : Type de déboursement par type d'AGR	15
Table 5 - Aperçu de la collecte de données primaires.....	18
Table 6 : Évolution de l'accès humanitaire au Burkina Faso selon ACAPS.....	22
Table 7 : Secteur d'activité des AGR par statut à Dori 2021	25
Table 8 : Nombre de réfugiés ayant reçu un transfert monétaire LEI.....	31
Table 9 Nombre de PDI et hôtes ayant reçu un transfert monétaire LEI	31
Table 10 : Calcul du nombre de personnes ayant reçu un transfert monétaire LEI par le HCR en 2021	44

Liste des figures

Figure 1 Évolution of IPC Phases 2018-2023.....	8
Figure 2 : Carte des PDI, Burkina Faso (OCHA/HCR – mars 2023).....	9
Figure 3 : Cartographie d'expansion urbaine de la commune de Dori sur la période d'octobre 2019 à décembre 2020.....	10
Figure 4 : Évolution de la population de réfugiés et demandeurs d'asile au Burkina Faso ...	11
Figure 5 : Évolution du budget du HCR (2019-2022) et pourcentage des dépenses LEI.....	12
Figure 6 : Montant des dépenses par type de transfert monétaire par année	14
Figure :7 Carte de localisation des études de marché.	20
Figure 8 : Principaux besoins des ménages vivant dans les SAT de Dori (N=200) par statut	25
Figure 9 : Perception de l'évolution des revenus annuels	35
Figure 10 : Nombre de microprojets renforcés par tranche de bénéfice	35
Figure 11 : Distribution du chiffre d'affaires des AGR réfugiées en 2021 en millier de FCFA	37
Figure 12 : Processus de fourniture du transfert monétaire AGR	42
Figure 13: Theory of change developed by the evaluation team.....	72
Figure 14 : Localités visitées lors de l'enquête	75
Figure 15 : Nombre de Groupes de discussion et d'entretiens avec Informateurs clés.....	76

List des abréviations

AGR	Activité Génératrice de Revenus
BP	Bureau de Pays
BIT	Bureau International du Travail
CBI	Cash Based Intervention Transfert Monétaire
CFPI	Centre de Formation Professionnel Industriel
CWG	Cash Working Group
EE	Equipe d'Evaluation
GCORR	Groupe de Coordination Opérationnelle de la Réponse Rapide
GSAT	Gestion des Sites d'Accueil Temporaires
HCR	Haut-Commissariat aux Réfugiés
HRP	Humanitarian Response Plan Plan de Réponse Humanitaire
LEI	Moyens d'Existence et d'Inclusion Economique
MSNA	Multi Secoral Needs Assessment
MPCT	Multi Prupose Cash Transfer
PAM	Programmes Alimentaire Mondial
PDF	Personnes Déplacés de Force
PDI	Personnes Déplacées Internes
PPA	Projet Partnerships Agreements
RBWCA	Bureau Régional d'Afrique de l'Ouest et du Centre
RGPH	Recensement Générale de la Population et de l'Habitat
SAT	Sites d'Acceuil Temporaire
SOP	Standard Operating Procedures
TEUM	Transferts Monétaires à Usages Multiples
TM	Transferts Monétaires
USD	Dollar US
VBG	Violences Basées sur le Genre
VSF-B	Vétérinaires Sans Frontières Belgique
ZAD	Zones d'Accueil de Déplacés

Résumé exécutif

1. Le bureau Régional Afrique de l'Ouest et du Centre (RBWCA) et le bureau du Burkina Faso du Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) ont commissionné Key Aid Consulting pour réaliser l'évaluation des interventions monétaires pour les moyens de subsistance et l'inclusion économique au Burkina Faso. Cette évaluation décentralisée a démarré en janvier 2023 et couvre les années 2020 à 2022. La portée de cette évaluation est à la fois sommative et formative.
2. Elle vise à promouvoir l'apprentissage et la redevabilité et est organisée autour des cinq questions évaluatives suivantes :
 - **Pertinence et adéquation** : dans quelle mesure le plan et la stratégie des moyens d'existence et de l'inclusion économique du HCR au Burkina Faso sont-ils alignés sur le contexte, les besoins, les orientations globales et régionales et le travail d'autres acteurs humanitaires ?
 - **Efficacité et durabilité** : quels résultats/changements clés prévus ou non, ont émergé des interventions basées sur les transferts monétaires dans le domaine LEI financés par le HCR dans les zones ciblées au Burkina Faso ?
 - **Contribution à l'impact** : dans quelle mesure les interventions basées sur les transferts monétaires dans le domaine des moyens d'existence et de l'inclusion économique ont-elles contribué à la résilience et à l'autonomie des populations affectées ?
3. L'évaluation utilise une approche mixte, s'appuyant à la fois sur des sources de données secondaires et primaires. La conception de l'évaluation est non expérimentale et utilise un modèle d'étude de cas. L'équipe d'évaluation a formé son jugement en utilisant diverses sources de données primaires et secondaires, y compris un examen des documents, 28 entretiens avec des informateurs clés du personnel du HCR, des partenaires de mise en œuvre, des représentants du gouvernement et des membres du secteur, 33 discussions avec des groupes cibles dans cinq des sept localités d'interventions représentant 93 pour cent des personnes servies par des transferts monétaires. En ce qui concerne les données quantitatives secondaires, l'équipe d'évaluation a utilisé un logiciel

statistique pour recalculer les indicateurs clés¹.

Principaux Résultats

Pertinence

4. Le choix des modalités d'interventions pour les transferts monétaires s'est basé sur des analyses des marchés, mais l'étude n'intègre pas les biens typiquement achetés dans le cadre des activités LEI.
5. L'acceptabilité politique des transferts monétaires a été peu prise en compte avant les interdictions émises dans les régions du Sahel en 2022.
6. Le HCR, VSF-B et Baitoul Maal disposaient des capacités opérationnelles nécessaires pour utiliser les transferts monétaires LEI dans l'ensemble des zones ciblées entre 2020 et 2022.
7. Le suivi de la situation sécuritaire et la fermeture des camps a amené des changements importants dans la manière d'appuyer la population réfugiée et de superviser les projets en dehors des centres urbains.
8. Les interventions de transferts monétaires LEI du HCR sont pertinentes par rapport aux besoins et capacités des personnes ciblées. Cependant pour les ménages les plus vulnérables et à risque de protection, les besoins alimentaires restent non couverts.
9. Les interventions de transferts monétaires LEI du HCR correspondent aux préférences en termes de modalités, même si pour une minorité de femmes à risque de protection, une aide en nature est préférable.
10. Les critères de ciblage sont clarifiés via des termes de références, mais les équipes sur le terrain utilisent aussi des mesures plus informelles qui peuvent créer de la confusion. La phase de sensibilisation et de communication sur les appels à projets des AGR n'est que faiblement formalisée et harmonisée entre les régions.
11. Dans le cadre des activités LEI le HCR et ses partenaires travaillent en complémentarité avec des structures locales du développement économique et les services sociaux.
12. Le travail d'harmonisation des pratiques LEI au sein des bureaux de VSF-B reste faible et peu d'échanges de bonnes pratiques semblent exister sur l'approche LEI au niveau national et régional avec d'autres acteurs

Efficacité, impact et durabilité

13. Les activités LEI du HCR en termes de transferts monétaires ont toujours atteint leurs objectifs quantitatifs pour les réfugiés et les PDI. Les cibles n'ont cependant pas été atteintes pour la communauté hôte en 2022
14. Une partie des promoteurs recevant le soutien AGR ont pu améliorer leur accès à l'auto-emploi, y compris à travers la diversification de leurs investissements et le type d'activités entreprises. Il faut noter que la grande majorité des promoteurs étaient déjà actifs dans l'activité financée.

¹ Le détail des bases de données utilisées est disponible en annexe 4

15. Une partie significative des transferts monétaires reçus par les AGR a été investie dans les activités même si on observe une forte hétérogénéité de l'utilisation des transferts suivant les niveaux de vulnérabilité. Dans certains secteurs comme l'artisanat l'augmentation de la production n'entraîne pas nécessairement une augmentation des ventes.
 16. Les transferts monétaires ont contribué à un gain d'autonomie fragile avec de grandes différences suivant les secteurs d'activités. Plusieurs ménages ont déclaré avoir pu mieux faire face à leurs besoins essentiels grâce aux revenus de leurs AGR.
 17. Les interventions en moyens d'existence n'ont pas été suffisamment couplées avec des activités permettant la couverture des besoins de base. De plus certaines femmes vulnérables déclarent qu'elles auraient préféré une assistance en nature qui aurait permis l'acquisition d'actifs productifs de qualité à des prix avantageux.
 18. L'insécurité, la faiblesse de la demande, l'augmentation du prix des matières premières et la difficulté d'approvisionnement sont souvent cités comme des facteurs externes qui empêchent l'atteinte des résultats escomptés par le HCR
 19. La durabilité des AGR est encore très fragile et beaucoup d'AGR stagnent avec de faibles niveaux de revenus tout en subissant les conséquences de la dégradation de la situation sécuritaire
 20. VSF-B continue d'accompagner les personnes ayant reçu des transferts monétaires, mais ces dernières sont en demande d'un suivi plus technique au niveau des compétences de gestion des commerces
- Efficiences**
21. Les personnes ayant reçu des transferts monétaires considèrent avoir reçu la totalité du montant promis dans des délais raisonnables
 22. La rapidité de la mise en œuvre des activités CBI n'est pas complètement alignée avec les guidelines du SOP en termes de création de listes des bénéficiaires et de processus de réconciliation.
 23. Le staff du HCR considère que le suivi détaillé des activités n'est pas toujours simple du fait du morcellement des activités et de la nécessité d'un reporting très désagrégé. Les partenaires quant à eux jugent le système de suivi d'évaluation très lourd et doivent faire face à de nombreuses requêtes qui sont parfois redondantes
 24. Les données de suivi des enquêtes PDM ont été utilisées dans la prise de décision opérationnelle, mais les données relatives à l'évolution des indicateurs clés des moyens d'existence ne sont que très faiblement partagées en interne, parcellaires et trop biaisés pour servir de base à des décisions programmatiques
- Thèmes transversaux.**
25. Le processus de distribution du transfert monétaire prend en compte les risques de protection, mais aucune matrice de gestion des risques de Violences Basées sur le Genre (VBG) n'est disponible dans les SOPs.

26. Le mécanisme de gestion des plaintes est uniquement connu à Dori. Le système de gestion et de traitement des plaintes est encore peu formalisé laissant ainsi peu de place à la mise en œuvre de procédure spécifique VBG

CONCLUSIONS

27. Le rapport complet comprend une description détaillée de chacune des conclusions et recommandations qui sont discutées ci-dessous.

28. **Conclusion 1** : L'utilisation des TM par le HCR pour couvrir des besoins LEI des ménages est pertinente, mais beaucoup de ménages vulnérables et à risque de protection déclarent avoir du mal à satisfaire leurs besoins de base ce qui pèse sur le niveau d'investissement dans les AGR.

29. **Conclusion 2** : La couverture géographique des activités LEI s'est étendue entre 2020 et 2022, mais les petites cibles à atteindre en termes de TM LEI en 2022 questionnent l'efficacité d'une approche aussi morcelée

30. **Conclusion 3** : Il existe une tension dans les critères de ciblage qui visent à sélectionner à la fois les personnes les plus vulnérables, mais aussi les personnes avec le plus de potentiel de croissance dans leurs AGR.

31. **Conclusion 4** : Le HCR a démontré ses capacités à distribuer des transferts monétaires LEI par mise en œuvre direct dans cinq régions du Burkina Faso à temps

32. **Conclusion 5** : Le système de suivi évaluation du HCR peine à produire des résultats fiables sur le suivi des activités

et les indicateurs clés ce qui ne favorise pas l'utilisation de données probantes pour la prise de décision.

33. **Conclusion 6** : Le HCR n'a pas suffisamment mis à profit son expérience en matière de redevabilité et de prise en compte des problématiques de protection et VBG dans le cadre des transferts monétaires LEI.

34. **Conclusion 7** : Les gains d'autonomies des bénéficiaires générés grâce aux transferts monétaires LEI restent fragiles

RECOMMANDATIONS

35. Sur la base des résultats et des conclusions, l'évaluation a permis d'identifier 5 recommandations générales. Le rapport complet comprend un exposé détaillé et des sous-recommandations, qui accompagnent les 5 recommandations principales

36. **Recommandation 1** : Continuer à maintenir la pertinence des transferts monétaires LEI en investissant davantage sur des analyses de marché et des études de faisabilité spécifiques pour les activités LEI

37. **Recommandation 2** : Explorer la possibilité de fournir un accompagnement plus complet aux personnes ciblées par les TM LEI dans une vision proche de la graduation.

38. **Recommandation 3** : Travailler sur l'harmonisation et l'échange de bonnes pratiques tout au long de la chaîne de mise en œuvre des transferts monétaires

39. **Recommandation 4** : Améliorer le système de suivi évaluation afin de posséder de données fiables nécessaires à la prise de décision
40. **Recommandation 5** : Améliorer la prise en compte de la protection et des VBG dans la mise en œuvre des TM LEI

1 Introduction

1.1 Contexte de l'évaluation

1.1.1 Vue d'ensemble

1. Le Burkina Faso est un pays d'une superficie de 273 600 km enclavé en zone sahélienne². Le pays est divisé en 13 régions, subdivisées en 45 provinces. La population est constituée de plus de 60 groupes ethniques. Le Burkina Faso est indépendant depuis 1960. Blaise Compaoré arrive au pouvoir en 1987 et reste pendant 27 ans au pouvoir. Après son départ forcé, il est succédé en 2015 par Roch Marc Christian Kaboré lui-même renversé par l'armée le 24 janvier 2022. Le lieutenant-colonel Paul Henri Damiba était à la tête du gouvernement pour la période de transition qui devait durer deux ans jusqu'en 2024, et a été renversé le 30 septembre 2022 par le capitaine Ibrahim Traoré³.
2. Selon le dernier recensement de 2019⁴, le pays compte 20,4 millions d'habitants. La majorité de la population est âgée de 15 à 64 ans (51,3 pour cent), suivie par des enfants âgés de moins de 14 ans (45,3 pour cent) et des personnes âgées de 65 ans et plus (3,4 pour cent). 73,7 pour cent de la population vit en milieu rural. L'espérance de vie à la naissance est de 60 ans pour les hommes, 64 pour les femmes⁵.
3. Le pays est classé 184e sur 191 pays selon l'Indice de Développement Humain⁶. Son produit intérieur brut (PIB) par habitant est de 893 dollars américains⁷ (USD) en 2021⁸. Le taux du chômage⁹ est de 4,8 pour cent¹⁰. Parmi la population active¹¹, 85,1 pour cent de la population travaille dans l'agriculture en milieu rural et 93,5 pour cent occupe des emplois non-salariés. Il existe de fortes inégalités territoriales¹², les régions du Centre et des Hauts-Bassins concentrent respectivement 42,4 pour cent et 14 pour cent du revenu tandis que les autres régions ne représentent que cinq pour cent du revenu total.
4. 36,2 pour cent de la population vit en dessous du seuil de pauvreté monétaire en 2018 (1,90 USD par jour) contre 40,1 pour cent en 2014¹³. Les régions où l'incidence de la pauvreté est la plus élevée sont le Sahel, le Nord, le Centre-Nord et la Boucle du Mouhoun (voir Figure 2) ce qui s'explique notamment par leur enclavement.

² World Bank. 'World Development Indicators Database.' March 2022. [lien](#)

³ World Bank. Burkina Faso Overview. June 2023 [lien](#)

⁴ Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD). '5ème Recensement Général de La Population et de l'Habitat', 2019v [lien](#)

⁵ World Bank. 'World Development Indicators Database.' March 2022. [lien](#)

⁶ PNUD. 2022. Rapport mondial sur le développement humain 2021/2022.

⁷ World Bank. 'World Development Indicators Database.', March 2022. [lien](#)

⁸ Taux de change courant de 2021

⁹ Le chômage fait référence à la part de la population active qui est sans emploi, mais qui est disponible pour et à la recherche d'un emploi. Les définitions de la population active et du chômage diffèrent selon le pays et correspond à une estimation modélisée de l'OIT

¹⁰ World Bank. 'World Development Indicators Database.', March 2022. [lien](#)

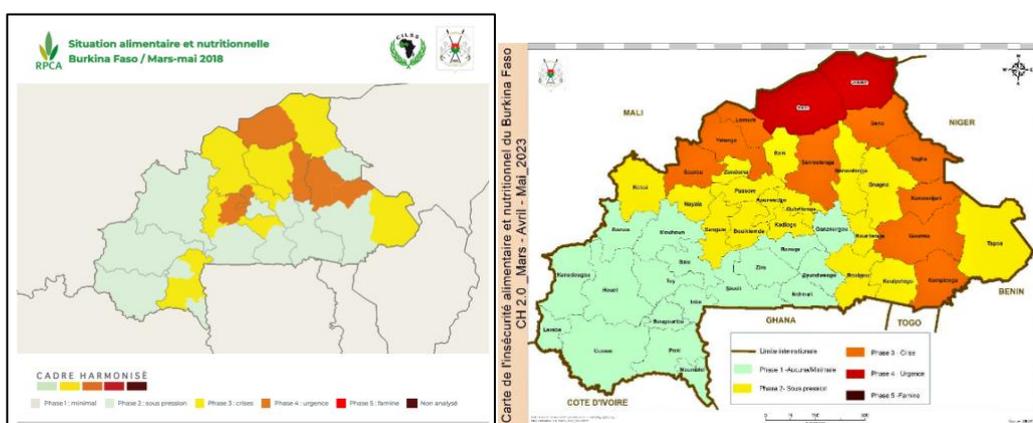
¹¹ Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD). 'Enquête Harmonisée Sur Les Conditions de Vie Des Ménages, Burkina Faso 2018/19.', 2018. [lien](#)

¹² Ibid

¹³ Ibid

5. En 2022, le Burkina Faso est classé 96e sur 116 pays selon l'Indice de la Faim dans le Monde¹⁴. Son score est de 24,5¹⁵, avec une situation qualifiée de « grave », qui a diminué depuis les années 2000. L'insécurité alimentaire a considérablement augmenté au Burkina Faso entre 2018 et 2023 comme le montrent les cartes ci-dessous. De mars à mai 2018, 736 207 personnes, soit quatre pour cent de la population, ont été catégorisées en phase 3 à 5 d'insécurité alimentaire par le Cadre Harmonisé. A la même période, en 2023, 2,2 millions de personnes ont été catégorisées en phase 3 à 5 d'insécurité alimentaire, soit dix pour cent de la population¹⁶. Les deux cartes ci-dessous présentent la situation de la sécurité alimentaire au Burkina Faso pour ces deux périodes¹⁷. Les données projetées pour la période de juin à août 2023 estimaient que 15 pour cent de la population serait en situation d'insécurité alimentaire¹⁸. Des rapports plus fréquents de décès attribués à la faim font craindre un risque de famine (phase 5 de l'IPC) pour la période de février à septembre 2023.

Figure 1 Évolution of IPC Phases 2018-2023



6. Depuis 2019, les attaques perpétrées par des groupes armés, qui opèrent dans toute la région sahélienne, se multiplient dans le nord du pays. L'insécurité croissante dans les régions du Centre-Nord, de l'Est, du Nord, du Sahel et de la Boucle du Mouhoun a fortement détérioré la situation humanitaire depuis le début de 2019¹⁹, et a conduit le gouvernement à décréter l'état d'urgence dans un tiers du pays à partir du premier janvier 2019.

1.1.2 La crise migratoire et les réfugiés au Burkina Faso

7. Le Burkina Faso est frappé par une importante crise de déplacement forcé. Depuis 2018, le nombre de personnes déplacées internes (PDI) a considérablement augmenté, passant de 8 665 déplacés en janvier 2018 à 2 062 534 en mars 2023²⁰. Autour de dix pour cent de la population a été obligée de fuir son domicile, provenant essentiellement du Centre-Est, Est, Sahel, Centre-Nord, Nord et Boucle du

¹⁴ Global Hunger Index, "Global Hunger Index," 2022. Plus la note est élevée

¹⁵ Les notes inférieures à 4,9 indiquent un problème de la faim « bas », entre 5 et 9,9 une situation « modérée », entre 10 et 19,9 une situation « grave », entre 20 et 29,9 une situation « alarmante » et des valeurs supérieures à 30 sont « extrêmement alarmantes »

¹⁶ WFP, Country-level Food Security Trend in West Africa dashboard, accessed April 2023.

¹⁷ Cadre Harmonisé data – Country section – Burkina Faso – March to May 2018 and March to May 2022.

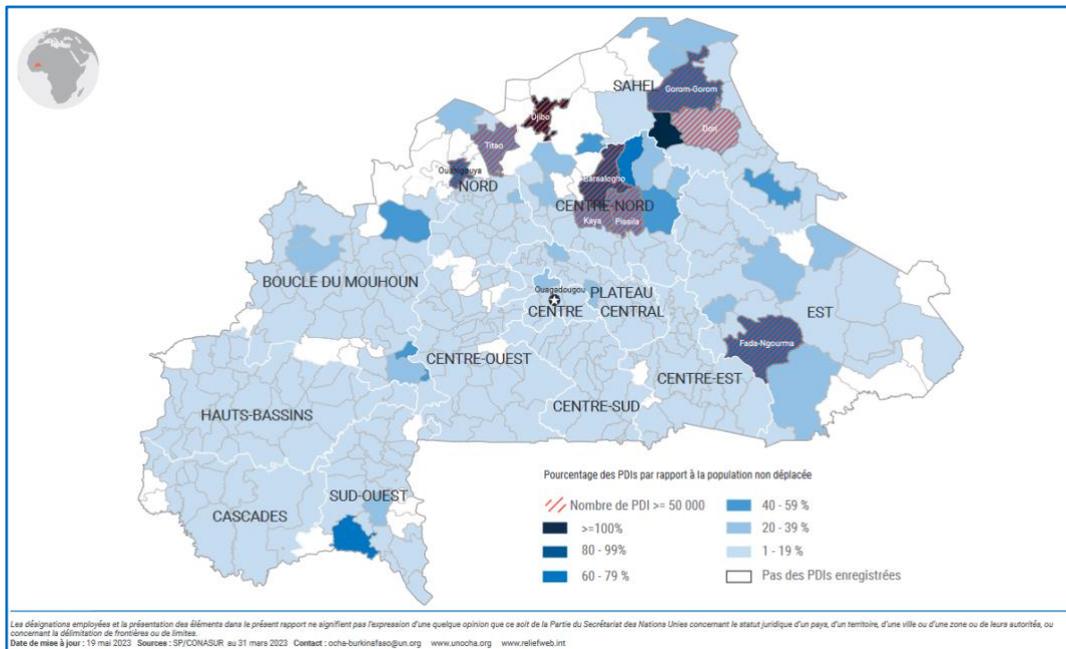
¹⁸ Cadre Harmonisé d'analyse et d'identification des zones à risque et d'estimation des populations en insécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest https://fscluster.org/sites/default/files/documents/fiche-de-communication-ch-mars-2023_24032023_0.pdf

¹⁹ Logistics Cluster. Avril 2021. Concept des opérations au Burkina Faso.

²⁰ OCHA, "Burkina Faso : Situation Des Personnes déplacées internes (PDI) (30 Juin 2022)," July 2022.

Mouhoun. Plus d'un tiers des enfants sont en risque de recrutement par des groupes armés, de travail forcé et d'autres formes de violence et près de 53 000 enfants déplacés sont non accompagnés²¹.

Figure 2 : Carte des PDI, Burkina Faso (OCHA/HCR – mars 2023)

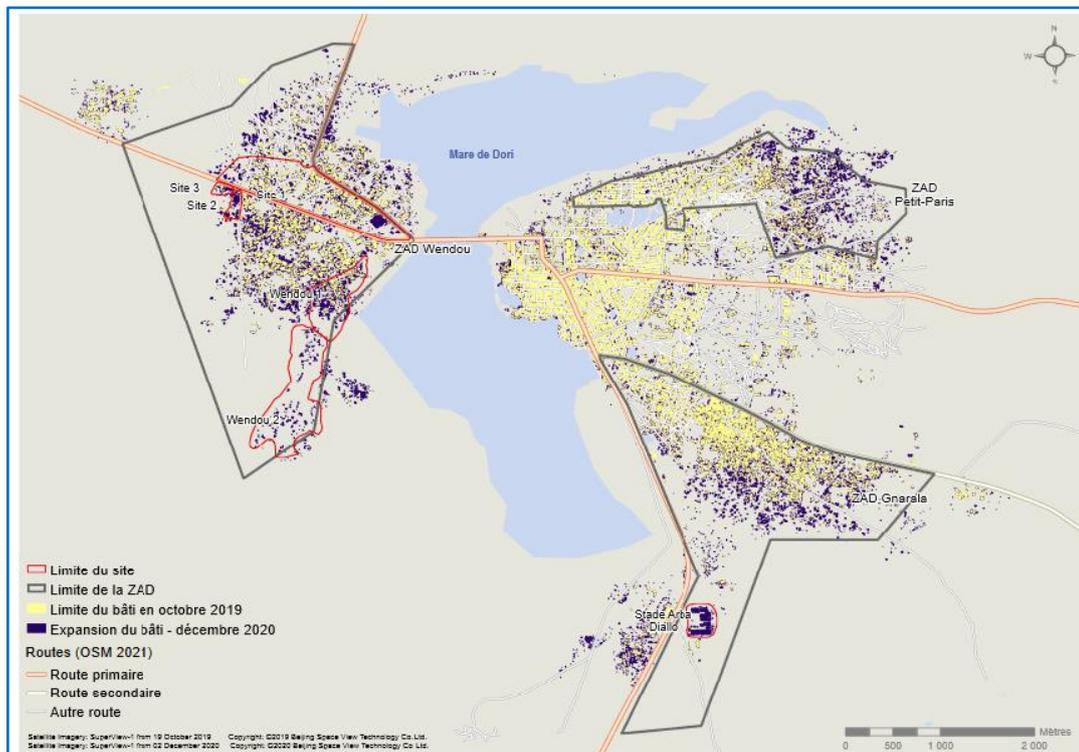


8. La figure 2 ci-dessus présente la situation des PDI au Burkina Faso. Ils se concentrent essentiellement dans les régions du Sahel, du Centre-Nord, Nord et plus récemment dans la région Est. Les PDI sont installées au sein des communautés hôtes, dans les sites d'accueil temporaires ou SAT (sites aménagés et spontanés) et dans des centres collectifs (établissements scolaires, bâtiments publics, etc.). Au vu de la complexité et des aspects multidimensionnels de la crise, le cluster Gestion des Sites d'Accueil Temporaire – GSAT (CCCM) a été activé en juin 2021.
9. Les mouvements de populations ont entraîné la création des sites de déplacés. Les PDI sont souvent contraints de quitter leur lieu d'habitation d'une part suite à des attaques, ou de façon préventive vers des zones considérées plus sûres dans leur région, ce qui est souvent associé aux centres urbains. À partir de 2021, la majorité des PDI se sont installés autour de la ville de Dori dans des conditions très précaires. Suite à cette première phase d'installation, les acteurs locaux ont contribué à structurer les Sites d'Accueil Temporaire (SAT) et les autorités locales avec l'aide de la communauté humanitaire les ont aménagés en installant des tentes en petits lotissements avec des zones clairement délimitées. De nombreux ménages PDI vivent également hors de ces sites, à proximité même ou répartis de manières dispersées au niveau du centre-ville, parfois au sein des cours de familles hôtes. Ces zones regroupant ainsi un nombre important de ménages PDI sont appelées Zones d'Accueil de Déplacés (ZAD). L'afflux de déplacés internes a donc provoqué un phénomène d'étalement urbain et de densification de certains

²¹ Gouvernement du Burkina Faso, UNICEF. 'Rapport d'évaluation Des Besoins de Protection de l'enfant', 2021. [lien](#)

quartiers, plus particulièrement dans les villes de Dori (Figure 3), Ouahigouya, Fada N'gourma, Djibo et Kaya.

Figure 3 : Cartographie d'expansion urbaine de la commune de Dori sur la période d'octobre 2019 à décembre 2020²²



10. Selon le cluster CCM/GSAT²³ en partie financé par le HCR, en février 2023, 128 SAT et 54 ZAD ont été répertoriés et 30 SAT sont couverts par le cluster, soit 16 pour cent de la cible du Plan de Réponse Humanitaire (HRP).
11. Entre 2020 et 2022 les déplacements de populations sont en constante augmentation. Selon le Groupe de Coordination Opérationnelle de la Réponse Rapide (GCORR)²⁴, au courant de l'année 2022²⁵, un total de 112 alertes ont été émises à la suite des nouveaux déplacements de populations. Comparé à 2021, ceci représente 45 pour cent d'augmentation des alertes pour une assistance rapide pour au moins 699 000 personnes nouvellement déplacées, soit au moins 94 000 ménages. Des alertes émises dans les régions du Centre-Nord, de l'Est, du Nord et du Sahel regroupent 90 pour cent de celles émises sur les deux années 2021 et 2022.
12. Parallèlement à cette population déplacée interne, le pays connaît un afflux de réfugiés provenant majoritairement du Mali, fuyant les conflits depuis 2012. La population de réfugiés demeure relativement stable au cours des cinq dernières années, oscillant entre 20 000 et 40 000 personnes comme indiqué dans la Figure

²² REACH/UNHCR. 'Evaluation Territoriale Dori', December 2021. [lien](#)

²³ Cluster CCCM/GSAT. 'Burkina Faso : Aperçu de La Réponse Humanitaire - Février 2023', 2023. [lien](#)

²⁴ Le GCORR rassemble les organisations qui ont la capacité d'intervenir rapidement à la suite de la diffusion d'une alerte. 53 acteurs humanitaires ont contribué à la réponse rapide : 27 organisations non-gouvernementales internationales (ONGI), 11 organisations non-gouvernementales nationales (ONGN), six agences des Nations Unies, quatre organisations du mouvement de la Croix-Rouge, 1 entité gouvernementale.

²⁵ ACF OCHA. 'Rapport Annuel de La Réponse Rapide Année 2022',

4. En mai 2023²⁶, 36 613 réfugiés sont présents au Burkina Faso et principalement originaires du Mali également (99 pour cent), dont 55 pour cent sont des femmes et des enfants et 65 pour cent sont des ménages présentant une vulnérabilité qui est majoritairement liée à un risque de traite.

Figure 4 : Évolution de la population de réfugiés et demandeurs d'asile au Burkina Faso²⁷



13. Avant 2021, une grande partie des réfugiés maliens se trouvait dans les camps de Mentao près de Djibo et le camp de Goudoubo près de Dori. Le camp de Goudoubo était situé à environ 15 km de la ville et ouvert depuis le 18 octobre 2012 suite au conflit armé au Nord Mali ayant provoqué un afflux massif de réfugiés au Burkina Faso. Après l'opération de relocalisation des réfugiés de Mentao et des zones rurales de la province de l'Oudalan en février 2021 vers le camp de Goudoubo, les activités de renforcement et de pérennisation du centre ont continué en 2021. En juin 2021 le camp comptait plus de 12 500 personnes réparties sur 158 hectares²⁸. Un centre de santé communautaire et quatre écoles primaires étaient installés dans le camp. Après deux graves incidents de sécurité en mars 2021²⁹, le HCR a choisi de développer une nouvelle stratégie basée sur le renforcement de la participation communautaire afin de continuer à remplir son mandat de protection et de recherche de solutions durables pour les personnes relevant de sa compétence. En novembre 2021³⁰, des assaillants armés ont mené une autre incursion dans le camp, ce qui a définitivement acté la fermeture de ce dernier et la relocalisation des populations vers Dori.
14. Selon les statistiques enregistrées dans proGres en 2022³¹, au sein de la population réfugiée, 89 pour cent des hommes sont majoritairement occupés par des activités d'élevage. Pour les femmes, 55 pour cent dans des activités d'aide de ménage et 30 pour cent sont occupées dans des activités d'artisanat. C'est dans la région du Sahel que se trouve le plus grand nombre de réfugiés avec 2 969 ménages vivant à Dori ville. En deuxième lieu c'est Ouagadougou qui accueille le plus de réfugiés

²⁶ HCR Burkina Faso. 'Fiche d'information Pays : Personnes Avec Qui Le HCR Travaille', Mai 2023. [lien](#)

²⁷ Données du portail du HCR [lien](#)

²⁸ UNHCR. 'BURKINA FASO Camp Profile Goudoubo', Juin 2021. [lien](#)

²⁹ UNHCR. 'Une nouvelle vie pour les réfugiés maliens au Burkina Faso grâce à la réouverture d'un camp'. Reportage, Avril 2021. [lien](#)

³⁰ UNHCR. 'L'insécurité Persistante Oblige Les Réfugiés Maliens Au Burkina Faso à Quitter Le Camp de Goudoubo'. communiqué de presse, Novembre 2021.

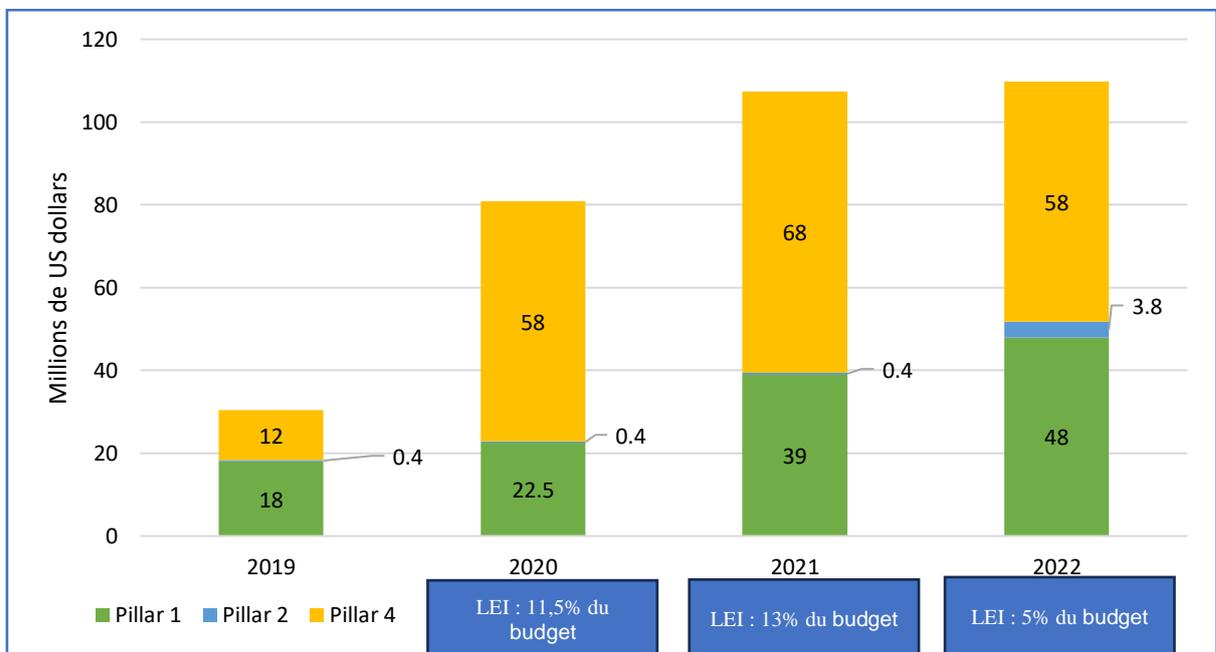
³¹ UNHCR/CONAREF. 'BURKINA FASO : Statistiques Des Personnes Concernées', 31 Décembre 2022. [lien](#)

avec 1 185 ménages dans la région centre principalement actifs dans des métiers d'artisanat.

1.1.3 Interventions du HCR Burkina Faso au niveau des moyens d'existence et d'inclusion économique

15. Au cours des cinq dernières années du fait de l'explosion des besoins au Burkina Faso, le bureau pays du HCR a mobilisé des ressources croissantes, passant d'un budget de 30 millions de dollars en 2019, à 109 millions en 2022 comme présentés dans la Figure 3.
16. L'évolution budgétaire la plus rapide concerne le pilier quatre relatif aux déplacés internes, crise qui s'est largement aggravée entre 2019 et 2022. Le pilier un, relatif aux réfugiées, a plus que doublé entre 2020 et 2022 passant de 22,5 millions de dollars à 48 millions en 2022.

Figure 5 : Évolution du budget du HCR (2019-2022) et pourcentage des dépenses LEI



17. Afin de répondre aux besoins urgents et d'accélérer la réalisation de solutions durables pour les populations réfugiées, déplacées et hôtes, le HCR met en œuvre des activités de moyens d'existence et d'inclusion économique (LEI) qui représentent respectivement 11,5, 13 et cinq pour cent des budgets opérationnels totaux entre 2020 et 2022. L'objectif stratégique du bureau pays est ainsi de réduire durablement la dépendance à l'égard de l'aide humanitaire afin d'améliorer l'autonomie et la résilience des Personnes Déplacées de Force (PDF) en renforçant les moyens de subsistance et en soutenant le développement local et l'innovation.
18. Depuis 2019, Vétérinaires Sans Frontières Belgique (VSF-B-B) est l'unique partenaire de mise en œuvre des activités LEI du HCR. En 2022, ces activités couvrent 22 communes et incluent les catégories suivantes présentées dans le Tableau 1.

Table 1 : Types d'activités LEI mises en œuvre par le HCR

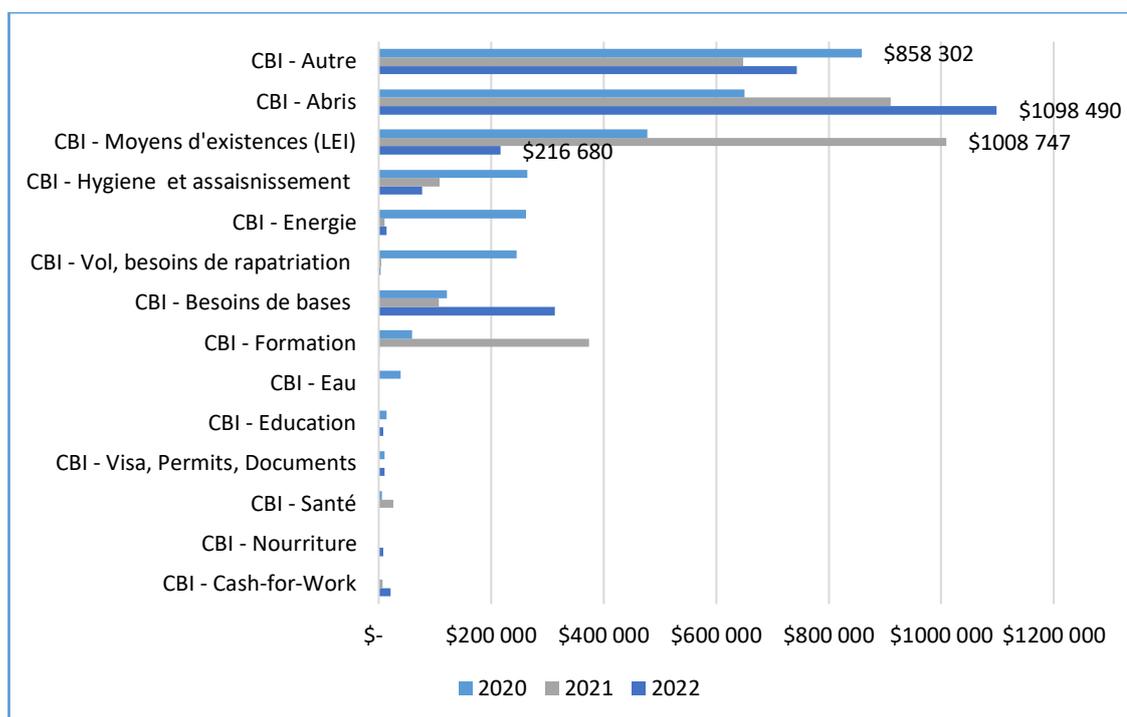
Outcome/Sortant	Type d'activité	Modalité de transfert monétaire utilisée ³²
1. Appui aux initiatives viables y compris monétaires.	-Financement de projets et Activité Génératrice de Revenus (AGR)	-Transfert d'espèces 500 000 FCFA en deux tranches
2. Appui à la formation professionnelle et l'accès au marché.	- Accès à la formation professionnelle - Distribution de kits	-Transfert d'espèces pour payer les frais d'étude -Nature
3.Appui à la commercialisation et à la transformation des produits.	- Coaching coopérative - Organisation de foires	
4.Appui et renforcement des techniques de production.	- Formation agricole - Distribution matérielle agricole et semences - Soins aux animaux - Distributions d'animaux	-Nature -Nature
5. Accès facilité au crédit et à d'autres services financiers.	- Formation éducation financière	

19. Avant 2021, VSF-B était en charge des transferts monétaires (CBI) directement aux bénéficiaires sous forme d'enveloppe pour les activités LEI et pour les activités de soutien à la protection. Depuis juillet 2019³³ le HCR effectue directement un paiement à un prestataire de services financiers, l'institution de microfinance Baitoul Maal. L'objectif du HCR est de pouvoir mettre à l'échelle les transferts monétaires et d'améliorer la qualité des programmes. Comme présenté dans la Figure 6, le secteur LEI était troisième pourvoyeur de CBI en volume en 2020, premier en 2021 et quatrième en 2022. L'enveloppe budgétaire de moyens d'existence a été divisée par cinq entre 2021 et 2022 attestant une nette diminution.

³² Utilisation de la classification du Calp [lien](#)

³³ UNHCR. 'Plan Stratégique CBI Opération Burkina Faso 2021-2022', n.d.

Figure 6 : Montant des dépenses par type de transfert monétaire par année³⁴



20. Le HCR a commencé à utiliser les transferts monétaires à travers la mise en œuvre directe pour le LEI à partir de novembre 2020, en réponse à la pandémie de COVID-19 qui a fortement impacté les activités économiques des réfugiés. Entre 2021 et 2022 ce sont 2 538 personnes qui ont bénéficié des activités de transfert monétaire LEI délivré par le HCR dans les sept localités (voir Table 2) .

Table 2 : Répartition des personnes ayant reçu des transferts monétaires par localité³⁵

Bureaux	2021	2022	Total	% du total
Dori	920	251	1171	46%
Fada	0	85	85	3%
Kaya	585	62	647	25%
Bobo Dioulasso	120	35	155	6%
Ouahigouya	300	37	337	13%
Ouagadougou	40	20	60	2%
Djibo	0	83	83	3%
Total	1965	573	2538	100%

21. Sur 2021 et 2022, eu égard aux transferts monétaires menés directement par le HCR, les PDI représentent 55 pour cent du total des personnes servies et sont majoritairement concentrés à Dori et Kaya (voir la Table 2). Les réfugiés quant à

³⁴ Les données sont issues du fichier Excel CBI partagé par l'équipe RBWCA du HCR. Les données pour 2020 n'ont pas été partagées par localité. Selon les équipes du HCR au BF la catégorie autre correspond au Bois de chauffe à l'Eau à la Santé et au Loyer

³⁵ L'équipe d'évaluation a reçu ces chiffres de la part du service suivi et évaluation du HCR au Burkina Faso uniquement pour la période 2021-2022, période pendant laquelle le HCR a commencé à être en charge des transferts monétaires directement.

eux représentent 38 pour cent des personnes servies et sont aussi en grande majorité basés à Dori.

Table 3 : Répartition des personnes ayant reçu des transferts monétaires du HCR par statut et par ville³⁶

Bureaux	Total 2021-2022		
	Refugiés	PDI	Hôtes
Dori	745	420	6
Fada	0	59	26
Kaya	0	509	138
Bobo Dioulasso	72	74	9
Ouahigouya	15	322	0
Ouagadougou	60	0	0
Djibo	83	0	0
Total	975	1384	179

22. Le montant reçu par les promoteurs dépend des profils et des pratiques de calcul des besoins des bureaux terrain³⁷. Les personnes qui sont considérées comme AGR de protection³⁸ ne reçoivent pas le même montant et le même nombre de tranches que les autres promoteurs comme présentés dans la Table 4.

Table 4 : Type de déboursement par type d'AGR

	AGR protection	AGR microentreprise
Montant distribué	Entre 150 000 et 250 000 FCFA	500 000 FCFA Selon les besoins à Kaya 500 000 FCFA Max
Nombre de tranches	1	2 à partir de 2022 1 avant 2022
Groupe cible : année	Réfugiées : 2020/2021/2022 PDI : 2021/2022	Réfugiées : 2020/2021/2022 PDI : 2021/2022 Hôte : 2021/2022

1.2 But, objectifs et portée de l'évaluation

23. L'objectif général de l'évaluation est d'examiner l'impact de la modalité de transferts monétaires dans le cadre des activités portant sur les moyens d'existence et l'inclusion économique (LEI) entre janvier 2020 et décembre 2022. Cette évaluation

³⁶ Source similaire au tableau 2

³⁷ En 2021 un bureau terrain existe à Dori, Djibo, Bobo Dioulasso et Ouahigouya. Un sous bureau est présent à Kaya et une unit terrain à Fada

³⁸ Les AGR pour les personnes à risque de protection ou les survivantes de SGBV intègre les deux critères de ciblage suivant
Être une personne identifiée comme survivante de VBG reconnue par CREDO et le HCR ; Être une femme à risque de VBG ;

est principalement sommative, mais comprend également une dimension formative :

- **Redevabilité** : l'évaluation évalue et rend compte de la pertinence et des résultats de la modalité CBI dans le cadre des activités LEI. L'évaluation mesure les effets des interventions du HCR sur les moyens d'existence et la perception des bénéficiaires sur la modalité cash et analyse les problématiques transversales (genre, protection, etc.). Elle observe les facteurs qui ont contribué à son succès (ou à son échec) et fournit des points d'amélioration ;
- **Apprentissage** : l'évaluation détermine les raisons pour lesquelles certains résultats se sont produits ou non afin d'examiner et de synthétiser les leçons apprises. Elle cherche également à tirer les bonnes pratiques de ces mois de mise en œuvre. Les conclusions et recommandations de cette évaluation devront permettre au HCR d'orienter sa future stratégie LEI.

24. **Pour répondre à l'objectif général de cette évaluation, les questions suivantes ont été formulées :**

- **Pertinence et adéquation** : dans quelle mesure le plan et la stratégie des moyens d'existence et de l'inclusion économique du HCR au Burkina Faso sont-ils alignés sur le contexte, les besoins, les orientations globales et régionales et le travail d'autres acteurs humanitaires ?
 - **Efficacité et durabilité** : quels résultats/changements clés prévus ou non, ont émergé des interventions basées sur les transferts monétaires dans le domaine LEI financés par le HCR dans les zones ciblées au Burkina Faso ?
 - **Contribution à l'impact** : dans quelle mesure les interventions basées sur les transferts monétaires dans le domaine des moyens d'existence et de l'inclusion économique ont-elles contribué à la résilience et à l'autonomie des populations affectées ?
 - **Efficiences** : en prenant en compte toutes les ressources nécessaires pour la mise en œuvre, quel est le rapport qualité-prix de l'intervention ?
25. L'évaluation se concentre sur les interventions du HCR mises en œuvre entre 2020 et 2022 au Burkina Faso via des transferts monétaires et portant sur les moyens d'existence et l'inclusion économique. Elle inclut les interventions ciblant les réfugiés, les PDI, les retournées et les communautés d'accueil.
26. **Les principaux utilisateurs** de cette évaluation sont le siège, le bureau de pays (BP) du Burkina Faso, le bureau régional d'Afrique de l'Ouest et du Centre (RBWCA) et les partenaires du HCR comme VSF-B. Le BP utilisera les résultats de l'étude pour informer les futurs programmes portant sur les moyens d'existence et l'inclusion économique, notamment ceux utilisant les transferts monétaires. Le RBWCA partagera les leçons apprises et le succès de l'évaluation aux autres BP de la région.
27. **Les autres potentiels utilisateurs incluent :**
28. Gouvernement et autorités locales.
29. Représentants des personnes servies par le HCR et des populations hôtes concernées dans la/les zone(s) d'intervention du HCR

30. Autres parties prenantes nationales concernées (donateurs, autres agences des Nations Unies/ONG/Mouvement de la Croix-Rouge)

2 Méthodologie de l'évaluation

2.1 Conception de l'évaluation

32. Cette évaluation, qui utilise une **approche non expérimentale**, a été basée sur **une théorie du changement** (annexe 2) que l'équipe d'évaluation a coconstruit avec l'équipe du HCR au début de la collecte de données, lors d'un atelier organisé à Ouagadougou le 23 mai 2023.
33. La structure de la matrice d'évaluation a été guidée par les **deux objectifs et quatre questions de recherche détaillée dans la section précédente de ce rapport**. Cette matrice est présentée en [annexe 1](#). Le cadre évaluatif utilisé a été celui des critères de l'OCDE/CAD³⁹.
34. Les objectifs de l'évaluation ont été atteints par le biais **d'une approche mixte**, s'appuyant sur des sources de **données secondaires et primaires**.

2.2 Aperçu de la collecte de données

35. L'équipe d'évaluation a formulé son jugement et ses recommandations en utilisant diverses **sources de données secondaires** (analyse quantitative basée sur les données disponibles au HCR) **et primaires** (analyse qualitative basée sur la consultation d'informateurs clés et l'organisation de groupes de discussion avec la population bénéficiaire).
36. L'équipe d'évaluation a tenu compte de l'âge, du sexe et de la diversité dans l'échantillonnage des discussions de groupe afin de garantir la diversité des voix et des expériences. Les groupes de discussion ont été réalisés avec les personnes réfugiées, PDI ou hôtes. L'équipe d'évaluation a organisé des groupes de discussion non mixtes.
37. La diversité des données collectées et analysées, présentée dans le tableau ci-dessous, a permis à l'équipe de trianguler et d'étayer les résultats.

Table 5 - Aperçu de la collecte de données primaires

Bureaux du HCR	Nb type d'enquête		Répartition des groupes de discussion ⁴⁰		
	Entretiens	Groupes de discussion	Réfugiés	PDI	Hôtes
Dori	4 (4 H + 0 F)	6	3 (16 H, 7F)	2 (15 F)	1 (8 F)
Kaya	4 (4 H + 0 F)	4	-	2 (7 F, 5 H)	2 (4 F, 6 H)
Bobo Dioulasso	4 (3 H + 1 F)	4	3 (8 F, 12 H)	-	1 (2 F, 1 H)
Ouahigouya	4 (4 H + 0 F)	6	3 (6 F, 4 H)	3 (65 F)	
Ouagadougou	12 (11 H + 1 F)	2	2 (6 F 5 H)		
Total	28 (26 H + 2 F)	22	11 (27 F, 37 H)	7 (87 F, 5 H)	4 (14 F, 7 H)

³⁹ Les critères du CAD sont la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité et l'impact. Pour plus d'informations, voir OCDE et CAD/ Comité d'Aide au développement, "Des Meilleurs Critères Pour Des Meilleures Évaluations," 2019.

⁴⁰ En moyenne chaque FGD a réuni entre 3 et 8 participants, pour plus de détails sur pourquoi les données n'ont pas été collectées à Fada et Djibo se référer à l'annexe 5.

2.3 Limites de l'évaluation

38. **Revue documentaire** : le processus d'échange d'information entre les équipes pays du HCR et l'équipe d'évaluation a été long et il a fallu plus de deux mois à l'équipe d'évaluation pour recevoir les contrats de partenariat (PPA). Les PPA étant par région à partir de 2021 certains sont encore manquants pour 2022. L'équipe d'évaluation n'a ainsi pas pu reconstituer par ses propres calculs les cibles et objectifs atteints pour chaque année par statut.
39. **Mise en œuvre d'une collecte de données primaires quantitative**. L'équipe d'évaluation a préféré proposer une méthode purement qualitative pour mieux appréhender les chemins de l'impact, mais reconnaît tout à fait l'intérêt de mener des collectes de données quantitatives sur des échantillons significatifs pour avoir des mesures plus précises de l'hétérogénéité de cet impact. Cependant dans le cadre de cette évaluation et pour les raisons énoncées ci-dessous, les conditions n'étaient pas réunies pour effectuer ce type de travail. (i) Faisabilité budgétaire : aucune phase de collecte de données quantitative à l'échelle n'est mentionnée dans la proposition soumise par l'équipe d'évaluation. (iii) L'absence de point de référence : les questions d'évaluation les mieux servies par des données quantitatives seraient celles liées à la contribution à l'impact, mais du fait de l'absence de point de référence ou contre factuel (par exemple pas de baseline), il serait difficile d'isoler la contribution spécifique du projet aux résultats attendus. L'équipe d'évaluation propose donc d'utiliser les données secondaires collectées par le HCR et ses partenaires pour combler ce manque et trianguler les informations issues de la collecte de données qualitatives.
40. **Biais de sélection** : l'équipe d'évaluation n'a pas pu tirer aléatoirement les noms des personnes ayant reçu les transferts monétaires pour les inviter aux groupes de discussion. Ainsi c'est VSF-B qui a fait le choix de sélectionner les promoteurs suivant une liste de critères définis. L'équipe d'évaluation ne peut donc pas rejeter le biais de sélection qui consiste à interroger uniquement les personnes ayant vécu l'expérience la plus positive avec le programme et qui sont prêtes à en parler ouvertement. Afin de limiter ce biais, KAC a utilisé les enquêtes quantitatives de VSF-B et l'enquête de suivi post distribution (PDM) pour trianguler l'information.

3 Résultats de l'évaluation

3.1 Pertinence

- 3.1.1 Dans quelle mesure les modalités d'interventions du HCR prennent-elles en compte le contexte institutionnel, opérationnel et sécuritaire dans le choix des modalités d'intervention sur les programmes de moyens d'existence ?

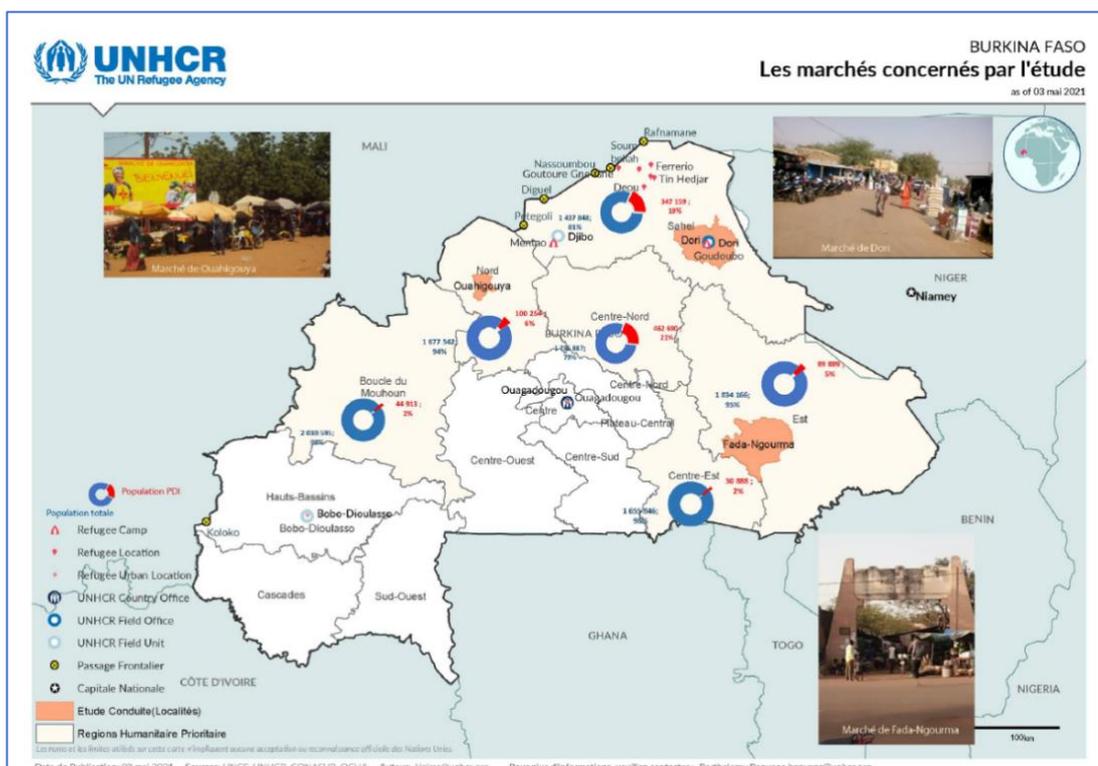
Résultat clé 1 : Le choix des modalités d'interventions pour les transferts monétaires s'est basé sur des analyses des marchés, mais l'étude du HCR n'intègre pas les biens typiquement achetés dans le cadre des activités LEI.

41. **Une analyse des marchés conduite en 2021 par le HCR confirme la faisabilité des transferts monétaires en espèces dans certaines localités pour les populations cibles et intègre une analyse des risques**. Entre 2020 et 2022 le HCR a mené une analyse de marché approfondie⁴¹ dans les localités de Fada, Ouahigouya et à Dori en 2021, voir la Figure :7. Cette étude révèle que les

⁴¹ HCR Burkina Faso. 'Rapport d'analyse Des Marchés', Mai 2021.

conditions sont réunies⁴² dans les trois marchés pour étendre l'approche de l'utilisation des transferts monétaires en espèces au-delà des localités dans lesquelles elles étaient déjà appliquées. Ces trois localités concentrent 63 pour cent de personnes ayant reçu des transferts monétaires entre 2021 et 2022⁴³. Kaya, qui concentre 25 pour cent des bénéficiaires, n'est pas incluse⁴⁴.

Figure :7 Carte de localisation des études de marché.



L'analyse n'intègre pas les produits typiquement achetés dans le cadre des investissements AGR. L'analyse de marché se concentre sur trois chaînes de valeurs articles ménagers essentiels, les matériaux de construction et le gaz. Les produits typiquement achetés dans le cadre du développement d'une AGR comme les intrants agricoles, le bétail et les machines pour la couture ne sont pas inclus. Il est donc difficile de savoir si ces produits sont disponibles en quantité suffisante et la qualité voulue par les bénéficiaires. Lors des groupes de discussion, plusieurs informateurs ont reporté que l'accès au bétail de qualité n'est pas toujours garanti et qu'il était parfois nécessaire de voyager sur de longues distances pour avoir accès à des races spécifiques.

Résultat clé 2 : L'acceptabilité politique des transferts monétaires a été peu prise en compte avant les interdictions émises dans les régions du Sahel en fin d'année 2022.

42. Contexte : la montée des tensions et des contraintes sécuritaires au Burkina Faso a affecté la position de l'État burkinabé en matière d'aide humanitaire. Dans certaines régions, l'État a interdit l'utilisation des transferts monétaires en raison de

⁴² L'analyse de marché intègre toutes les dimensions nécessaires à une bonne étude de faisabilité, offre et demande, circuit d'approvisionnement.

⁴³ Voir le tableau 2.

⁴⁴ L'équipe d'évaluation n'a pas pu collecter plus d'informations sur la raison de cette non inclusion

la crise sécuritaire. C'est le cas dans la région du Sahel depuis novembre 2022 et dans la région Centre-Nord, depuis le 15 mars 2023⁴⁵.

43. **Les analyses de marché se sont très peu attardées sur l'acceptabilité politique des transferts monétaires avant 2022.** Dans l'étude menée par le HCR en 2021, l'acceptabilité politique est résumée en une phrase : La perception des autorités locales sur le transfert en espèces est favorable . Il existe ainsi peu d'informations sur la perception des autorités locales et nationales à différents niveaux de la hiérarchie sur les transferts monétaires. Les discussions avec les informateurs clés révèlent cependant quatre points de blocage : le manque d'harmonisation des pratiques⁴⁶, le détournement des transferts monétaires vers les groupes armés⁴⁷, l'émergence de tensions entre les populations hôtes et les déplacés internes et le fait que les transferts monétaires développeraient l'attentisme⁴⁸.
44. **Il existe une tension entre les engagements pays du HCR sur les transferts monétaires et la vision de certaines autorités régionales sur les modalités de l'aide pour le relèvement et la construction de la résilience.** En effet, au niveau régional, certaines pratiques de transferts monétaires conditionnels sont mieux acceptées que d'autres et arrivent à recevoir des dérogations spécifiques. On peut ici citer le cas du « cash-for-work » mené par le PNUD qui a été mené dans la région de Dori et maintenu après l'interdiction⁴⁹. De la même manière à Kaya, suite à l'interdiction d'effectuer des transferts monétaires, tout ce qui concerne le paiement pour la formation professionnelle a été maintenu après un travail de plaidoyer du HCR.

Résultat clé 3 : Le HCR, VSF-B et Baitoul Maal disposaient des capacités opérationnelles nécessaires pour utiliser les transferts monétaires LEI dans l'ensemble des zones ciblées entre 2020 et 2022.

45. **Les capacités opérationnelles de VSF-B à couvrir la totalité du territoire sont très bonnes et les équipes du terrain font preuve de beaucoup d'ingéniosité et d'engagement pour maintenir le lien⁵⁰ avec les populations servies par le HCR et offrir des modalités d'action adéquates même dans des zones difficiles d'accès.** Dans chacune des six localités où le HCR possède des bureaux⁵¹ en 2021, VSF-B possède aussi une présence physique et un staff dédié, ce qui facilite la coordination selon les informateurs clés. Encore selon ces derniers, afin d'étendre son maillage, VSF-B a mis en place des systèmes de points focaux dans les grandes villes en dehors des capitales régionales. Pour Kaya par exemple, cela concerne les localités de Kongoussi, Boulsa Barsalogho et Korsimoro. Afin de garder le lien avec les populations, VSF-B travaille beaucoup avec le tissu local de la société civile qui intègre les relais communautaires et les associations locales. En

⁴⁵ <https://www.aib.media/2023/03/19/humanitaire-le-transfert-monetaire-suspendu-dans-le-centre-nord/>

⁴⁶ Cela fait plusieurs années que le Cash Working Group (CWG) peine à trouver un consensus sur le panier minimum de dépense et les CWG décentralisés restent peu actifs. Le manque d'harmonisation entraîne donc parfois une duplication de l'aide qui selon les autorités crée parfois des tensions

⁴⁷ Il n'existe aucune preuve probante dans la littérature , indiquant que des transferts monétaires à des fins humanitaires sont plus détournés pour financer des groupes armés que d'autres types d'aide. Idris, I. (2017), Conflict-sensitive Cash Transfers : Unintended negative consequences lien. Cependant , cet argument a souvent été avancé lors des entretiens avec les informateurs clés

⁴⁸ Ce concept d'attentisme ou de paresse est aussi souvent reporté par les informateurs clés. L'idée sous-jacente est que la réception d'un transfert monétaire n'aiderait pas les populations à trouver des solutions par elle-même. Il faut cependant noter qu'il y a peu d'éléments de preuve que les transferts mènent à la réduction des efforts de travail

⁴⁹ Plusieurs informateurs ont déclaré que le Cash for Work ou argent contre travail est mieux perçu par les autorités locales

⁵⁰ Résultats des entretiens avec VSF.

⁵¹ Dans les six localités suivantes en 2021 : Ouagadougou, Kaya, Bobo Dioulasso, Fada Ngourma, Dori, Ouahigouya et anciennement Djibo avant 2021.

dehors des villes par exemple, VSF-B privilégie des systèmes de distribution en nature de bétail via les relais communautaires qui reçoivent des transferts monétaires en amont pour acheter ce bétail.

46. **Le prestataire de services financiers Baitoul Maal a été en mesure d'effectuer des transferts d'espèces dans toutes les régions du projet, mais à travers des mécanismes de distribution différents pour la composante AGR.** Dans le cadre des activités LEI, Baitoul Maal⁵² a principalement effectué des distributions en espèces directement dans des sites de distribution. Dans les villes où Baitoul Maal avait des agences ou des partenariats avec d'autres agences de microfinances⁵³ les transferts monétaires ont été effectués sur des comptes en banque⁵⁴, notamment dans les villes de Ouagadougou, Bobo Dioulasso et Kaya.
47. **La capacité d'intervention du HCR via des transferts monétaires pour les activités LEI en dehors des villes de Dori, Ouahigouya et Djibo s'est largement réduite à partir de 2022.** Le HCR possède une forte présence opérationnelle décentralisée au Burkina Faso⁵⁵. Cependant, plusieurs informateurs clés ont rapporté que certaines communes étaient devenues inaccessibles pour le HCR en 2022. C'est notamment le cas de Djibo, de communes autour de Ouahigouya qui sont Kain et Bahn à la frontière avec le Mali et toutes les communes en dehors de Dori. Les déplacés internes fuient les conflits en se déplaçant vers les centres urbains, mais aussi de communes en communes qui deviennent progressivement très difficilement accessibles comme celle de Gorom Gorom⁵⁶ dans le Sahel. Cette réduction de la capacité d'intervention du HCR dans des zones dangereuses est alignée avec l'évolution de la crise, où des groupes armés ont peu à peu pris le contrôle d'une partie du pays. La mesure de l'accès humanitaire fournie par ACAPS confirme cette dégradation forte à partir de 2022 (voir la Table 6).

Table 6 : Évolution de l'accès humanitaire au Burkina Faso selon ACAPS⁵⁷

2018	2019	2020	2021	2022	2023
Pas de contraintes d'accès significatives	Pas de contraintes d'accès significatives	Forte contrainte d'accès	Forte contrainte d'accès	Très Forte contrainte d'accès	Très Forte contrainte d'accès

Résultat clé 4 : Le suivi de la situation sécuritaire et la fermeture des camps a amené des changements importants dans la manière d'appuyer la population réfugiée et de superviser les projets en dehors des centres urbains.

⁵² Baitou Maal est tout d'abord un organisme de microfinance et un prestataire de services financiers choisi par le comité interagence des Nations Unies en 2019. Baitou Maal travaille aussi sur des distributions à grande échelle avec le Programme Alimentaire Mondial.

⁵³ Partenariat à Ouahigouya.

⁵⁴ Les comptes en banque sont spécifiquement ouverts dans le cadre du programme LEI HCR

⁵⁵ Un sous bureau à Kaya, trois bureaux de terrain à Dori, Bobo Dioulasso et Ouahigouya et deux unités de terrain à Djibo et Fada.

⁵⁶ Groupe de Coordination Opérationnelle de la Réponse Rapide (GCORR). 'Bilan Régional Trimestriel Sahel (janvier - Septembre) 2022.', 2 Novembre 2022 [lien](#).

⁵⁷ Source : Calcul de l'équipe d'évaluation sur la base d'une compilation des rapports annuels de l'ACAPS sur l'accès humanitaire la période allant de 2018 à 2023. [lien](#)

48. **La fermeture du camp de Goudoubo a marqué un tournant important dans la stratégie d'appui aux activités de moyens d'existence des réfugiés et a nécessité des ajustements.** En effet, plusieurs informateurs clés ont rapporté que les camps étaient des structures stables dans lesquelles il y avait une bonne coordination des acteurs humanitaires et où les réfugiés avaient pu développer de manière importante leurs moyens d'existence. Plusieurs informateurs ont aussi rapporté qu'il existait des marchés importants organisés au sein des camps qui attiraient les populations alentour. La destruction de ces derniers a ainsi nécessité un ajustement dans la manière de penser l'accompagnement AGR ainsi que les types d'activités à accompagner. Beaucoup de réfugiés dans les camps étaient fortement investis dans des activités d'élevage de bétail, or la situation sécuritaire tendue ne permet plus au bétail de circuler librement pour se nourrir. Ainsi, VSF-B qui est spécialisé dans l'élevage, priorise actuellement les activités d'embouche. En ce qui concerne l'artisanat, une partie des personnes formées s'est déplacée à Dori et il a fallu trouver un nouveau lieu de production et de vente des produits artisanaux au centre-ville.
49. **VSF-B a ajusté ses modalités d'intervention et de supervision de projet avec l'évolution de la situation sécuritaire notamment dans les régions Nord et Sahel en s'appuyant davantage sur les communautés locales.** En dehors de Dori par exemple à partir de 2022, l'accès devient très difficile et VSF-B n'est plus en mesure de mener des visites de supervision de la qualité de manière aussi autonome que par le passé. Ainsi VSF-B travaille avec un système de relais communautaires et le personnel de VSF-B se fait hélicopter par les services UNHAS environ une à deux fois par mois dans les provinces de Yagha et du Soum. Dans ce secteur la distribution des transferts monétaires directement aux bénéficiaires n'est pas possible et VSF-B travaille sur de la distribution de bétail organisée localement avec l'aide de points focaux. L'utilisation des relais communautaires⁵⁸ et associations s'est graduellement étendue sur tout le territoire au fur et à mesure de la dégradation de la situation sécuritaire. Ainsi le bureau VSF-B de Bobo Dioulasso utilise aussi maintenant des associations locales pour assister les populations vivant à plus de 30 km du centre urbain dans la commune de Sidéradougou.

3.1.2 Dans quelle mesure les interventions du HCR prennent-elles en compte le contexte ainsi que les besoins, les vulnérabilités des personnes servies par le HCR en termes de moyens de subsistance et d'inclusion socio-économique ?

Résultat clé 5 : Les interventions de transferts monétaires LEI du HCR sont pertinentes par rapport aux besoins et capacités des personnes ciblées. Cependant, pour les ménages les plus vulnérables et à risque de protection, les besoins alimentaires restent non couverts.

50. **Le travail du HCR est guidé par des études détaillées sur les besoins des populations servies.** Pour les réfugiés, les besoins sont collectés de manière précise lors de la phase d'enregistrement⁵⁹. Selon plusieurs informateurs clés du HCR au Burkina Faso, la base de données centralisée du HCR est opérationnelle et possède un bon niveau de fiabilité avec une collecte de données précises sur les besoins mise à jour par les agents de collecte du HCR. Pour ce qui est des déplacés internes, plusieurs partenaires humanitaires collectent de la donnée depuis 2020 de manière fiable et disponible au niveau désagrégé. OCHA suit les besoins des PDI

⁵⁸ Par relais communautaire l'équipe VSF-B désigne un leader communautaire qui fait le lien entre les populations et VSF-B

⁵⁹ Chaque réfugié répond à un questionnaire détaillé lors de son enregistrement. Le questionnaire inclut aussi des informations sur les moyens d'existence UNHCR's registration database (ProGres).

depuis 2020 et se fonde sur l'Évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) mise en place par REACH à partir de 2020⁶⁰. Afin d'avoir une compréhension plus fine des besoins dans certaines zones spécifiques comme dans les villes de Dori⁶¹, Kaya ou Kongoussi⁶², le HCR a financé REACH dans la mise en œuvre d'évaluations territoriales entre 2020 et 2022. VSF-B a aussi effectué une évaluation des moyens d'existence⁶³ en 2021 qui a beaucoup été citée par les informateurs clés.

51. **Il existe une forte volonté d'autonomisation de la part des populations réfugiées et PDI qui lors des groupes de discussion déclarent avoir besoin de soutien pour faire grandir leurs Activités Génératrices de Revenus (AGR) et gagner en autonomie⁶⁴. Par autonomie l'équipe d'évaluation fait référence à la capacité c'est-à-dire mieux couvrir leurs besoins de base par le travail.** Pour les promoteurs interrogés qui ne font pas partie de la catégorie des personnes à risque de protection⁶⁵, le retour sur le besoin de mieux développer leurs AGR est unanime. Ces résultats sont aussi confirmés par plusieurs études, dont celle de REACH/HCR menée lors de l'évaluation territoriale aya⁶⁶ en 2020 et à Dori en 2021. En effet, comme présenté dans la Figure 7, l'aide pour le développement d'AGR arrive en deuxième position après les besoins alimentaires pour les PDI et en première position pour les communautés hôtes vivant dans les sites d'accueil temporaire (SAT). Il faut noter que dans cette étude 55 pour cent des PDI déclarent avoir accès à une AGR et que parmi ceux qui n'y ont pas accès, 53 pour cent déclarent avoir besoin de soutien pour en créer une.

⁶⁰ [lien](#)

⁶¹ REACH/UNHCR. 'Evaluation Territoriale Dori', Decembre 2021. [lien](#).

⁶² REACH /UNHCR. 'Evaluation Territoriale Barsalogo', Janvier 2021. [lien](#).

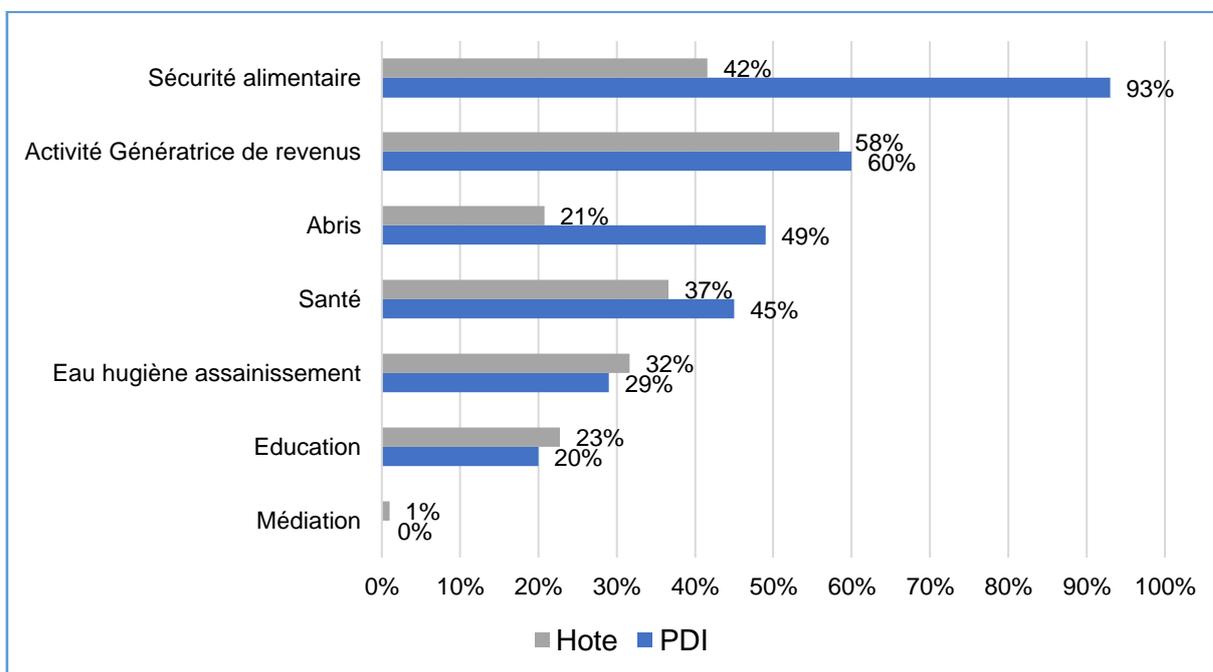
⁶³ VSF-B/ HCR. 'Evaluation Des Moyens d'existence et Du Revenu Moyen Des Ménages', September 2021.

⁶⁴ Par autonomie l'équipe d'évaluation fait référence à la capacité des ménages à couvrir leurs besoins de base par leurs force de travail. Cela implique ainsi à moyen termes de ne plus avoir besoin d'aide de la communauté ou humanitaire

⁶⁵ Ici l'équipe d'évaluation fait référence au cas de VBG

⁶⁶ REACH /UNHCR. 'Evaluation Territoriale, Ville de Kaya', Novembrer 2020. [lien](#).

Figure 8 : Principaux besoins des ménages vivant dans les SAT de Dori (N=200) par statut⁶⁷



52. **Les transferts monétaires sont particulièrement pertinents dans le cadre du développement des activités de commerce qui nécessitent des investissements en marchandise ou en capital productif.** Les secteurs d'activités dans lesquelles les populations hôtes et les PDI sont engagées sont différentes à l'intérieur des SAT et amènent à des réflexions différentes sur les meilleures modalités d'accompagnement (voir la Table 7). Au sein des villes, une majorité de PDI et de populations hôtes sont engagées dans des activités de commerce. On note ainsi que dans les SAT de Dori, la communauté hôte est plus engagée dans des activités d'élevage et d'agriculture que les PDI⁶⁸.

Table 7 : Secteur d'activité des AGR par statut à Dori 2021⁶⁹

	PDI	Hôte	P value du t-test ⁷⁰	
Vente de produits agricoles	0%	13%	0,005	***
Vente de produits de la pêche, chasse, cueillette	5%	0%	0,027	**
Élevage	2%	14%	0,015	**

⁶⁷ Le tableau a été créé par les auteurs avec la base de données brutes partagée par REACH pour Dori. Les résultats pour Kaya sont très similaires à ceux de Dori.

⁶⁸ Cette situation est en partie liée au fait que les PDI n'ont pas accès à des terres cultivables au niveau de leurs SAT. 98 pour cent des ménages PDI à Dori et 60 pour cent à Kaya déclarent ne pas avoir accès aux terres.

⁶⁹ Ce tableau est le résultat des calculs de l'équipe d'évaluation sur la base de la base de données brutes de REACH pour Dori disponible à ce lien

⁷⁰ * Les étoiles indiquent que la différence est statistiquement significative **, **, * indique respectivement une significativité de 1, 5 et dix pour cent.

Commerce de produits	9%	16%	0,235	
Petit commerce	44%	44%	0,996	
Bâtiment	38%	20%	0,014	**
Travail journalier	2%	0%	0,209	
Travail journalier non rémunéré	24%	9%	0,018	**
Transport	0%	3%	0,166	
Fonctionnaire	0%	24%	0,000	***
Vente de produits naturels	13%	2%	0,0127	**
Aide agricole	4%	1%	0,318	

53. **Pour une partie des promoteurs du projet et surtout ceux à risque de protection (PDI et réfugiés), il a été rapporté que les besoins prioritaires sont plutôt ceux liés à l'accès à la nourriture.** Durant les groupes de discussion il est clairement apparu que les personnes les plus vulnérables avaient du mal à couvrir leurs besoins en termes d'alimentation. Cet effet est d'autant plus important qu'en moyenne les promoteurs identifiés comme à risque de protection⁷¹ reçoivent des plus petits montants que les autres (voir Table 4). Plusieurs femmes PDI et réfugiées ont demandé que les distributions de nourriture se poursuivent afin de pouvoir investir plus dans leurs activités. Ces tendances s'observent aussi au niveau global au sein du MSNA 2021 dans lequel 75 pour cent des PDI déclarent avoir pour besoin prioritaire l'accès à la nourriture et en second lieu l'accès aux AGR (30 pour cent). Les résultats de vagues d'enquêtes téléphoniques COVID-19⁷² confirment ces résultats et dans le bulletin de juillet 2022, il est indiqué qu'un tiers des PDI sautaient encore régulièrement des repas - un taux trois fois supérieur à la moyenne nationale.

Résultat clé 6 : Les interventions de transferts monétaires LEI du HCR correspondent aux préférences en termes de modalités, même si pour une minorité de femmes à risque de protection ,une aide en nature est préférable.

54. Pour près de 90 pour cent des bénéficiaires interrogés lors des groupes de discussion, la modalité de transferts monétaires correspond le mieux à leurs besoins pour mener à bien leurs activités AGR pour trois raisons principales.

⁷¹ Les AGR pour les personnes à risque de protection ou les survivantes de SGBV intègre les deux critères de ciblage suivant Être une personne identifiée comme survivante de VBG reconnue par CREDO et le HCR ; Être une femme à risque de VBG ;

⁷² World Bank/UNHCR/INSD. Burkina Faso – COVID-19 suivi des impacts des déplacées internes. Bulletin No3 juillet 2022 [lien](#).

- La première est liée à **la possibilité de choix pour le promoteur**. Ainsi chaque personne, en fonction de ses connaissances du marché, peut choisir dans quel capital productif investir⁷³.
- Le deuxième argument correspond à la **fongibilité de l'argent et sa capacité à répondre simultanément à différents besoins**. Beaucoup de bénéficiaires PDI et de réfugiés font face à des chocs liés à la santé des membres du ménage et engagent des dépenses incompressibles qu'ils ont parfois du mal à couvrir, comme le paiement du loyer par exemple, ou des charges liées à l'accès à l'eau ou l'électricité⁷⁴.
- Enfin l'argument de **dignité et de responsabilisation** a aussi souvent été cité par les groupes de discussion. L'étude de marché menée par le HCR en 2021 semble confirmer cette tendance, car 70 pour cent des bénéficiaires préfèrent les modalités de transfert monétaire pour l'assistance humanitaire.

55. **Pour une petite partie des femmes⁷⁵ à risque de protection, les transferts monétaires ne sont pas toujours la meilleure façon de soutenir leur activité génératrice de revenu.** En effet beaucoup de promoteurs ont utilisé cette expression de « manger l'argent », surtout pour les personnes qui sont le plus fragiles et qui doivent faire face à plusieurs postes de dépenses difficilement compressibles. L'arrivée d'argent au sein du ménage est donc utilisée en grande majorité pour les besoins de base et les femmes interrogées ont du mal à s'imposer dans les négociations intrafamiliales pour garder une partie substantielle du montant à des fins d'investissement dans leurs activités.

3.1.3 Dans quelle mesure la sélection des bénéficiaires s'est-elle appuyée sur des critères clairs, transparents tout en faisant preuve d'adaptation ?

Résultat clé 7 : Les critères de ciblage sont clarifiés via des termes de références, mais les équipes sur le terrain utilisent aussi des mesures plus informelles qui peuvent créer de la confusion. Enfin la phase de sensibilisation et de communication sur les appels à projet des AGR n'est que faiblement formalisée et harmonisée entre les régions.

56. **Les critères de sélection se sont affinés avec le temps et en 2022 des termes de référence écrits sont publiés par VSF-B et partagés avec le HCR pour validation afin d'augmenter la transparence.** La plupart des informateurs clés au niveau de VSF-B et du HCR déclarent que les critères de sélection sont clairs et que des termes de référence sont rédigés pour chaque déboursement⁷⁶. En 2022, un accent particulier a été mis sur la non-redondance de l'aide et toutes les personnes ayant reçu un soutien antérieur par le HCR ou d'autres acteurs LEI sont exclues par défaut. Malgré cette liste exhaustive de critères, le choix des bénéficiaires se fait toujours de façon participative sur la base du jugement d'un comité de sélection qui intègre des leaders communautaires, les services de l'action sociale et le personnel de VSF-B.

⁷³ L'achat de matériel spécifique ou d'intrant peut nécessiter des connaissances particulières ou mobiliser des marchés en dehors du Burkina Faso. C'est le cas par exemple pour l'achat de pagne, l'achat de matières premières pour l'artisanat et l'achat de bétail.

⁷⁴ À ce titre la plupart des bénéficiaires déclarent garder une partie des fonds pour couvrir des besoins de bases et faire face à des dépenses urgentes inattendues notamment pour la santé.

⁷⁵ Selon les calculs de l'équipe d'évaluation cela représente moins de 25 pour cent des femmes interrogées lors des groupes de discussion

⁷⁶ VSF/HCR. 'Conditions d'Eligibilité et Critères de Sélection Des Promoteurs PDI et Hôtes de Dori Pour Le Financement de Leur Activités', June 2022. TdR pour 14 PDI ET 7 HOTES.

57. **L'utilisation de critères informels pour guider la prise de décisions sur la sélection des bénéficiaires AGR amène de la confusion entre les partenaires dans certaines régions.** Plusieurs informateurs membres des comités de sélection ont reporté utiliser un critère informel (non inclus dans les Termes de Références) pour juger de l'éligibilité. Ce dernier fait référence à un jugement sur la capacité d'investir dans l'AGR. Il faudrait ainsi que la personne soit en mesure d'investir au moins 75 pour cent de la somme reçue dans son activité. Ce critère semble ainsi être plutôt utilisé par VSF-B, mais pas pris en compte par d'autres associations ou ONG à base communautaire⁷⁷ qui s'occupent du référencement des cas de protection pour les AGR.
58. **La manière de sensibiliser et de communiquer sur comment postuler à l'appel d'offres AGR varie considérablement d'une région à une autre et aucune stratégie claire n'a pour le moment été définie.** Le travail de sélection du comité de ciblage se fait sur la base d'une liste de personnes ayant soumis leurs plans d'affaires grâce à un appel à projets. Du fait du nombre très réduit de plans d'affaires financés⁷⁸, la manière de communiquer ou d'encourager les personnes à soumettre un plan d'affaires est un élément déterminant du ciblage. L'équipe d'évaluation a observé des pratiques très différentes sur la manière d'informer les populations cibles quand un appel à projets est ouvert. A Kaya par exemple, les agents VSF-B ont une démarche proactive et vont à la rencontre de certaines personnes que les agents jugent sérieuses et à bon potentiel pour les inviter et parfois les aider à soumettre un plan d'affaires. A Ouagadougou c'est plutôt le réseau de l'association des réfugiés s'occupe de diffuser l'information sur la possibilité de postuler. Il existe ainsi plusieurs modalités d'information utilisées qui ne sont pas encore harmonisées ou formalisées :
- **La sensibilisation directe** : par les agents VSF-B qui font du porte-à-porte dans les communautés pour identifier les personnes vulnérables menant des AGR a fort potentiel.
 - **La sensibilisation communautaire** : par les associations de PDI ou de réfugiés qui diffusent l'information sur la possibilité de postuler à un appel à projets.
 - **La sensibilisation par des intermédiaires** : par l'utilisation des associations en charge de la protection qui référencent les personnes dans le besoin.
 - **La sensibilisation indirecte** : par des affiches.

⁷⁷ CIUAD ET CREDO ont été citées par les informateurs clés. Ces deux organisations sont en charge de la mise en œuvre du volet protection communautaire du HCR respectivement à Bobo Dioulasso et à Ouagadougou.

⁷⁸ En avril 2022 par exemple un appel à projet est ouvert pour financer 20 plans d'affaire pour des réfugiés urbains et des survivantes de SGBV et personnes à risque de protection résidant dans la ville de Ouagadougou.

3.1.4 DANS QUELLE MESURE LE HCR A-T-IL TRAVAILLE EN COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INITIATIVES SE DEROULANT DANS LA REGION, Y COMPRIS DES INTERVENTIONS PLUS LARGES EN MATIERE DE SECURITE ALIMENTAIRE ET DE DEVELOPPEMENT AINSI QUE DES INTERVENTIONS BASEES SUR LES TRANSFERTS MONETAIRES ?

Résultat clé 8 : Les activités LEI travaillent en complémentarité avec des structures locales du développement économique et les services sociaux.

59. **Le HCR et VSF-B travaillent de manière systématique avec les structures de l'état lors de l'établissement de la première liste de potentiels bénéficiaires PDI et hôte et lors de la mise en place du comité de ciblage pour toutes les activités LEI.** La collaboration se fait entre l'Action Sociale⁷⁹ et le bureau du HCR en région directement qui fait la demande des listes des ménages PDI et hôte et les renvois à VSF-B. Au début du projet, VSF-B avait essayé de communiquer avec l'Action Sociale directement pour avoir les listes, mais du fait des barrières administratives, les gestionnaires du projet ont préféré maintenir un canal de communication direct entre le HCR et l'action sociale.
60. **Afin de soutenir le volet artisanat des AGR de réfugiées, le HCR a su trouver de nombreuses complémentarités avec des initiatives internes et externes.** C'est en 2020 que des plans d'affaire de réfugiés commencent à être directement financés par le HCR. Au sein de ces financements, de nombreux réfugiés travaillent dans l'artisanat. Afin de soutenir ces activités, le HCR a noué des partenariats avec des entreprises solidaires pour améliorer la qualité des produits artisanaux et organiser des formations spécifiques métier⁸⁰. Un lien avec l'initiative interne au HCR de vente en ligne de produits artisanaux confectionnés par les réfugiées, MADE51⁸¹ a aussi été créé pour trouver des débouchés à sur le marché international.
61. **Le HCR et VSF-B ont réussi à créer une bonne complémentarité avec les services de l'état pour toutes les activités liées à la formation universitaire et professionnelle et au suivi des activités des AGR.** VSF-B a mis en place des protocoles et conventions de collaboration à plusieurs niveaux pour renforcer le volet formation professionnelle et suivi des AGR. La collaboration est effective avec le Centre de Formation professionnelle Industrielle de Bobo-Dioulasso⁸² (CFPI-B) et le Centre Régional de Formation professionnelle du Sahel de l'ANF. Un autre volet de collaboration concerne le travail avec les Directions Régionales du ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes au Sahel et au Centre Nord qui contribue à la formation des promoteurs de microprojet et participe au suivi.
62. **Le niveau d'intensité dans la coordination avec les autres partenaires de mise en œuvre du HCR⁸³ dépend des dynamiques locales.** Dans certaines localités comme à Bobo Dioulasso il semble que la collaboration entre VSF-B et les autres partenaires du HCR en charges de la mise en place des sous composantes protection ou abris est plus avancée. En effet, pour certaines zones inaccessibles⁸⁴

⁷⁹ Structure sous la tutelle du ministère de l'Action Humanitaire

⁸⁰ VSF. 'Rapport Sur La Performance de Projet', 2020.

⁸¹ MADE51 et un modèle innovant lancé par le HCR basé sur le marché, qui favorise l'inclusion économique des réfugiés dans les chaînes de valeur mondiales. [lien](#)

⁸² Cet établissement d'enseignement technique et professionnel de haut niveau a permis à 10 apprenants d'avoir des rudiments nécessaires à travers des formations modulaires qualifiantes (FMQ) de 03 mois. Rapport annuel VSF 2020

⁸³ D'autres organismes sont en charge de la mise en œuvre sur le volet abris ou protection par exemple

⁸⁴ Dans la région de Banfora et Sidéradougou selon les informateurs clés

pour VSF-B par exemple, ce sont des partenaires comme ceux de la Croix Rouge Burkinabé qui ont un meilleur réseau d'agent dans les villages qui peuvent appuyer les activités.

Résultat clé 9 : Le travail d'harmonisation des pratiques LEI au sein des bureaux de VSF-B reste faible et peu d'échanges de bonnes pratiques semblent exister sur l'approche LEI au niveau national et régional avec d'autres acteurs.

63. **Le travail d'harmonisation des pratiques LEI au sein des bureaux VSF-B est encore peu avancé.** Au sein même des différents bureaux de VSF-B on observe une diversité importante des pratiques dans le processus de distribution des transferts monétaires pour les AGR. Sur la partie sensibilisation par exemple chaque bureau semble utiliser une stratégie différente (voir paragraphe 53). Au niveau du calcul des montants à distribuer, certains bureaux comme à Dori appliquent un montant unique quant à Kaya les montants sont définis suivant les besoins des personnes avec un plan de décaissement spécifique.
64. **Les cash working group régionaux sont en place selon les informateurs clés à Kaya, Dori et Ouahigouya, mais pour le moment très peu actifs sur le volet d'harmonisation des processus.** Il n'existe pas encore de consensus fort au sein du Cash Working Group national sur les montants à allouer suivant les types de besoins de base. Ainsi sur le volet moyen d'existence qui est encore plus complexe à traiter, peu de discussions ont eu lieu sur l'harmonisation de l'approche selon les informateurs clés.
65. **Peu de coordination et d'échange de pratiques semblent exister au niveau des initiatives LEI au niveau national.** La coordination humanitaire n'intègre plus de cluster dédié aux moyens d'existences et il n'existe pas de groupe de travail au niveau national dédié. Ainsi plusieurs acteurs interviennent dans le secteur, mais on observe peu d'échanges sur les bonnes pratiques. Un des plus gros programmes visant à accompagner les populations vulnérables avec des mesures productives est le projet de protection sociale adaptative au sahel Burkin-Naong-Sa Ya en partie financé par la Banque Mondiale qui intègre un volet subvention pour 18 000 bénéficiaires entre 80,000 – 160,000 FCFA⁸⁵.

3.2 Efficacité, impact et durabilité

3.2.1 DANS QUELLE MESURE LES INTERVENTIONS DU HCR EN MATIERE DE CBI POUR LES POPULATIONS CIBLES ATTEignent-ELLES LES OBJECTIFS PREVUS ET QUELS SONT LES CHEMINS DE L'IMPACT ?

Résultat clé 10 : Les activités LEI du HCR en termes de transferts monétaires ont toujours atteint leurs objectifs quantitatifs pour les réfugiés et les PDI. Les cibles n'ont cependant pas été atteintes pour la communauté hôte en 2022 ;

⁸⁵ World Bank. 'Promoting Productive Inclusion and Resilience Among the Poor Multi Country RCT of the Sahel Adaptive Social Protection Program Impact Evaluation Design and Pre Analysis Plan.', 2019. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/382131585896042269/pdf/Promoting-Productive-Inclusion-and-Resilience-Among-the-Poor-Multi-Country-RCT-of-the-Sahel-Adaptive-Social-Protection-Program-Impact-Evaluation-Design-and-Pre-Analysis-Plan.pdf>.

Table 8 : Nombre de réfugiés ayant reçu un transfert monétaire LEI⁸⁶

	Cible	Atteinte	Taux de réalisation
2020	340	304	90%
2021	600	610	101%
2022	364	365	100%

66. **Les activités LEI du HCR en termes de transferts monétaires ont toujours atteint leurs objectifs quantitatifs.** Si on considère le nombre de personnes réfugiées touchées, tous les rapports annuels du partenaire VSF-B montrent 100 pour cent de cibles atteintes. Les données internes au HCR confirment cette tendance (voir Table 8). Ces résultats ont été confirmés par les informateurs clés qui ont déclaré que les petites cibles⁸⁷ en termes de quantité de personnes à atteindre permettaient une plus grande flexibilité et des ajustements rapides si nécessaire.

67. **Certains profils de bénéficiaires réfugiés ont quitté ou abandonné le projet, mais il a été facile de les remplacer.** Cette situation a eu lieu à Bobo Dioulasso où un petit pourcentage de bénéficiaires n'a pas poursuivi les activités d'AGR⁸⁸ après la réception de la première tranche. Le HCR a ainsi décidé de verser le reliquat de 200,000 CFA à de nouveaux réfugiés sélectionnés sur les listes d'attentes afin de maintenir les cibles à atteindre. Une des limites de cette stratégie de remplacement est que les nouveaux bénéficiaires reçoivent une enveloppe plus faible avec le risque que l'AGR n'atteigne pas son objectif de durabilité et de résilience

Table 9 Nombre de PDI et hôtes ayant reçu un transfert monétaire LEI⁸⁹

	Cible (PDI, Hôte)	Atteinte (PDI, Hôte)	Taux de réalisation Moyen(PDi ; Hôte)
2020	840 ;0	840 ;0	100%
2021	1100 ;248	1235 ;120	100%(112%,49%)
2022	210 ;0	149 ;59	99% (71%. +59 personnes ⁹⁰)

⁸⁶ Ce tableau intègre uniquement les transferts monétaires effectués par les services du HCR. Ces données ont été transmises directement par l'équipe CBI du HCR

⁸⁷ Pour 2020 par exemple, VSF-B a accompagné plus de 6000 ménages et le transfert monétaire AGR effectué par le HCR ne concerne que 15% du total des personnes servies

⁸⁸ Selon les groupes de discussion à Bobo, il s'agit de 5 réfugiés qui seraient rentrés au Mali après la réception de la première tranche .

⁸⁹ Ce tableau intègre uniquement les transferts monétaires effectuée par les services du HCR

⁹⁰ Il n'est ici pas possible d'indiquer un pourcentage car le nombre de départ correspond à 0

68. **Les activités LEI du HCR en termes de transferts monétaires ont toujours atteint leurs objectifs quantitatifs pour les PDI et hôtes combinés. Il existe cependant une forte diminution du nombre de transferts monétaires LEI entre 2021 et 2022.** Si on considère le nombre de PDI et hôtes touchés, tous les rapports annuels du partenaire VSF-B et les données du HCR montrent 100 pour cent de cibles atteintes (voir Table 8). Les communautés hôtes n'ont été intégrés dans les TM LEI que à partir de 2021 et les cibles n'ont pas été atteintes en 2021 au profit des PDI. Il est possible d'observer le même phénomène de substitution entre PDI et hôte en 2022, mais dans le sens inverse
69. **Dans la localité de Kaya ces objectifs quantitatifs ont souvent été dépassés.** L'équipe d'évaluation a pu noter que à Kaya, le soutien des plans d'affaires se fait en fonction du besoin réel. Ainsi certains promoteurs ont touché 500 000 FCFA et d'autres moins, ce qui a permis d'augmenter le nombre de promoteurs servis. Les personnes de VSF-B ont soutenu que cette situation de dépassement des cibles initiales a été aussi rendue possible grâce aux financements additionnels mobilisés par le HCR, notamment via les fonds COVID.

Chemin de l'impact 1 : Plus d'auto-emploi et de diversification des activités vers un meilleur accès à l'emploi

Résultat clé 11 : Une petite partie des promoteurs recevant le soutien AGR ont pu améliorer leur accès à l'auto-emploi, mais la grande majorité des promoteurs étaient déjà actifs dans l'activité financée. L'accès aux financements a aussi permis de diversifier les investissements et le type d'activités entreprises.

70. **Il existe un faisceau de preuve indiquant que les activités de soutien AGR ont contribué à l'amélioration de l'auto-emploi pour une petite partie des promoteurs sélectionnés.** La majorité de promoteurs était déjà dans l'emploi et a reçu un appui pour travailler sur une activité qu'ils menaient auparavant. Le rapport de suivi des AGR 2020-2021 de VSF-B⁹¹ confirme cette tendance, car 64 pour cent de promoteurs ont reçu des financements pour des renforcements d'activité plutôt que pour des créations. En se basant sur la collecte des données qualitatives, il est possible d'estimer que la plupart des bénéficiaires des fonds AGR menaient une activité à compte propre⁹² avant leur sélection. L'effet sur l'accès à l'auto-emploi est donc présent, mais ne concerne qu'une partie des promoteurs⁹³. Cette analyse qualitative est aussi confirmée par les données quantitatives récoltées en 2020⁹⁴. En effet au sein de la population enquêtée en 2020, le taux d'auto-emploi était très élevé, atteignant 78 pour cent⁹⁵ avant le début de l'intervention pour arriver à 100 pour cent en endline⁹⁶. Les données 2022 baseline à Dori indiquent un taux d'auto-

⁹¹ VSF-B. 'Suivi Des Performances Des Microentreprises Financées Dans Les Régions Du Centre, Du Sahel et Des Hauts Bassins de 2019 à 2021', November 2021.

⁹² Le plus souvent la même activité que celle dans laquelle ils investissent leur argent. L'estimation faite par l'équipe d'évaluation sur la base du codage des informations qualitatives atteint environ 70%

⁹³ L'équipe d'évaluation n'a pas observé de tendances suivant le genre

⁹⁴ UNHCR. 'Livelihoods - Country Analysis Note - Refugees - 2020', 28 September 2021.

⁹⁵ Les données révèlent que pour la population réfugiée les personnes n'ayant pas déclaré être dans l'emploi sont celles vivant à Djibo (32 personnes). A ce stade l'équipe d'évaluation ne peut pas écarter l'hypothèse d'un biais lié à la mauvaise compréhension de la question dans cette localité

⁹⁶ Endline effectuée en Mars 2021 et baseline en Octobre 2020

emploi de 100 pour cent⁹⁷. Ce constat est commun dans la région où les personnes en recherche d'une activité économique ne peuvent pas se permettre de rester oisives⁹⁸.

71. **Pour une petite partie des promoteurs⁹⁹, l'accès au financement AGR a permis de diversifier la nature des activités entreprises.** Selon les groupes de discussion, plusieurs promoteurs travaillant dans l'artisanat ont déclaré que l'accès aux financements AGR a aussi permis de diversifier leur portefeuille d'activités. Dans la plupart des cas, ils ont utilisé une partie du montant reçu pour leur activité principale et une autre partie pour développer des activités secondaires de type élevage ou embouche. Les résultats de l'enquête menée par VSF-B confirment cette tendance, car 18 pour cent des bénéficiaires déclarent avoir utilisé les fonds AGR pour investir dans une activité secondaire.

Chemin de l'impact 2 : Plus d'investissement, vers une augmentation de la production et des ventes

Résultat clé 12 : Une partie significative des transferts monétaires reçus par les AGR ont été investis dans les activités même si on observe une forte hétérogénéité suivant les niveaux de vulnérabilité. Dans certains secteurs comme l'artisanat l'augmentation de la production n'entraîne pas nécessairement une augmentation des ventes.

72. **Plus de 90 pour cent des personnes interrogées durant les groupes de discussion déclarent avoir investi une partie ou tout l'argent reçu dans leurs AGR.** En plus d'investir dans les AGR, la plupart des ménages ont aussi utilisé le montant reçu pour faire face à des dépenses incompressibles types alimentaire ou paiement du loyer. Pour les femmes les plus vulnérables, les réponses des entretiens qualitatifs indiquent qu'une plus grande partie du montant a été utilisée pour couvrir les besoins de bases. Ces résultats sont alignés avec le PDM de Dédi effectué en 2022 qui indique que 47 pour cent des ménages utilisent une partie de la somme reçue pour payer de la nourriture pour une dépense moyenne de 5 972 FCFA¹⁰⁰ ce qui constitue moins d'un pour cent du montant total en moyenne.
73. **Les activités LEI de transferts monétaires ont amélioré les performances d'une partie des microentreprises surtout dans le secteur du commerce.** Les groupes de discussion ont fait émerger trois leviers d'amélioration des performances des microentreprises. Le premier concerne la trésorerie, pour les personnes ayant des activités de production de bien ou de produits alimentaires, plusieurs¹⁰¹ ont reportés qu'elles n'avaient plus besoin de demander des avances et qu'elles pouvaient commencer la production lors de la réception des commandes. Un autre levier concerne les achats. La réception du fonds AGR a permis à certaines

⁹⁷ UNHCR. 'Livelihoods Monitoring Data for Burkina Faso. Geneva : 2022', n.d. LIEN. L'échantillon de baseline n'intègre que 22 personnes.

⁹⁸ Compte tenu des possibilités limitées d'emploi formel, les ménages se rabattent souvent sur l'économie informelle et l'auto-emploi

⁹⁹ Selon le codage de l'information qualitative, l'équipe d'évaluation estime cette proportion à 25%

¹⁰⁰ La base de données PDM brut n'a pas été rendu disponible à l'équipe d'évaluation, mais le rapport PDM semble indiquer une très grande variance des dépenses, pour les autres articles ou services par exemple le montant des dépenses varie entre 2000 et 150 000 FCFA et pour la nourriture de 1000 à 25 000 FCFA. Sachant que de nombreuses femmes à risque de protection ont reçu autour de 100 000 FCFA il y a de forte probabilité pour que les dépenses de nourritures s'étalent entre 5 et 25 % du montant reçu

¹⁰¹ Reporté dans 4 groupes de discussion

personnes de faire des achats en gros afin de réduire les coûts et de constituer des stocks. Enfin moins de dix participants aux groupes de discussion ont déclaré avoir amélioré leur réseau professionnel grâce au projet et au soutien de VSF-B.

74. **Malgré une augmentation de l'investissement et de la production, dans le secteur de l'artisanat les réfugiées ont du mal à trouver des débouchés pour augmenter leurs ventes.** Le secteur de l'artisanat a été particulièrement soutenu depuis le début des projets LEI au Burkina Faso¹⁰² et de nombreuses initiatives ont cherché à améliorer la qualité des produits et à trouver des débouchés. Malgré ces efforts, beaucoup de promoteurs travaillant dans l'artisanat déclarent avoir du mal à vendre leurs produits. La participation à des foires annuelles et à la plateforme MADE51 ne suffit pas à maintenir un niveau de revenu stable.

Chemins de l'impact 3 : Une augmentation du revenu et une meilleure couverture des besoins de base vers une autonomisation

Résultat clé 13 : Les transferts monétaires ont contribué à un gain d'autonomie fragile avec de grandes différences suivant les secteurs d'activités. Plusieurs ménages ont déclaré avoir pu mieux faire face à leurs besoins essentiels grâce aux revenus de leurs AGR.

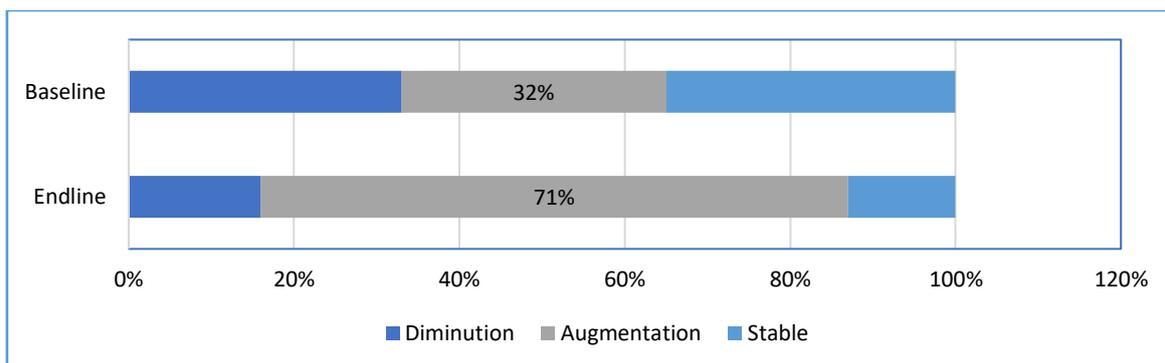
75. **En moyenne le financement des activités AGR a contribué à l'augmentation des revenus et de l'épargne.** Toutes les mesures de l'augmentation moyenne des revenus vont dans un sens positif. En effet dans le LEI 2020, comme montré dans la Figure 9, le pourcentage de personnes déclarant avoir augmenté leurs revenus est passé de 32 à 71 pour cent¹⁰³. Des résultats très similaires sont enregistrés au niveau de la capacité d'épargne et le PDM 2022 va dans le même sens. Pour 64 pour cent des personnes interrogées, les conditions de vie en termes d'accès aux moyens d'existences se sont améliorées. Il est cependant important d'interpréter ces résultats avec précaution, car la mesure de l'évolution des revenus est ici très relative à la perception. De plus, dans un contexte de hausse des prix, une augmentation des revenus peut être facilement érodée par l'inflation et ainsi ne pas se matérialiser en gain de pouvoir d'achat¹⁰⁴.

¹⁰² Selon les données de VSF en novembre 2021 l'artisanat représente 18 pour cent de microprojets financés

¹⁰³ L'équipe d'évaluation a désagrégé les résultats par genre sans identifier de différences significatives.

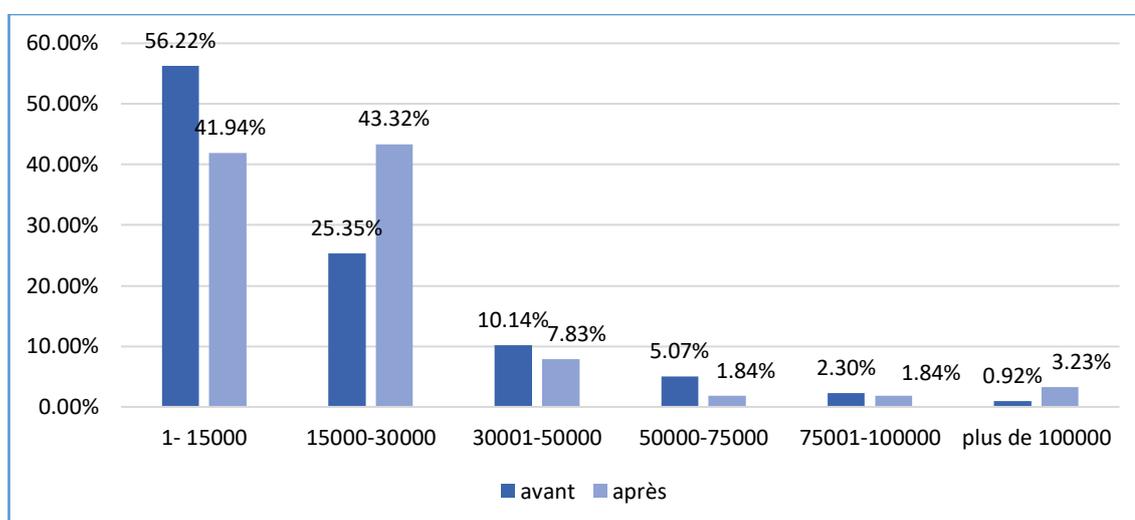
¹⁰⁴ D'après la Banque Mondiale, l'inflation des prix à la consommation est passée de 2% à 14% entre 2020 et 2022 [lien](#)

Figure 9 : Perception de l'évolution des revenus annuels¹⁰⁵



76. **L'augmentation des revenus semble se concentrer sur les activités avec de faibles niveaux de bénéficiaires.** L'étude détaillée menée par VSF-B sur les microprojets indique une diminution du nombre de microprojets ayant un bénéfice de moins de 15 000 FCFA au profit des projets ayant des bénéficiaires de tranches supérieures entre 15 000 et 30 000 FCFA (voir Figure 10). Il semble donc que ce sont les microprojets avec une tranche de bénéficiaires en dessous de 15 000 qui ont réussi à augmenter leurs bénéficiaires pour se retrouver dans la tranche des 15 000-30 000 FCFA après la réception de l'aide.

Figure 10 : Nombre de microprojets renforcés par tranche de bénéficiaires¹⁰⁶



77. **Les populations hôtes ont connu plus de réussite dans le développement des AGR que les PDI.** Les discussions de groupes révèlent que les AGR des communautés hôtes ont pu se développer plus rapidement que celles des PDI au niveau du chiffre d'affaires. Pour les communautés hôtes, l'appui est venu soutenir

¹⁰⁵ La question est la suivante « Si vous comparez votre revenu actuel à celui d'il y a un an, a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté le même ? »

¹⁰⁶ Ces résultats incluent les réfugiées et le PDI. Les réfugiées représentent 63 pour cent des personnes enquêtées

des initiatives économiques¹⁰⁷ générant plus de revenus et mieux intégrées dans une chaîne de valeur. Les groupes de discussion ont montré que cinq AGR hôte avaient employé une à deux personnes pour effectuer de l'aide à la commercialisation. L'équipe d'évaluation a aussi relevé que les plus gros chiffres d'affaires étaient observés chez les populations hôtes qui sont dans des conditions plus favorables lors de la réception des fonds. Les entretiens qualitatifs font ressortir que les hôtes identifient mieux les opportunités économiques et qu'ils sont plus connectés aux chaînes de valeurs. Concrètement cela signifie qu'ils ont moins de difficultés à trouver des fournisseurs et des clients. Les données de suivi des microentreprises récoltées par VSF-B confirment cette tendance, car 77 pour cent des AGR PDI enquêtées ont un chiffre d'affaires inférieur à 30 000 FCFA, contre 27 pour cent pour les communautés hôte.

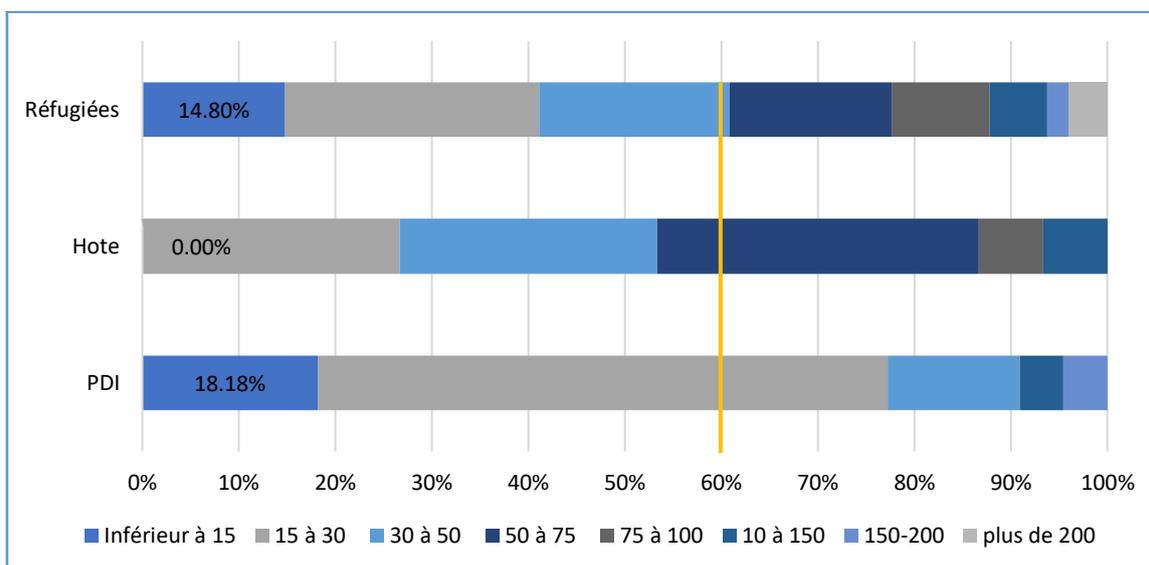
78. **Plusieurs bénéficiaires ont développé une capacité d'épargne.** Les groupes de discussion ont montré que plus d'une dizaine de femmes dans les différentes régions font désormais partie de groupes d'épargne et de tontines où elles font des dépôts et contractent de petits crédits. Un peu moins d'une dizaine de promoteurs d'AGR épargnent également au niveau des institutions financières et une dizaine a affirmé préférer l'épargne en nature à travers l'achat d'animaux. Enfin aucun bénéficiaire des groupes de discussion n'a déclaré utiliser le compte bancaire de Baitoul Maal pour avoir accès au crédit. Plusieurs personnes ont parlé d'un dépôt minimum élevé nécessaire sur le compte qui empêcherait la possible souscription à un prêt. Les données du LEI de 2020 confirment cette tendance d'augmentation de l'épargne. Durant la baseline 30 pour cent des bénéficiaires déclarent avoir augmenté leur épargne lors de l'année en cours contre 70 pour cent lors de la endline.

79. **En moyenne un gain d'autonomie fragile semble avoir été gagné par les promoteurs avec une grande hétérogénéité suivant les secteurs d'activités.** Pour les réfugiés qui sont actifs dans le secteur de l'artisanat plusieurs ont rapporté une amélioration de leurs moyens d'existence, pendant un temps, qui s'est récemment dégradé du fait de la faiblesse de la demande. Pour ceux qui ont plus investi dans les activités de petit commerce ou d'embouche la situation semble être un peu meilleure et les AGR continuent à fonctionner à petite échelle. Le suivi des chiffres d'affaires effectué par VSF-B en 2021 confirme ce constat. 60 pour cent des AGR de réfugiées en 2021 ont des chiffres d'affaires en dessous de 50 000 FCFA (voir Figure 11) et 77 pour cent des AGR de PDI ont des chiffres d'affaires mensuelles en dessous de 50 000 FCFA¹⁰⁸. Les groupes de discussion indiquent que l'augmentation des revenus reste cependant faible par rapport aux besoins, ce qui est confirmé par les PDM dans lequel seulement 21% des bénéficiaires déclarent parvenir à satisfaire à tous leurs besoins.

¹⁰⁷ Les initiatives observées lors de la phase de collecte de données qualitative sont la commercialisation d'appareils électroniques (téléphones) et accessoires, la production maraichère, le petit commerce, l'électricité bâtiment, l'élevage, la saponification, l'embouche, la vente de savon, le commerce de chaussures, et de bidons, etc

¹⁰⁸ Ces résultats sont moins fiables que pour les réfugiés, car seulement 22 PDI ont été enquêtés

Figure 11 : Distribution du chiffre d'affaires des AGR réfugiées en 2021 en millier de FCFA



80. **Quelques réfugiés et PDI ayant bénéficié du programme sont devenus des modèles de réussite.** À travers les échanges avec les informateurs clés et durant la phase d'observations, l'équipe d'évaluation a pu identifier une petite dizaine de personnes qui sont régulièrement citées comme des modèles de réussite¹⁰⁹. Dans chaque localité il existe une à deux personnes qui ont réussi à développer une activité prospère et sont source d'emploi au sein de leurs communautés. C'est le cas d'une réfugiée malienne de Bobo Dioulasso qui est devenue une grossiste¹¹⁰ et développe désormais son activité entre Ouagadougou et Bobo Dioulasso tout en assurant des ventes en ligne. Son activité lui a permis d'employer 2-3 autres réfugiés qui l'aident pour les ventes. Un autre commerçant basé à Ouagadougou est aussi souvent cité en exemple, car il a réussi à coordonner une partie des artisans sur la vente de leurs produits au village artisanal de Ouagadougou tout en étant le point de contact pour le projet Made51¹¹¹. Au niveau de la création d'emploi, les données de la endline du LEI à Dori¹¹² pour 2023 vont dans le même sens et 9 pour cent des ménages enquêtés déclarent employer d'autres personnes dans leurs activités. De ces 9 pour cent, 99 pour cent sont des membres de la famille ou considérés comme aide familiale¹¹³.

¹⁰⁹ Au total entre 2020 et 2022 près de 2500 personnes ont reçu des transferts monétaires pour AGR

¹¹⁰ Avant, elle prenait les pagnes chez un commerçant à partir de Ouagadougou. Comme elle n'avait pas assez de fonds, elle prenait de petites quantités en détail pour vendre, rembourser et reprendre une petite quantité. Dès qu'elle a bénéficié du fonds AGR, elle a été en capacité de prendre les pagnes en quantité et de bénéficier du prix de grossiste. Elle peut alors stocker de grandes quantités et revendre à Bobo.

¹¹¹ Dans le modèle MADE51, le HCR identifie les réfugiés ayant des compétences artisanales, les aide à créer des groupes robustes d'artisans et met ces groupes en relation avec des partenaires locaux expérimentés dans le domaine des entreprises sociales. Ensemble, ils développent des produits prêts à être commercialisés

¹¹² Données extraites sur le site [lien](#) le 1 Juillet 2023 pour l'année 2022, la population réfugiée à Dori. Les données pour les autres localités ne sont pas disponibles.

¹¹³ Les aides familiales sont considérées comme des travailleurs faisant partie du ménage principal ne recevant pas de salaire ou de gratification particulière. Le travail d'un conjoint ou d'un enfant est par exemple comptabilisé comme une aide familiale

Chemin de l'impact 4 : une diminution de l'utilisation des stratégies négatives d'adaptation et une meilleure dignité vers une réduction du risque de protection

Résultat clé 14 : Les transferts monétaires ont contribué à réduire le niveau d'endettement des bénéficiaires. Les risques de protection ont été réduits grâce à la promotion des AGR. Mais pour les personnes très vulnérables, il y a un risque d'augmentation du travail des enfants

81. **Plusieurs promoteurs ont réduit ou arrêté le recours à l'endettement grâce aux revenus générés par les AGR.** Selon le PDM, 8 pour cent des promoteurs ont utilisé les sommes reçues pour diminuer leurs dettes. L'équipe d'évaluation a récolté le témoignage d'une dizaine¹¹⁴ de personnes des groupes de discussions déclarant avoir diminuer leurs niveaux de dettes. La plupart faisait état d'une grande fierté et surtout d'un soulagement de ne plus devoir de l'argent à des tiers impactant ainsi leur dignité. Les risques de protection ont été réduits grâce à la promotion des AGR ; même si dans quelques rares cas, ces risques sont quelques fois amplifiés. En effet, les discussions en focus group ont montré que plusieurs femmes PDI avant l'appui, devaient passer dans les quartiers et dans les familles pour laver le linge. Cela les exposait à des risques de violences sexuelles. Maintenant qu'elles développent leurs propres AGR, ce genre de risque est réduit. L'équipe d'évaluation a aussi constaté qu'elles réduisent de la même manière, les activités à risque comme aller chercher de l'eau dans les cours voisines. Cependant, pour les personnes très vulnérables, il y a aussi un risque d'augmentation du travail des enfants. Ici, on peut citer l'exemple d'une femme PDI de Kaya qui avec son AGR de commerce de galettes, utilise ses enfants (filles et garçons) pour la vente. L'augmentation du travail des enfants est un effet possible des transferts monétaires¹¹⁵ identifié dans la littérature académique. En effet, quand les transferts monétaires sont utilisés dans des actifs productifs, ces derniers peuvent augmenter la demande de travail au sein du ménage et mobiliser les enfants

3.2.2 IDENTIFICATION DE MODALITE ALTERNATIVES ET FACTEURS FAVORISANT OU LIMITANT LES RESULTATS

Résultat clé 15 : Les interventions en moyens d'existence n'ont pas été suffisamment couplées avec des activités permettant la couverture des besoins de base. De plus certaines femmes vulnérables déclarent qu'elles auraient préféré une assistance en nature pour acheter des actifs productifs de qualité à des prix avantageux.

82. **Pour la quasi-totalité des réfugiés et PDI¹¹⁶, une combinaison de modalités (transfert monétaire et assistance alimentaire) serait plus efficace pour augmenter l'investissement et le taux de succès des AGR.** Comme illustré à travers les discussions de groupes avec les bénéficiaires, de nombreux réfugiés ont du mal à assurer la prise en charge de leurs besoins alimentaires de base. Ils sont très dépendants des marchés et de l'aide alimentaire. Pour les réfugiées ayant vécu dans les camps, ces derniers avaient pour habitude de recevoir de l'aide alimentaire de la part du PAM, aide qui a été suspendue depuis qu'ils ont commencé à recevoir le soutien du HCR. En effet, dans les camps, l'accès au logement, à l'eau,

¹¹⁴ Cela correspond à 10% des personnes participants au FGD

¹¹⁵ Rosati, F. Can cash transfers reduce child labor. IZA World of Labor 2022: 293 doi: 10.15185/izawol.293.v2

¹¹⁶ Selon le codage des informations des groupes de discussions cela représente 90% des bénéficiaires interrogés

l'électricité et l'éducation pour les jeunes enfants ne nécessitaient pas de frais ; ce qui pouvait faciliter la possibilité d'investir dans des AGR. L'accumulation de ces frais ainsi que l'augmentation des prix de la nourriture sur les marchés a ainsi été une barrière importante à l'investissement de la totalité du fonds dans les AGR après 2021.

83. **Une minorité de femmes à risque de protection auraient préféré recevoir une combinaison de matériel et de transfert monétaire pour mieux lancer leurs activités.** Lors des groupes de discussions, une dizaine de femmes ont déclaré avoir eu des soucis pour s'approvisionner en matériel ou en machines, créant ainsi un frein au développement de l'activité. Elles ont déclaré qu'une aide pour l'achat de matériel performant et de bonne qualité aurait été la bienvenue en plus des transferts monétaires. Selon les discussions de groupe, elles ont souvent besoin de matériel/équipements spécifiques pour la transformation et seules elles n'arrivent pas à négocier des tarifs avantageux.¹¹⁷.

Résultat clé 15 : L'insécurité, la faiblesse de la demande, l'augmentation du prix des matières premières et la difficulté d'approvisionnement sont souvent cités comme des facteurs externes qui empêchent l'atteinte des résultats escomptés par le HCR

84. **L'insécurité a été un facteur important d'instabilité surtout pour les réfugiés qui avaient commencé à développer des activités rentables au sein des camps.** La dégradation de la situation sécuritaire a entraîné des mouvements des réfugiés des camps vers les villes comme Dori et Djibo Ouagadougou, Bobo Dioulasso. Ces mouvements ont bouleversé la vie des réfugiés et la mise en œuvre de leurs activités génératrices de revenus. Les groupes de discussion ont montré que ces réfugiés qui avaient pu se faire connaître sur le marché des camps de par leurs activités d'artisanat, se sont retrouvés dans un nouveau milieu à Dori et en peine pour écouler leurs marchandises.
85. **Le faible niveau de la demande de produits artisanaux et le manque de débouchés est souvent cité comme un facteur limitant surtout par les personnes engagées dans les activités artisanales.** Les promoteurs se plaignent de la faiblesse de la demande ces dernières années, du fait de l'inflation du prix des matières premières et de la réduction du tourisme au Burkina Faso. Ainsi la quasi-totalité des participants aux groupes de discussion a déclaré qu'il était difficile d'écouler leurs stocks dans les points de vente du projet. L'équipe d'évaluation a en effet pu observer une accumulation de produits issus de l'artisanat dans les points de vente à Ouagadougou. Les personnes du HCR ont quand même mentionné la participation des artisans à plusieurs foires annuelles pendant lesquelles des volumes significatifs ont été vendus ; mais ces événements ne sont organisés qu'une à deux fois dans l'année ce qui est jugé insuffisant par les promoteurs pour avoir une stabilité dans l'activité économique.

¹¹⁷ L'équipe d'évaluation a en effet pu observer quelques femmes ayant acquis des congélateurs à des prix jugés élevés, et a pensé que s'il y avait eu des achats groupés, les bénéficiaires profiteraient de prix d'achat un peu plus réduits.

86. **L'approvisionnement en matière première a été souvent évoqué comme un facteur limitant surtout pour les personnes engagées dans des activités d'élevage ou d'embouche.** Certains bénéficiaires se plaignent des difficultés à s'approvisionner dans le cadre leurs AGR d'embouche ovine ou d'élevage. Les bonnes races proviennent du Niger, et avec l'insécurité, les prix d'achat et de transport ont grimpé. Il devient de plus en plus difficile de se procurer du bétail de qualité et certains sont obligés de se contenter de races locales qui ne répondent pas bien à la demande sur le marché. L'équipe d'évaluation a en effet pu observer des blocus sur de longues périodes qui ne permettent plus des approvisionnements à partir du Niger. L'étude PDM¹¹⁸ menée par le HCR en 2022 semble confirmer cette tendance, en indiquant que les prix des équipements et matières premières ont connu une hausse au cours des 4 dernières semaines précédant le PDM. Il s'agit des équipements de couture (machine à coudre, la laine, les perles, les tondeuses) ; des produits alimentaires (le sucre, le sorgho rouge, l'arachide, le haricot) et de bois de chauffage.
87. **La pandémie de COVID a enfin été citée comme un facteur qui a fortement impacté l'activité économique.** Les groupes de discussion ont mentionné que la pandémie a eu des conséquences importantes sur leurs activités et a entraîné la fermeture des marchés et le bouclage de plusieurs localités pendant plusieurs semaines. Les personnes du HCR et de VSF-B ont mentionné les interdictions de voyager sur le terrain, le service minimum et la dotation de kits d'hygiène pour limiter la propagation du virus.
88. Lors des groupes de discussion, les bénéficiaires ont été interrogés sur les potentiels effets non attendus du projet. Toutefois, ceux-ci n'ont pas souligné d'effets inattendus et non planifiés engendré par les différentes activités.

3.2.3 QUELLE EST LA DURABILITE DE L'IMPACT DES INTERVENTIONS ET EXISTE-T-IL UNE STRATEGIE DE SORTIE POUR PROGRESSIVEMENT RENFORCER L'AUTONOMIE DES BENEFICIAIRES DANS LE TEMPS ?

Résultat clé 16 : La durabilité des AGR est encore très fragile et beaucoup d'AGR stagnent avec de faibles niveaux de revenus tout en subissant les conséquences de la dégradation de la situation sécuritaire.

89. **L'équipe d'évaluation a pu constater que plusieurs dizaines d'AGR sont en marche depuis 2020 sans interruption jusqu'en 2023.** Certaines AGR sont lancées, et ont été renforcées par l'acquisition d'équipements qui vont rester en place même après le financement. Les discussions de groupes ont aussi montré que plusieurs promoteurs d'AGR ont des ambitions d'agrandissement, et manifestent des besoins de contracter du crédit. Mais il reste encore quelques défis en lien avec l'espace de travail, selon plusieurs promoteurs. Par exemple, les promoteurs d'AGR sont souvent installés sur des sites où ils sont en location, et dès que l'activité commence à prospérer, il y a des velléités des propriétaires pour retirer l'espace ou pour augmenter les coûts de location. Ces dynamiques ont surtout été décrites pas les réfugiées et PDI. Cela peut constituer un obstacle important à la

¹¹⁸ Rapport PDM, DEDI, Septembre 2022

durabilité de l'AGR, avec le risque de devoir recommencer à nouveau sur un autre site. De manière générale les bénéfices tirés par les AGR restent très faibles et ne peuvent pas constituer l'unique source de revenus du ménage. À Dori par exemple 79 pour cent des bénéficiaires ont des revenus de leurs AGR inférieurs à 30 000 FCFA (45 US dollars)¹¹⁹. Selon le suivi effectué par VSF en 2021¹²⁰, 55 pour cent des 128 AGR financées étaient encore en activité, soit un taux de survie à deux ans de 55 pour cent.

90. **L'équipe d'évaluation a aussi constaté que le développement des AGR n'est pas toujours linéaire, et les promoteurs d'AGR ont indiqué être très vulnérables aux chocs liés à la santé du ménage et à l'insécurité.** Les discussions en groupes ont révélé que certains réfugiés ou PDI ont eu des activités prospères dans leurs localités de départ. Cela signifie qu'ils possèdent clairement les capacités pour faire prospérer leur activité économique, mais du fait de leur vulnérabilité, de nombreux types de chocs peuvent rapidement nuire à l'activité menée. Selon les bénéficiaires, la dégradation de la situation sécuritaire pénalise la durabilité probable en provoquant une chute de la demande, une augmentation de la difficulté d'approvisionnement en intrant et matières premières, un risque de fermetures des marchés et des déplacements forcés des entrepreneurs qui perdent ainsi l'accès à un réseau professionnel et l'accès au crédit au crédit informel.

Résultat clé 17 : VSF-B continue d'accompagner les personnes ayant reçu des transferts monétaires, mais ces dernières sont en demande d'un suivi plus technique au niveau des compétences de gestion des commerces.

91. **Le HCR a mis en œuvre une stratégie de sortie des activités livelihood pour progressivement soutenir les populations à renforcer leurs autonomies.** Les entretiens avec les agents HCR et VSF-B ont montré qu'en prenant l'option de soutenir des AGR, le HCR a fait le choix de renforcer l'autonomisation des bénéficiaires, et donc a défini par là même sa stratégie de sortie. L'équipe d'évaluation a en effet constaté qu'en mettant en place des formations sur l'entrepreneuriat et sur l'inclusion financière, le HCR a voulu que les promoteurs s'approprient le concept de l'entrepreneuriat et de la bonne utilisation et planification des ressources. Les agents du HCR et de VSF-B ont en outre indiqué qu'en organisant des visites/suivis des promoteurs d'AGR, ils avaient le souci de s'assurer que les AGR fonctionnent et, de donner des orientations/conseils pour la réussite des AGR. Plusieurs documents de suivi de VSF-B¹²¹ indiquent que les activités AGR créées depuis 2019 sont toujours suivies en 2022 par les agents VSF-B et qu'une enveloppe budgétaire dédiée est alloué à ce travail. Le rapport de suivi des performances des microentreprises de VSF-B¹²² en novembre 2022 semble confirmer cette tendance, car VSF-B et HCR organisent régulièrement des sorties qui ont permis de toucher différentes cibles dans les zones d'intervention et

¹¹⁹ VSF-B. 'Suivi Des Performances Des Microentreprises Financées Dans Les Régions Du Centre, Du Sahel et Des Hauts Bassins de 2019 à 2021', Novembre. 2021.

¹²⁰ Ibid

¹²¹ VSF-B. 'Suivi Des Performances Des Microentreprises Financées Dans Les Régions Du Centre, Du Sahel et Des Hauts Bassins de 2019 à 2021', November 2021.

¹²² Ibid

d'assurer un suivi rapproché et un appui-conseil régulier aux différents bénéficiaires de financement. Cette situation est ressortie dans les propos des enquêtes, où 89 pour cent disent qu'ils ont été suivis. L'étude de PDM¹²³ menée en 2022 confirme également cette tendance, car 46 pour cent des bénéficiaires affirment avoir reçu des conseils pour monter leurs activités. Les principaux types de conseils sont orientés vers l'élevage pour 50 pour cent des bénéficiaires et les métiers pour 46 pour cent des bénéficiaires. L'intensité du suivi dépend aussi du contexte sécuritaire. Dans ce cadre, VSF a su déployer d'autres formes de suivis pour s'adapter aux situations contraignantes. C'est le cas par exemple au Centre Nord, où VSF utilise des agents qui servent comme points focaux à Kongoussi, Boulsa et Barsalogo, qui font le suivi et coordonnent les activités terrain. Le rapport trimestriel de suivi de VSF-B¹²⁴ indique que VSF-B a pu suivre 55 personnes sur les 110 cibles à cause de la reprise tardive des activités qui s'expliquait par les déplacements des différents promoteurs soit pour s'approvisionner ou soit pour relocalisation dans une autre ville.

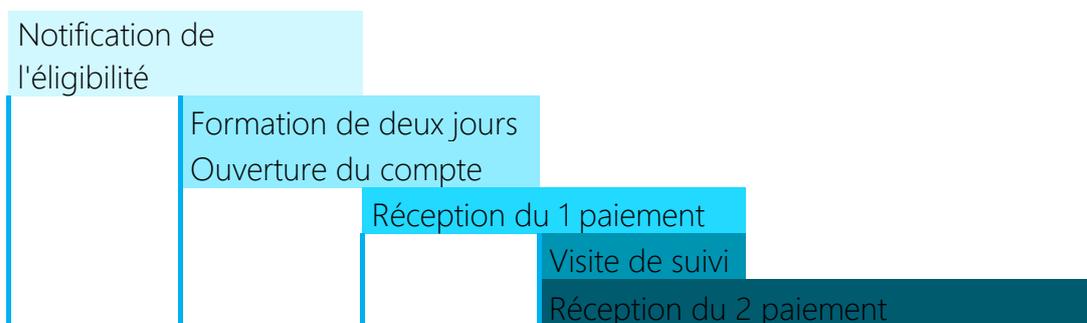
92. **Les discussions en focus groups ont montré que les bénéficiaires ont bien apprécié ce suivi fait par VSF-B, mais ont souhaité en plus un suivi plus technique avec la mise à disposition d'outils spécifiques de gestion pour leur permettre de mieux suivre leur activité commerciale, démarche que VSF n'a pas encore mis en place.** Les échanges avec les personnes-ressources ont enfin montré que le choix de ne pas financer deux fois la même personne s'inscrivait dans une stratégie de sortie progressive, qui veut inciter le bénéficiaire à travailler à leurs autonomisations.

3.3 Efficience

3.3.1 DANS QUELLE MESURE LES INTERVENTIONS ONT ETE MISE EN ŒUVRE DANS LES DELAIS PREVU ET EST CE QUE LES RESSOURCES ONT ETE UTILISEES DE MANIERE OPTIMALE ?

Résultat clé 18 : Les personnes ayant reçu des transferts monétaires considèrent avoir reçu la totalité du montant promis dans des délais raisonnables c'est-à-dire moins de 5 mois après la notification de l'éligibilité

Figure 12 : Processus de fourniture du transfert monétaire AGR



¹²³ Rapport PDM, DEDI, Septembre 2022

¹²⁴ Rapport trimestriel (janvier à mars 2021) de suivi des microprojets, VSF, Mars 2021

93. **Les promoteurs déclarent que les délais entre les différentes étapes du processus de distributions sont raisonnables.** En moyenne le premier versement a eu lieu un mois après la formation et le deuxième paiement entre un et quatre mois après le premier. Comme il est décrit dans la Figure 12 après la notification de l'éligibilité, les promoteurs ont suivi deux jours de formation sur l'entrepreneuriat qui étaient organisés par VSF-B. Le paiement a généralement eu lieu un mois après. Dans certaines localités comme à Kaya, il y a eu un peu plus de retard, car plusieurs promoteurs PDI n'étaient pas en possession d'une carte d'identité valide et n'arrivaient donc pas à ouvrir un compte bancaire pour réceptionner les fonds. Suite au premier paiement, une visite de suivi était organisée par VSF-B avant le déblocage de la seconde tranche. Plusieurs bénéficiaires à Bobo Dioulasso ont déclaré recevoir les fonds plus rapidement à la deuxième visite de vérification. Selon les informateurs clés cela indique un processus d'apprentissage des équipes de VFS-B qui arrivent à mieux organiser les visites de vérification et déclenchent les paiements plus rapidement.

Résultat clé 19 : La rapidité de la mise en œuvre des activités CBI n'est pas complètement alignée avec les guidelines du SOP en termes de création de listes des bénéficiaires et de processus de réconciliation.

94. **Le processus de création des listes prend plus de temps que les recommandations du guide standard de procédures (SOP¹²⁵) selon tous les informateurs clés travaillant au HCR.** Selon la checklist des SOP¹²⁶, le processus de validation des listes après la soumission de VSF-B devrait durer deux jours. Ce temps est très court d'après les informateurs clés mais arrive à être respecté. C'est plutôt le processus de création de la liste qui prend du temps afin de vérifier l'éligibilité de chaque bénéficiaire qui ne sont pas toujours dans ProGres notamment pour les PDI et les communautés hôte. Plusieurs informateurs clés ont noté qu'il fallait à peu près le même temps administratif pour valider une liste de 10 personnes qu'une liste de 300 personnes questionnant ainsi l'efficacité de morceler les transferts monétaires en petits lots de personnes réparties dans tout le territoire.
95. **Le processus de réconciliation¹²⁷ pourrait être amélioré selon les équipes du HCR.** Selon les SOP cash, le processus de réconciliation devrait durer trois jours et demi, ce qui n'est que très rarement le cas d'après les informateurs clés. Le point de blocage principal à une réconciliation rapide concerne l'arrêt de la distribution. En effet, le jour de la distribution des fonds, toutes les personnes ne sont pas disponibles, ce qui oblige Baitoul Maal à étendre la période de paiement pour remplir les objectifs initialement prévus en remplaçant certains bénéficiaires absents. Il semble que ces procédures de remplacement ne soient pas encore formalisées de manière optimale pour preuve aucune mention de ce processus n'est intégré aux SO. Un informateur clé du HCR a déclaré qu'une nouvelle procédure allait être mise en œuvre pour clôturer les paiements dans un délai raisonnable de sept jours après le

¹²⁵ Standard Operating Procedures, aussi appelé SOP cash dans le jargon du HCR

¹²⁶ UNHCR Burkina Faso. 'Checklist Pour La Mise En Oeuvre Directe Des Trasnferts d'espèce Immédiat Au Burkina Faso', June 2022.

¹²⁷ Cela consiste à vérifier que les personnes qui étaient dans la liste des bénéficiaires correspondent aux personnes qui ont reçu le paiement du prestataire de service financier

versement afin de pouvoir effectuer les réconciliations au plus vite tout en diminuant les complexités liées aux longues phases de remplacement de bénéficiaire.

96. **Un PDM a été réalisé en 2022 communiquant des informations précieuses sur la mise en place des activités LEI.** La première version des SOP sur les transferts monétaires date de 2021 et dans cette dernière, il est recommandé de faire un PDM tous les ans avec le cabinet externe DEDI au moins quatre semaines après la phase de distribution. L'équipe d'évaluation a eu accès à un unique rapport PDM datant de septembre 2022 qui a été organisé entre deux et quatre mois après les déboursements. La collecte de données à couvert cinq des sept localités couvertes par les transferts monétaires LEI en excluant Ouagadougou et Kaya de l'étude.
97. **L'équipe d'évaluation n'a pas pu avoir accès à des rapports de déroulement des distributions listant les plaintes reçues.** À ce titre il n'est pas possible de savoir exactement si ce type de suivi évaluation est effectué par VSF-B et le HCR comme conseillé par les SOPs.

3.3.2 COMMENT LE HCR UTILISE-T-IL SES RESULTATS DE SUIVI ET D'EVALUATION POUR CONTROLER LA QUALITE ET PRENDRE DES DECISIONS ?

Résultat clé 20 : Le staff du HCR considère que le suivi détaillé des activités n'est pas toujours simple du fait du morcellement des activités et de la nécessité d'un reporting très désagréé. Les partenaires quant à eux jugent le système de suivi d'évaluation très lourd et doivent faire face à de nombreuses requêtes qui sont parfois redondantes.

98. **Le suivi des activités et du nombre de personnes servies par des transferts monétaires LEI manque de clarté et de cohérence.** Le personnel du HCR déclare que le suivi des activités LEI n'est pas simple et que le fort morcellement du volume des activités entre les diverses catégories de personnes servies par le HCR complexifie la collecte de données. En effet, l'équipe d'évaluation a eu le plus grand mal à disposer de données fiables sur les cibles LEI atteintes par année et localité. À titre d'exemple pour l'année 2021, sur trois différents documents clés, on trouve trois chiffres différents (voir Table 10).

Table 10 : Calcul du nombre de personnes ayant reçu un transfert monétaire LEI par le HCR en 2021

Type de document	Nombre	Détail du calcul
Document interne partagé par le HCR	1965	<i>Nb de personnes ayant reçu un transfert monétaire LEI en 2021 par le HCR</i>

UNHCR Burkina Faso Key Indicator Report 2021	1237	<i>IDP and refugees receiving cash/vouchers for business startup under the right group community empowerment and self-resilience</i>
Rapport de performance de projet VSF-B 2021	1368	<i>Financement de 1 368 Microprojets au profit des réfugiés, PDI et Hôtes</i>

99. **La faible harmonisation de la structure des accords de partenariat (PPA) et la complexité de la structure des rapports de performances ne facilitent pas la transparence et la redevabilité sur les performances des programmes LEI et l’atteinte des cibles.** Tous les PPA possèdent chaque année un tableau de mesure des résultats structuré de manière différente, ce qui rend la comparaison entre les différentes années considérablement plus difficile. L’équipe d’évaluation n’a pas pu avoir accès à un système de suivi interne des transferts monétaires et questionne ainsi la capacité des équipes à fournir des chiffres fiables.

100. **Les partenaires considèrent les exigences du système de suivi évaluation du HCR comme lourdes et très faiblement harmonisées créant de nombreuses redondances.** Le récent travail de décentralisation du HCR pour donner plus d’autonomie aux bureaux régionaux a permis d’améliorer la communication entre les bureaux et les partenaires locaux, mais a aussi créé des redondances dans les lignes de redevabilités et de reporting. En effet plusieurs informateurs clés de chez VSF-B ont déclaré devoir remplir des tableaux pour différents départements du HCR avec les mêmes informations. Trois entités semblent demander des informations similaires sur les mêmes activités, le département des opérations en région, le département des opérations LEI au bureau pays et le département suivi évaluation.

Résultat clé 21 : Les données de suivi des PDM ont été utilisées dans la prise de décision opérationnelle, mais les données relatives à l’évolution des indicateurs clés des moyens d’existence ne sont que très faiblement partagées en interne, parcellaires et trop biaisés pour servir de base à des décisions programmatiques.

101. **Les informateurs clés déclarent que les PDM sont utiles pour orienter les décisions programmatiques et que les résultats de 2022 ont permis d'ajuster les montants transférés et de mieux coordonner l'assistance.** Les informateurs clés ont mentionné deux apprentissages importants liés au PDM. Le premier concerne l'utilisation du fonds AGR pour couvrir les besoins d'alimentation. En réaction à ce constat, le HCR a intensifié son plaidoyer envers le PAM pour maintenir des distributions alimentaires à destination des réfugiés¹²⁸. De plus, ce constat a fait émerger une réflexion sur l'utilisation des Transferts d'Espèces à Usages Multiples (TEUM¹²⁹) pour les femmes victimes de violence plutôt que des transferts monétaires LEI conditionnels. Un second apprentissage partagé par les informateurs clés concerne les montants qui sont parfois trop faibles pour lancer une AGR. À ce titre, certains montants ont été revus à la hausse.

102. **Les données relatives à l'évolution des indicateurs clés des moyens d'existence ne sont que très faiblement partagées en interne, parcellaires et trop biaisées pour servir de base à des décisions programmatiques ou soutenir la redevabilité.** Les données issues du système d'information sur les moyens d'existences¹³⁰ ou LEI factsheets¹³¹ ne sont disponibles que pour l'année 2020¹³². Ces données sont presque inconnues de la plupart du personnel du HCR et les résultats présentés ne sont pas faciles à interpréter. Enfin, pour de nombreux résultats, la validité interne de l'approche est questionnée par l'équipe d'évaluation (voir [Annex 3: Points sur la validité interne des LEI bulletin](#)). Ces bulletins semblent ainsi ne pas remplir leur fonction de support à la prise de décision ni servir les équipes pour l'apprentissage. Enfin, en termes de redevabilité, la méthode est trop peu rigoureuse pour fournir des estimations robustes de l'impact des programmes sur l'évolution des moyens d'existence des bénéficiaires.

103. **Il existe encore très peu d'exercice de capitalisation des activités LEI au niveau du bureau pays pour harmoniser les pratiques des différentes régions.**

3.4 Thèmes transversaux

3.4.1 LE PROCESSUS DU TRANSFERT MONETAIRE S'APPUIE SUR UNE MATRICE DE GESTION DES RISQUES DE VBG ET DE PROTECTION

Résultat clé 22 : Le processus de distribution du transfert monétaire prend en compte les risques de protection, mais aucune matrice de gestion des risques de Violences Basées sur le Genre (VBG) n'est disponible dans les SOP.

104. **Il existe une confusion importante entre le concept de transfert monétaire pour remplir des objectifs de protection et des transferts monétaires pour les moyens d'existence pouvant avoir des effets indirects sur la protection et utilisant des critères de ciblage basés sur les risques de protection.** Beaucoup d'informateurs clés au sein du HCR utilisent le terme cash pour protection pour décrire les transferts monétaires pour les moyens d'existences distribués aux

¹²⁸ En 2023 le PAM a arrêté ses distributions alimentaires à destination des réfugiés à Dori selon deux informateurs clés

¹²⁹ Aussi nommé Multi Purpose Cash Transfers en anglais ou MPCT

¹³⁰ <https://lis.unhcr.org/home>

¹³¹ Les données relatives aux indicateurs de moyens d'existence visant à évaluer l'impact des programmes sur les promoteurs sont normalement collectées chaque année. C'est une structure externe, CART ONG qui s'occupe de consolider l'information et de produire une analyse qui sera mise à disposition des équipes pays et de la plateforme d'information sur les moyens d'existence

¹³² Les données de 2021 ne sont pas disponibles et aucun informateur n'a pu vraiment expliquer pourquoi. Pour ce qui est de l'année 2022 les données ne sont disponibles que pour la baseline de Dori et Ouagadougou en juin 2023 sous format de bulletin. Les données brutes pour 2022 sont disponibles pour la localité de Dori, mais il existe de nombreuses limites en termes de validité interne. Grosse différence baseline endline, fort taux d'enquêtes vides, cohérence des indicateurs

personnes à risque de protection. Contrairement à d'autres types de transferts monétaires comme les kits de dignité¹³³ qui ont clairement comme objectif de remplir un besoin de protection, l'assistance LEI vise avant tout à favoriser le relèvement et l'autonomisation des femmes concernées. La diminution des risques de protection est ainsi un effet direct attendu plutôt qu'un objectif en soi.

105. L'équipe d'évaluation n'a pas observé ou identifié des pratiques de mise en œuvre de gestion des risques VBG dans le processus de transfert monétaire.

En effet à part la variation sur les montants des modalités qui sont généralement moindres pour les femmes victimes de violence, le mécanisme de distributions est le même. Il n'existe pas non plus de mécanismes ou de traitement des plaintes spécifiques aux cas de VBG.

Résultat clé 23 : Le mécanisme de gestion des plaintes est uniquement connu à Dori. Le système de gestion et de traitement des plaintes est encore peu formalisé laissant ainsi peu de place à la mise en œuvre de procédure spécifique VBG.

106. Le mécanisme de gestion de plaintes est très peu connu des personnes servies par le HCR à part à Dori.

Dans tous les groupes de discussion à part à Dori les personnes ont déclaré ne pas avoir connaissance d'un mécanisme de plainte formel. Une minorité de personnes ont fait référence à la possibilité de contacter le personnel de VSF-B, mais aucun mécanisme plus formel tel qu'un comité de plainte ou une ligne verte n'a été mentionné. À Dori cependant, la totalité des groupes de discussion a mentionné l'existence d'un comité de plainte et d'un numéro vert. Plusieurs groupes ont aussi fourni des exemples concrets d'utilisation de ce mécanisme « *Une de nous a même fait l'objet de vol de son argent à sa boutique et elle est partie se plaindre auprès de ce comité. Elle a trouvé gain de cause, car on lui a octroyé une caissette disposant de cadenas pour lui permettre de garder en toute sécurité ses recettes journalières* ». Ces résultats sont alignés avec le PDM de 2022 où 69 pour cent des personnes interrogées ne savent pas comment faire parvenir une plainte ou donner un avis au HCR.

107. Le mécanisme de gestion des plaintes relatif aux transferts monétaires est pour le moment peu développé au sein du HCR et il n'existe pas de plateforme centralisée pour traiter les plaintes de manière digitale ni de recommandation sur la durée de traitement et la prise en charge des cas de VBG.

Plusieurs informateurs clés du HCR ont reconnu qu'un travail supplémentaire devrait être engagé au niveau du mécanisme de gestion des plaintes afin de pouvoir suivre comment chaque plainte est traitée et mettre ne place un mécanisme de référencement vers d'autres partenaires.

¹³³ Ce kit est composé d'un minimum d'articles pour une femme dans des moments de vulnérabilité (savon, brosse à dent, serviette hygiénique, dentifrice,

4 Conclusions

Conclusion 1 : L'utilisation des TM par le HCR pour couvrir des besoins LEI des ménages est pertinente, mais beaucoup de ménages vulnérables et à risque de protection déclarent avoir du mal à satisfaire leurs besoins de base ce qui pèse sur le niveau d'investissement dans les AGR.

108. Il existe une forte volonté d'autonomisation de la part des populations réfugiées et PDI qui lors des groupes de discussion déclarent avoir besoin de soutien pour faire grandir leurs Activités Génératrices de Revenus (AGR) et gagner en autonomie.

109. Les transferts monétaires sont particulièrement pertinents dans le cadre du développement des activités de commerce qui nécessitent des investissements en marchandise ou en capital productif.

110. Pour une partie des promoteurs du projet et surtout ceux à risque de protection (PDI et réfugiés), il a été rapporté que les besoins prioritaires sont plutôt ceux liés à l'accès à la nourriture, ce qui in fine pèse sur l'efficacité de l'approche LEI.

Conclusion 2 : La couverture géographique des activités LEI s'est étendue entre 2020 et 2022, mais les petites cibles à atteindre en termes de TM LEI en 2022 questionnent l'efficacité d'une approche aussi morcelée.

111. La couverture géographique des activités LEI est passée de 5 à 7 régions entre 2020 et 2022. Les cibles par année sont de plus en plus restreintes, en 2022 par exemple les bénéficiaires du LEI transferts monétaires s'élèvent, avec de petites cibles de 20 bénéficiaires à Ouagadougou et 37 à Ouahigouya.

112. Le processus d'approbation des listes de bénéficiaires au niveau des services du HCR n'augmente pas significativement avec la taille. Répartir le nombre de personnes servies en très petits lots augmente la charge de travail du personnel du HCR et réduit l'efficacité du programme tout en ne permettant pas toujours un suivi efficace.

Conclusion 3 : Il existe une tension dans les critères de ciblage qui visent à sélectionner à la fois les personnes les plus vulnérables, mais aussi les personnes avec le plus de potentiel de croissance dans leurs AGR.

113. Les critères de ciblage changent en fonction des populations, ce qui rend difficile la compréhension du ciblage par les équipes et les bénéficiaires. Cela rend également l'atteinte de résultats difficilement comparables entre les groupes.

114. Le ciblage inclut à la fois des critères de vulnérabilité et des critères de capacité. Ces critères sont parfois contradictoires et leur articulation n'est pas claire.

Conclusion 4: Le HCR a démontré ses capacités à distribuer des transferts monétaires LEI par ses propres services dans cinq régions du Burkina Faso à temps.

115. Les activités LEI du HCR en termes de transferts monétaires ont toujours atteint leurs objectifs quantitatifs pour les réfugiés et PDI atteignant 100 pour cent.

116. Le HCR s'est aussi servi de son expérience en matière de CBI abris pour utiliser un contrat pré existant avec Baitoul Maal et rendre la distribution des TM plus efficaces.
117. Les promoteurs déclarent que les délais entre les différentes étapes du processus de distributions sont raisonnables

Conclusion 5: Le système de suivi évaluation du HCR peine à produire des résultats fiables sur le suivi des activités et les indicateurs clés ce qui ne favorise pas l'utilisation de données probantes pour la prise de décision.

118. Le suivi des activités et du nombre de personnes servies par des transferts monétaires LEI manque de clarté et de cohérence. Quand ils existent, le HCR se sert des PDM pour orienter ses décisions programmatiques comme la valeur du transfert.
119. La faible harmonisation de la structure des PPA et la complexité de la structure des rapports de performances ne facilitent pas la transparence et la redevabilité sur les performances des programmes LEI au niveau du HCR.
120. Les données relatives à l'évolution des indicateurs clés des moyens d'existence ne sont que très faiblement partagées en interne, parcellaires et trop biaisées pour servir de base à des décisions programmatiques ou soutenir la redevabilité.

Conclusion 6: Le HCR n'a pas suffisamment mis à profit son expérience en matière de redevabilité et de prise en compte des problématiques de protection et VBG dans le cadre des transferts monétaires LEI.

121. Il existe une confusion importante entre le concept de transfert monétaire pour remplir des objectifs de protection et des transferts monétaires pour les moyens d'existence pouvant avoir des effets indirects sur la protection et utilisant des critères de ciblage basés sur les risques de protection
122. L'équipe d'évaluation n'a pas observé ou identifié des pratiques de mise en œuvre de gestion des risques VBG dans le processus de transfert monétaire. Les personnes servies par le HCR ont une faible connaissance des mécanismes de plaintes, pas d'annexe VBG dans les SOPs et pas de référencement spécifique ou de traitement des plaintes VBG.

Conclusion 7: Les gains d'autonomies des bénéficiaires générés grâce aux transferts monétaires LEI restent fragiles.

123. 60 pour cent des AGR de réfugiées en 2021 ont des chiffres d'affaires en dessous de 50 000 FCFA et seulement 21% des bénéficiaires déclarent parvenir à satisfaire à tous leurs besoins.
124. Les groupes de discussion ont montré que les bénéficiaires ont bien apprécié ce suivi fait par VSF-B, mais ont souhaité en plus un suivi plus technique avec la mise à disposition d'outils type compte d'exploitation et de gestion.

5 Leçons apprises et recommandations

En se basant sur les résultats de cette évaluation, l'équipe d'évaluation formule les principales leçons apprises et recommandations suivantes :

#	Leçons apprises
1	Les populations bénéficiaires manifestent une forte volonté d'autonomisation et ont besoin d'un appui pour faire prospérer leurs AGR, ce qui n'est pas le cas des bénéficiaires à risque de protection dont la priorité est l'accès à la nourriture. De ce fait, une bonne partie du cash n'est pas investie dans l'AGR.
2	Le ciblage des bénéficiaires utilise des critères qui sont parfois contradictoires (vulnérabilité et capacité), ce qui rend difficile leur articulation.
3	Le suivi des bénéficiaires, fait par VSF-B est bien apprécié, mais ne comporte pas un volet plus technique avec mise à disposition d'outils type compte d'exploitation et de gestion, ce qui ne permet pas de mieux encadrer l'AGR et de décider d'orientations basées sur la rentabilité de l'AGR.
4	L'analyse de marché est importante pour désigner la modalité de transfert monétaire, si on veut qu'elle soit plus adaptée surtout lorsque le marché ne permet pas d'accéder aux actifs nécessaires à l'AGR.
5	L'élaboration de plans de décaissement est indispensable pour faire des débloques de fonds en phase avec la réalité de chaque AGR et permettre à chaque bénéficiaire de recevoir une somme qui correspond à ses besoins d'investissement. Plusieurs bénéficiaires ont dû attendre la réception de la deuxième tranche du cash avant de pouvoir commencer leur activité, car le premier montant reçu ne le permettait pas.

#	Recommandations	Responsabilité	Temporalité
1	Recommandation 1 : Continuer à maintenir la pertinence des transferts monétaires LEI en investissant davantage sur des analyses de marché et des études de faisabilité spécifiques pour les activités LEI.		
	<p>Sous-recommandation 1.1 : Intégrer un à deux biens typiquement achetés par les AGR de commerçant ou d'éleveur dans les études de marché pour tester leurs disponibilités sur les marchés.</p> <p>Plusieurs informateurs ont déclaré que du fait de la crise sécuritaire, l'achat de bétail était complexe dans certaines localités comme à Djibo ou Dori et nécessitait des frais de déplacement conséquents. Ainsi la modalité de transfert monétaire n'est peut-être pas toujours la plus adaptée si le marché ne permet pas d'accéder aux actifs nécessaires à l'AGR.</p>	HCR/VSF	2024
	<p>Sous-recommandation 1.2 : Mieux prendre en compte l'acceptabilité politique des transferts monétaires.</p> <p>Dans les régions du Sahel pour éviter une rupture de l'aide pendant des mois aux populations réfugiées le HCR et VSF-B ont déjà exploré de nouvelles pistes, mais ces dernières gagneraient à être discutées avec les autorités pour tester le niveau d'acceptation.</p>	HCR/VSF	2023
2	Recommandation 2 : Explorer la possibilité de fournir un accompagnement plus complet aux personnes ciblées par les TM LEI dans une vision proche de la graduation.		

	<p>Sous-recommandation 2.1 : Pour les femmes à risque de protection ou victimes de violence, prévoir un paquet d'activités spécifique afin de maximiser le montant investi dans les AGR.</p> <p>Les approches par la graduation¹³⁴ dans des contextes de réfugiés ont déjà prouvé leurs efficacités dans certains pays. À ce titre il paraît intéressant de continuer à explorer cette piste en fournissant un paquet d'activités aux personnes les plus vulnérables afin de leur permettre de couvrir leurs besoins de base en plus d'investir dans une AGR.</p>	HCR/VSF	2024
	<p>Sous-recommandation 2.1 : Pour les personnes ayant des AGR dans le commerce il serait intéressant de trouver d'autres partenaires pour fournir un appui plus technique type gestion de la comptabilité et des commandes.</p> <p>Plusieurs personnes servies par le HCR travaillant dans les milieux du commerce ont indiqué être intéressées par un appui plus technique orienté vers la bonne gestion des microentreprises, le suivi de la comptabilité. VSF-B est un partenaire très engagé sur le terrain, mais avec une spécialisation dans l'agriculture et renforcer le volet relatif au commerce au travers de nouveaux partenariats pourrait être pertinent.</p>	HCR	2024
3	<p>Recommandation 3 : Travailler sur l'harmonisation et l'échange de bonnes pratiques tout au long de la chaîne de mise en œuvre des transferts monétaires</p>		
	<p>Sous-recommandation 3.1 : Le processus d'information et de sensibilisation avant le lancement des appels d'offres pour les microprojets AGR gagneraient à être plus formalisé et harmonisé entre les régions.</p>	VSF	2024

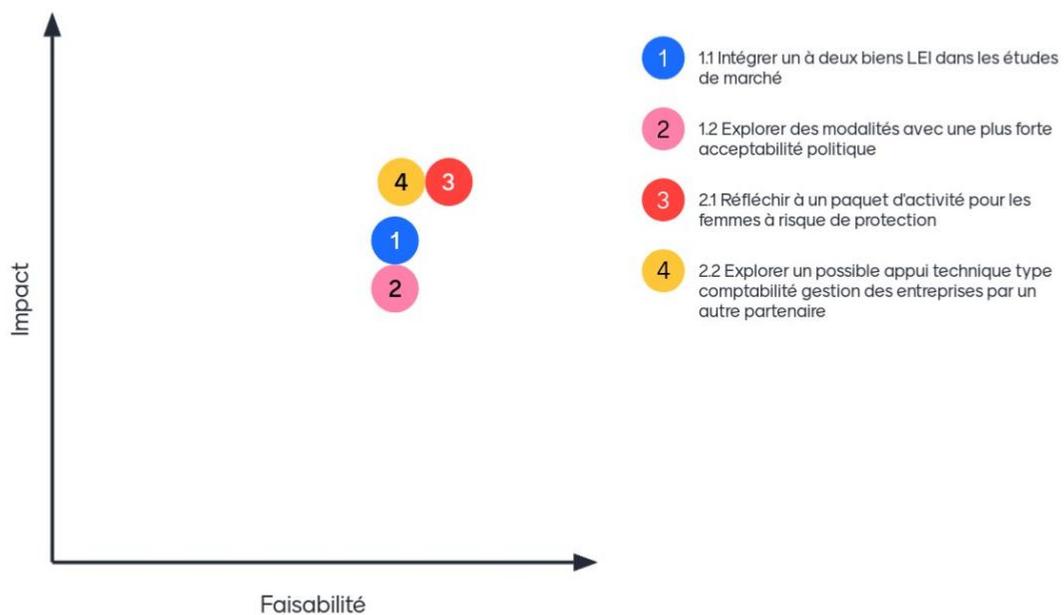
¹³⁴ Technical and Operational Performance Support (TOPS) Uganda Graduation Randomized Control Trial Associate Award. 2022. Endline Report of the Resilience Food Security Activity Graduating to Resilience in Uganda, Cohort 1. Washington, DC : The TOPS Program.

<p>Formaliser une stratégie d'information et de sensibilisation dans chaque bureau afin de pouvoir identifier les profils le plus intéressants pour le soutien aux AGR. Les TdR de ciblage semblent l'endroit approprié pour insérer ce niveau de détail.</p>		
<p>Sous-recommandation 3.2 : Clarifier et/ou formaliser des critères de ciblage issus du terrain.</p> <p>Plusieurs informateurs ont déclaré utiliser un indicateur spécifique d'autonomisation : les promoteurs sont en mesure d'investir au moins 75 pour cent de la somme reçue dans leur propre activité génératrice de revenu. Cet indicateur paraît pertinent et utile à la prise de décision pour les équipes de terrain, il serait donc intéressant de discuter de sa mise en œuvre et de juger si nécessaire de l'introduire dans les TdR.</p>	VSF	2024
<p>Sous-recommandation 3.3 : Explorer la possibilité de mise en œuvre de conditionnalités positives.</p> <p>Afin d'encourager les promoteurs à investir dans leurs AGR il pourrait être pertinent de construire des conditionnalités positives. Par exemple, tous les promoteurs reçoivent 400 000 et ceux qui remplissent leurs objectifs peuvent recevoir un bonus de 100 000.</p>	HCR/VSF	2024
<p>Sous-recommandation 3.4 : Diffuser les bonnes pratiques de calcul des besoins et de plan de décaissement mises en place par VSF-B à Kaya.</p> <p>Le bureau de Kaya a mis en place de bonnes pratiques qui ne sont pas encore appliquées dans les autres bureaux régionaux. Ces bonnes pratiques intègrent un calcul des besoins suivant le plan d'affaires soumis. Ainsi, chaque promoteur reçoit une somme différente qui correspond à ses besoins d'investissement. En plus de cela un plan de décaissement est mis en œuvre afin de permettre au bénéficiaire de planifier l'investissement. L'équipe d'évaluation a eu de très bons retours sur ces pratiques qui clarifient les attentes des bénéficiaires.</p>	VSF	2024

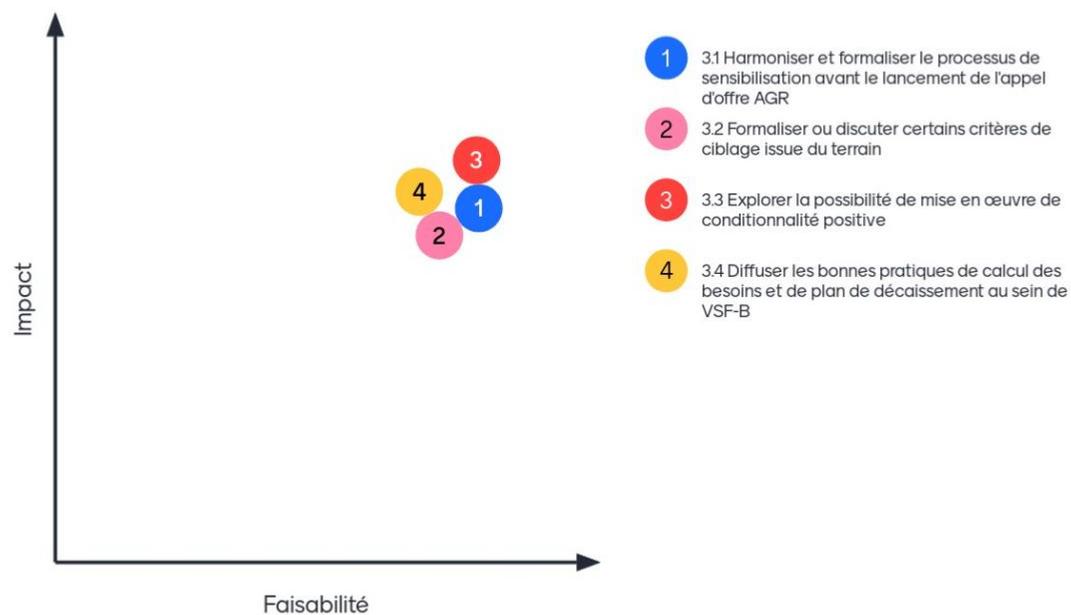
	<p>Sous-recommandation 3.5 : Mettre en place un système de liste d'attente priorisée et formaliser la procédure de remplacement dans les SOP cash.</p> <p>Plusieurs informateurs ont reporté que le fait de remplacer des bénéficiaires après la distribution pouvait allonger la durée de la distribution. Une solution serait de mieux formaliser l'utilisation des listes d'attente hiérarchisée qui permettrait de remplacer les personnes en cas de désistement.</p>	VSF	2024
4	<p>Recommandation 4 : Améliorer le système de suivi évaluation afin de disposer de données fiables nécessaires à la prise de décision</p>		
	<p>Sous-recommandation 4.1 : Systématiser la collecte de données PDM et accompagner l'amélioration des rapports d'analyse.</p> <p>Les PDM sont une source de données fiable et rapidement disponible. Afin d'affiner la compréhension des résultats intermédiaires, il serait intéressant d'ajouter un niveau d'analyse désagrégé par statut.</p>	HCR	2024
	<p>Sous-recommandation 4.2 : Faire un contrôle qualité des LEI bulletin afin de s'assurer de la fiabilité des résultats et de leur utilisation pour un exercice de redevabilité.</p> <p>Les analyses du LEI bulletins sont effectuées par un prestataire externe et le personnel du HCR a peu connaissance de ces résultats. Il paraît important pour le personnel du HCR dans le pays de mieux accompagner cet exercice afin d'améliorer la qualité de l'échantillonnage et de l'analyse pour avoir accès à des résultats plus robustes.</p>	HCR	2024
5	<p>Recommandation : Améliorer la prise en compte de la protection et des VBG dans la mise en œuvre des TM LEI</p>		

	<p>Sous-recommandation 5.1 : Améliorer le mécanisme de gestion des plaintes digitale et prévoir des mécanismes de référencement pour les cas de VBG</p> <p>Le mécanisme de gestion des plaintes semble actif uniquement au niveau de Dori et plus de coordination dans les autres bureaux et avec d'autres partenaires permettrait une meilleure connaissance des bénéficiaires sur la manière de faire remonter de l'information aux services du HCR.</p>	HCR/VSF	2024
	<p>Sous-recommandation 5.2 : Intégrer une annexe VBG au SOP</p>	HCR	2024

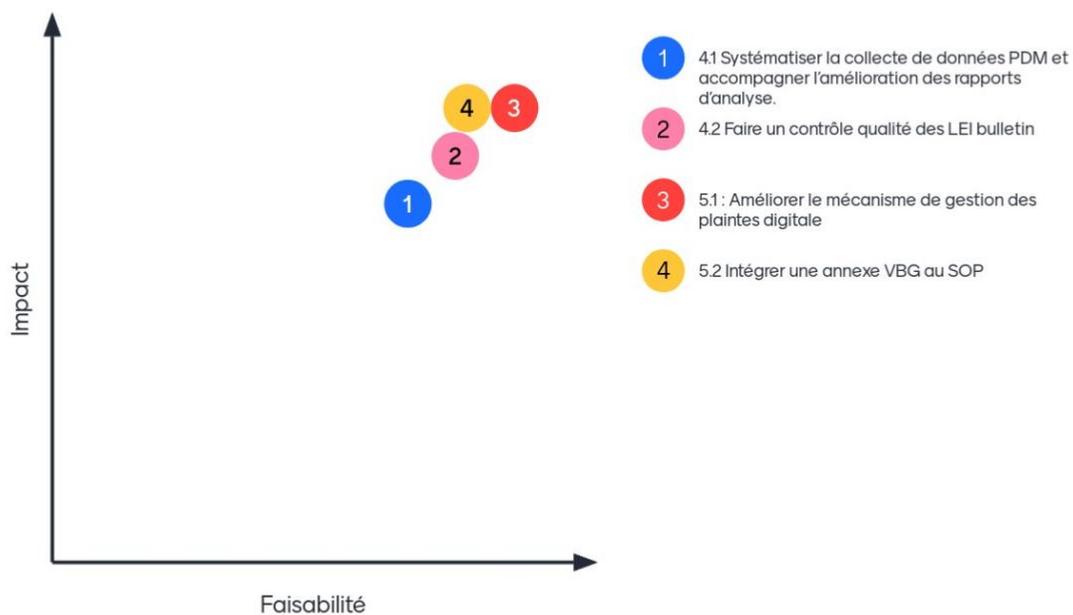
Recommendations



Recommandations



Recommandations



6 Bibliographie

- Abdullahi, Arays, Mohamed Ali, Elijah Kipchumba, and Munshi Sulaiman. 'Supporting Micro-Enterprise in Humanitarian Programming: Impact Evaluation of Business Grants versus Unconditional Cash Transfer'. *Journal of African Economies*, 3 June 2022, ejac012. <https://doi.org/10.1093/jae/ejac012>.
- ACF OCHA. 'Rapport Annuel de La Réponse Rapide Année 2022', n.d. https://reliefweb.int/report/burkina-faso/burkina-faso-gcorr-rapport-annuel-de-la-reponse-rapide-annee-2022?_gl=1*1q8reta*_ga*MjMxOTEyMTIzLjE2MjUwNDY1MTU.*_ga_E60ZNX2F68*MTY4NzUxNzY3MC41Ni4xLjE2ODc1MTc4NjkuMjEuMC4w.
- Akresh, Richard, Damien De Walque, and Harounan Kazianga. *Evidence from a Randomized Evaluation of the Household Welfare Impacts of Conditional and Unconditional Cash Transfers Given to Mothers or Fathers*. World Bank, Washington, DC, 2016. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-7730>.
- Anja Fischer. 'Anthropologic Report', June 2016.
- A VSF-B. 'Rapport Trimestriel de Suivi & Évaluation', 2021.
- BIT. 'Rapport de La Conférence : 19e Conférence Internationale Des Statisticien(Ne)s Du Travail', 2013.
- Cluster CCCM/GSAT. 'Burkina Faso : Aperçu de La Réponse Humanitaire - Février 2023', 2023. https://reliefweb.int/report/burkina-faso/burkina-faso-cluster-cccmgsat-aperçu-de-la-reponse-humanitaire-fevrier-2023?_gl=1*jg8gan*_ga*MjMxOTEyMTIzLjE2MjUwNDY1MTU.*_ga_E60ZNX2F68*MTY4NzUxMzY1MS41NS4xLjE2ODc1MTU2ODcuMi4wLjA.
- Concern/WHH. 'INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE', 2022. <https://www.globalhungerindex.org/pdf/fr/2022/synthese.pdf>.
- DADI. 'Rapport Post Distribution Monitoring', September 2022.
- FAO. 'L'état de La Sécurité Alimentaire et de La Nutrition Dans Le Monde.', 2021.
- Gouvernement du Burkina Faso, UNICEF. 'Rapport d'évaluation Des Besoins de Protection de l'enfant', 2021. <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/burkina-faso-rapport-d-valuation-des-besoins-de-protection-de-l-enfant-du-1er-au>.
- Ground Truth Solution. 'Renforcement de La Redevabilité Au Burkina Faso, Sahel, Phase 2', November 2021. https://static1.squarespace.com/static/62e895bdf6085938506cc492/t/63a419205b23880c8c3bf5f8/1671698723032/GTS_Burkina-Faso_Sahel_Bulletin_2021_FR-1.pdf.
- Groupe de Coordination Opérationnelle de la Réponse Rapide (G CORR). 'Bilan Régional Trimestriel Sahel (janvier - Septembre) 2022.', 2 November 2022. https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burkina-faso/document/burkina-faso-gcorr-bilan-r%C3%A9gional-sahel-janvier-septembre-2022?_gl=1*1hd59ik*_ga*MjMxOTEyMTIzLjE2MjUwNDY1MTU.*_ga_E60ZNX2F68*MTY4ODY3NjlyNy43Mi4xLjE2ODc1MTU2ODc1MTU2ODcuMi4wLjA.
- Handa, Sudhanshu, Silvio Daidone, Amber Peterman, Benjamin Davis, Audrey Pereira, and Tia Palermo. 'Myth-Busting? Confronting Six Common Perceptions about Unconditional Cash Transfers as a Poverty Reduction Strategy in Africa', n.d.
- Harvard Humanitarian Initiative and Brigham and Women's Physician Organization. 'UNHCR Sahel Evaluation Report Mali - BF - Niger', April 2022.
- HCR. 'Burkina Faso 2021 Annual CBI Report', April 2022.
- . 'Burkina Faso Brief on COVID-19', September 2022.
- . 'Moyens de Subsistance et Inclusion Économique (LEI) Fiche d'information Pays', August 2022.
- . 'Plan Stratégique CBI Operation Burkina Faso 2021-2022', 2021.
- . 'Strategic Guidelines for UNHCR's Engagement in Livelihood and Economic Inclusion in West and Central Africa 2021-2026', 2021.

- HCR / World Bank. 'Burkina Faso Country Profile -2022', July 2022.
- HCR Burkina Faso. 'Fiche d'information Pays : Personnes Avec Qui Le HCR Travaille', May 2023. <https://reporting.unhcr.org/burkina-faso-forcibly-displaced-and-stateless-personsupdatemay-2023>.
- . 'Rapport d'analyse Des Marchés', May 2021.
- Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD). '5ème Recensement Général de La Population et de l'Habitat', 2019. http://www.insd.bf/contenu/documents_rgph5/Rapport%20resultats%20definitifs%20RGPH%202019.pdf.
- . 'Enquête Harmonisée Sur Le Conditions de Vie Des Ménages, Burkina Faso 2018/19.', 2018. http://www.insd.bf/contenu/enquetes_recensements/EHCVM_2018/EHCVM_2018_Rapport%20general.pdf.
- Lindert, Kathy, Tina George Karippacheril, Inés Rodríguez Caillava et and Kenichi Nishikawa Chávez. 'Les Systèmes de Mise En Oeuvre de La Protection Sociale : Un Manuel de Référence', n.d.
- 'Livelihoods and Country Analysis Note', n.d.
- REACH /UNHCR. 'Evaluation Territoriale Barsalogo', January 2021. https://repository.impact-initiatives.org/document/reach/a63c398e/REACH_BFA_ABA_Rapport-final_Kongoussi_Janvier-2021.pdf.
- . 'Evaluation Territoriale, Ville de Kaya', November 2020. https://repository.impact-initiatives.org/document/reach/7296edf5/REACH_BFA_Rapport-final_ABA-Kaya_decembre-2020.pdf.
- REACH/UNHCR. 'Evaluation Territoriale Dori', December 2021. https://repository.impact-initiatives.org/document/reach/d207fe1e/REACH_BFA_ABA_Dori_Report_decembre-2021.pdf.
- Schuetzler, Kirsten, and Laura Caron. 'Jobs Interventions for Refugees and Internally Displaced Persons', n.d.
- UNHCR. 'BURKINA FASO Camp Profile Goudoubo', June 2021. <https://data.unhcr.org/fr/documents/details/87914>.
- . 'Factsheet - Burkina Faso January to December 2021', 2021.
- . 'Livelihoods - Country Analysis Note - IDP - Dori - 2022', 28 September 2021.
- . 'Livelihoods - Country Analysis Note - Refugees - 2020', 28 September 2021.
- . 'Livelihoods - Country Analysis Note - Refugees - Dori -2022', 2023.
- . 'Livelihoods - Country Analysis Note - Refugees - Ouagadougou- 2022', 28 September 2023.
- . 'Livelihoods and Economic Inclusion (LEI)- Country Factsheet', 2022.
- . 'Livelihoods Monitoring Data for Burkina Faso. Geneva: 2020', n.d. <https://lis.unhcr.org/country-profile/BFA>.
- . 'Multi-Sector Market Assessment: Companion Guide and Toolkit', 2017.
- UNHCR Burkina Faso. 'Checklist Pour La Mise En Oeuvre Directe Des Trasnferes d'espèce Immédiat Au Burkina Faso', June 2022.
- UNHCR/CONAREF. 'BURKINA FASO: Statistiques Des Personnes Concernées', 31 December 2022. <https://data.unhcr.org/en/documents/details/97987>.
- UNHCR/World Bank. 'COVID-19: Suivi Des Impacts Personnes Déplacées Internes - Bulletin No.3 —', 3 July 2022.
- VSF-B. 'Evaluation Des Moyens d'existence et Du Revenu Moyen Des Ménages', September 2021.
- . 'Rapport Sur La Performance de Projet', 2020.
- VSF-B-B. 'Suivi Des Performances Des Microentreprises Financées Dans Les Régions Du Centre, Du Sahel et Des Hauts Bassins de 2019 à 2021', November 2021.
- VSF-B-B/ HCR. 'Evaluation Des Moyens d'existence et Du Revenu Moyen Des Ménages', September 2021.
- VSF-B/HCR. 'Conditions d'Eligibility et Criteres de Selection Des Promoteurs PDI et Hotes de Dori Pour Le Financement de Leur Activités', June 2022.

World Bank. 'Promoting Productive Inclusion and Resilience Among the Poor Multi Country RCT of the Sahel Adaptive Social Protection Program Impact Evaluation Design and Pre Analysis Plan.', 2019.

<https://documents1.worldbank.org/curated/en/382131585896042269/pdf/Promoting-Productive-Inclusion-and-Resilience-Among-the-Poor-Multi-Country-RCT-of-the-Sahel-Adaptive-Social-Protection-Program-Impact-Evaluation-Design-and-Pre-Analysis-Plan.pdf>.

———. 'World Development Indicators Database.', March 2022.

<https://data.worldbank.org/country/burkina-faso?view=chart>.

World Bank - UNHCR Joint Data Center on Forced Displacement, and Thomas Ginn. 'JDC Quarterly Digest on Labor Market Access and Outcomes for Refugees'. 7th Issue. World Bank - UNHCR Joint Data Center on Forced Displacement, 30 January 2023.

<https://doi.org/10.47053/jdc.300123>.

7 Annexes

7.1 Annex 1: Matrice d'évaluation

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Hypothèses
Question 1 – Pertinence			
Dans quelle mesure le plan et la stratégie des moyens d'existence et d'inclusion économique (LEI) du HCR au Burkina Faso sont-ils alignés sur le contexte, les besoins, les orientations régionales et le travail d'autres acteurs humanitaires ?			
1.1 Dans quelle mesure les interventions du HCR prennent-elles en compte le contexte institutionnel et sécuritaire dans le choix des modalités d'intervention sur les programmes de moyens d'existences ?	<p>1.1.1 Le choix des modalités d'intervention est guidé par une étude de marché préalable qui intègre des éléments de protection, de fonctionnalité des marchés et d'accès au marché pour les Personnes servies par le HCR.</p> <p>1.1.2 L'acceptabilité politique de la modalité d'intervention au niveau régional est prise en compte.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Revue documentaire</i> ▪ <i>Entretiens informateurs</i> (Point focal LEI HCR, Assistants LEI HCR, M&E Officer HCR, CBI Officer et Assistant HCR, VSF-BB, BR HCR) ▪ <i>Revue documentaire</i> ▪ <i>Entretiens informateurs</i> (Point focal LEI HCR, Assistants LEI HCR, M&E Officer HCR, CBI Officer et Assistant HCR, CONASUR, VSF-BB) 	<i>Mise à disposition des études de marché pour toutes les années</i>

	<p>1.1.3 Les modalités d'intervention choisies sont alignées avec les capacités opérationnelles du HCR, des partenaires et des prestataires de services financiers dans les différentes régions.</p> <p>1.1.4 Le suivi de la situation sécuritaire a amené des changements dans les modalités de mise en œuvre.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Entretiens informateurs</i> (, BR HCR, Point focal LEI HCR, Assistants LEI HCR, M&E Officer HCR, CBI Officer et Assistant HCR, VSF-BB) ▪ <i>Revue documentaire</i> ▪ <i>Entretiens informateurs</i> (Point focal LEI HCR, Assistants LEI HCR, M&E Officer HCR, CBI Officer et Assistant HCR, VSF-BB) 	
<p>1.2 Dans quelle mesure les interventions du HCR prennent-elles en compte le contexte ainsi que les besoins, les vulnérabilités des Personnes servies par le HCR en termes de moyens de</p>	<p>1.2.1 Les interventions de transferts monétaires LEI du HCR sont pertinentes par rapport aux besoins et capacités des personnes ciblées (PDI, Hôte, réfugiés).</p> <p>1.2.2 Les interventions de transferts monétaires LEI du HCR correspondent aux</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Revue documentaire</i> ▪ <i>Groupes de discussion Personnes servies par le HCR</i> (Point focal LEI HCR, Assistants LEI HCR, M&E Officer HCR, CBI Officer et Assistant HCR, VSF-BB) ▪ ▪ <i>Base de données secondaire</i> 	

<p>subsistance et d'inclusion socio-économique ?</p>	<p>préférences en termes de modalité et de fréquence des transferts.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Groupes de discussion Personnes servies par le HCR</i> (Point focal LEI HCR, Assistants LEI HCR, M&E Officer HCR, CBI Officer et Assistant HCR, VSF-BB) 	
<p>1.3 Dans quelle mesure la sélection des bénéficiaires s'est-elle appuyée sur des critères clairs, transparents pour atteindre les Personnes servies par le HCR tout en faisant preuve d'adaptation ?</p>	<p>1.3.1 Les critères de ciblage sont clairs et alignés avec les pratiques des autres partenaires et compris par le personnel en charge de la mise en œuvre des projets.</p> <p>1.3.2 Le mécanisme de sélection est compris par les Personnes servies par le HCR et ne crée pas de tension au sein des communautés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Revue documentaire</i> ▪ <i>Entretiens informateurs</i> (Point focal LEI HCR, Assistants LEI HCR, M&E Officer HCR, CBI Officer et Assistant HCR, CONASUR, VSF-BB) ▪ <i>Groupes de discussion Personnes servies par le HCR (Réfugiés, PDI, communauté hôte)</i> ▪ <i>Revue documentaire</i> 	

	<p>1.3.3 Les critères de ciblage sont ajustés en fonction de l'évolution des besoins, de la situation sécuritaire et des leçons apprises dans la mise en œuvre du programme.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Groupes de discussion Personnes servies par le HCR (Réfugiés, PDI, communauté hôte)</i> ▪ <i>Revue documentaire</i> ▪ <i>Entretiens informateurs (Point focal LEI HCR, Assistants LEI HCR, M&E Officer HCR, CBI Officer et Assistant HCR, CONASUR, VSF-BB)</i> 	
<p>1.4 Dans quelle mesure le HCR a-t-il travaillé en complémentarité avec d'autres initiatives se déroulant dans la région, y compris des interventions plus larges en matière de sécurité alimentaire et de développement ainsi que des interventions basées sur les transferts monétaires ?</p>	<p>1.4.1 Les activités LEI travaillent en complémentarité avec des structures locales du développement économique et les services sociaux.</p> <p>1.4.2 Le processus de distribution du transfert monétaire et le montant des paiements sont-ils alignés avec la pratique d'autres acteurs des zones d'interventions.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Revue documentaire</i> ▪ <i>Entretiens informateurs (Point focal LEI HCR, Assistants LEI HCR, M&E Officer HCR, CBI Officer et Assistant HCR, VSF-BB, Caisse Baitoul Maal)</i> ▪ <i>Revue documentaire</i> 	

		<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Entretiens informateurs</i> (Point focal LEI HCR, Assistants LEI HCR, M&E Officer HCR, CBI Officer et Assistant HCR, VSF-BB, Caisse Baitoul Maal) 	
Question 2 – Efficacité : Quels résultats/changements clés ont-ils émergé des interventions basées sur les transferts monétaires dans le domaine des moyens de subsistance et d’inclusion économique financés par le HCR dans les zones ciblées au Burkina Faso ?			
2.1 Dans quelle mesure les interventions du HCR en matière de transferts monétaires pour les populations réfugiées atteignent-elles les objectifs prévus et existent-il des modalités alternatives ?	<p>2.1.1 Les activités LEI du HCR en termes de transferts monétaires ont atteint leurs objectifs en termes de nombre de personnes touchées.</p> <p>2.1.2 Les activités LEI de transferts monétaires du HCR participent à l'amélioration de l'accès à l'auto-emploi agricole et non agricole (augmentation du temps passé dans l'activité).</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Revue documentaire</i> (<i>Key indicator reports, PPA</i>) ▪ <i>Entretiens informateurs</i> (Point focal LEI HCR, Assistants LEI HCR, M&E Officer HCR, CBI Officer et Assistant HCR, VSF-BB, Caisse Baitoul Maal) ▪ <i>Revue documentaire</i> ▪ <i>Entretiens informateurs</i> (Point focal LEI HCR, Assistants LEI HCR, M&E Officer HCR, CBI Officer et Assistant HCR, VSF-BB, Caisse Baitoul Maal) ▪ <i>Groupes de discussion Personnes servies par le HCR (PDI, Réfugiés, communautés hôtes)</i> 	

	<p>2.1.3 Aucune modalité alternative (autre que cash) aurait permis d'atteindre les mêmes ou plus de résultats suivant les personnes réfugiées interrogées.</p> <p>2.1.4 Identification des facteurs externes qui empêchent ou favorisent l'atteinte des résultats escomptés par le HCR</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Groupes de discussion Personnes servies par le HCR (PDI, Réfugiés, communautés hôtes)</i> ▪ <i>Revue documentaire</i> ▪ <i>Entretiens informateurs (Point focal LEI HCR, Assistants LEI HCR, M&E Officer HCR, CBI Officer et Assistant HCR, VSF-BB, Caisse Baitoul Maal)</i> 	
<p>2.2 Dans quelle mesure les interventions du HCR en matière de CBI pour les populations de déplacés internes et communautés hôtes atteignent-</p>	<p>2.2.1 Les activités LEI du HCR en termes de transferts monétaires ont atteint leurs objectifs en termes de nombre de personnes touchées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Revue documentaire</i> ▪ <i>Entretiens informateurs (Point focal LEI HCR, Assistants LEI HCR, M&E Officer HCR, CBI Officer et Assistant HCR, VSF-BB)</i> 	

<p>elles les objectifs prévus et existe-t-il des modalités alternatives ?</p>	<p>2.2.2 Les activités LEI de transferts monétaires du HCR participent à l'amélioration de l'accès à l'auto-emploi agricole et non agricole (augmentation du temps passé dans l'activité).</p> <p>2.2.3 Aucune modalité alternative (autre que cash) aurait permis d'atteindre les mêmes ou plus de résultats suivant les personnes réfugiées interrogées.</p> <p>2.2.4 Identification des facteurs externes qui empêchent ou favorisent l'atteinte des résultats escomptés par le HCR</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Groupes de discussion Personnes servies par le HCR (PDI, Réfugiés, communautés hôtes)</i> 	
<p>Question 3 - Contribution à l'Impact et durabilité</p> <p>Dans quelle mesure les interventions basées sur le transfert d'argent dans le domaine des moyens d'existence et inclusion économique ont-elles contribué à la résilience et à l'autonomie des populations affectées ?</p>			
<p>3.1 Quels sont les chemins de l'impact des interventions basées sur le transfert monétaire et quel est leurs durabilités ?</p>	<p>3.1.1 Identification des principaux chemins de l'impact des projets sur la résilience et l'autonomie des populations réfugiées (capacité économique à répondre</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Revue documentaire</i> ▪ <i>Entretiens informateurs (Point focal LEI HCR, Assistants LEI HCR, M&E Officer HCR, CBI Officer et Assistant HCR, VSF-BB)</i> 	<p>Accès au budget désagrégé</p>

	<p>aux besoins essentiels, capacité d'épargne, recours à l'endettement) ?</p> <p>3.1.2 Les activités LEI de transferts monétaires du HCR améliorent les performances des microentreprises (Revenu moyen annuel, investissement temps et argent, emploi créés) ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Groupes de discussion Personnes servies par le HCR (PDI, réfugié, communautés hôtes)</i> 	
<p>3.2 Quelle est la durabilité de l'impact des interventions et existe-t-il une stratégie de sortie pour progressivement renforcer l'autonomie des bénéficiaires dans le temps ?</p>	<p>3.2.1 Les impacts décrits par les personnes servies par le HCR sont durables et peuvent s'inscrire dans le temps ?</p> <p>3.2.2 Le HCR a mis en œuvre une stratégie de sortie des activités livelihood pour progressivement soutenir les populations à renforcer leurs autonomies.</p>		
<p>Question 4 - Efficience :</p> <p>4. En prenant en compte toutes les ressources nécessaires pour la mise en œuvre, quel est le rapport qualité-prix de l'intervention ?</p>			
<p>4.1 Dans quelle mesure les interventions ont-elles été mises en</p>	<p>4.1.1 Les bénéficiaires des transferts monétaires jugent-ils avoir reçu les transferts à temps, en totalité sans risque de protection.</p>	<p><i>Groupes de discussion Personnes servies par le HCR (PDI, Réfugiés, communautés hôtes)</i></p>	

<p>œuvre dans les délais prévus et est-ce que les ressources ont-elles été utilisées de manière optimale ?</p>	<p>4.1.2 La rapidité de la mise en œuvre des activités CBI est alignée avec les guidelines du SOP au niveau de la préparation des allocations et virements de fonds</p> <p>4.1.3 Rapport de coût de l'intervention par bénéficiaire suivant les modalités d'intervention</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Revue documentaire</i> 	
<p>4.2 Comment le HCR utilise-t-il ses résultats de suivi et d'évaluation pour contrôler la qualité et prendre des décisions ?</p>	<p>4.2.1 Les données de suivi servent à prendre des décisions programmatiques et stratégiques ?</p> <p>4.2.2 Perception par les staffs HCR de la simplicité d'utilisation du système de suivi, évaluation et fiabilité des données reçues.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Revue documentaire</i> ▪ <i>Entretiens informateurs (Point focal LEI HCR, Assistants LEI HCR, M&E Officer HCR, CBI Officer et Assistant HCR, VSF-BB)</i> ▪ <i>Entretiens informateurs (Point focal LEI HCR, Assistants LEI HCR, M&E Officer HCR, CBI Officer et Assistant HCR, VSF-BB)</i> 	

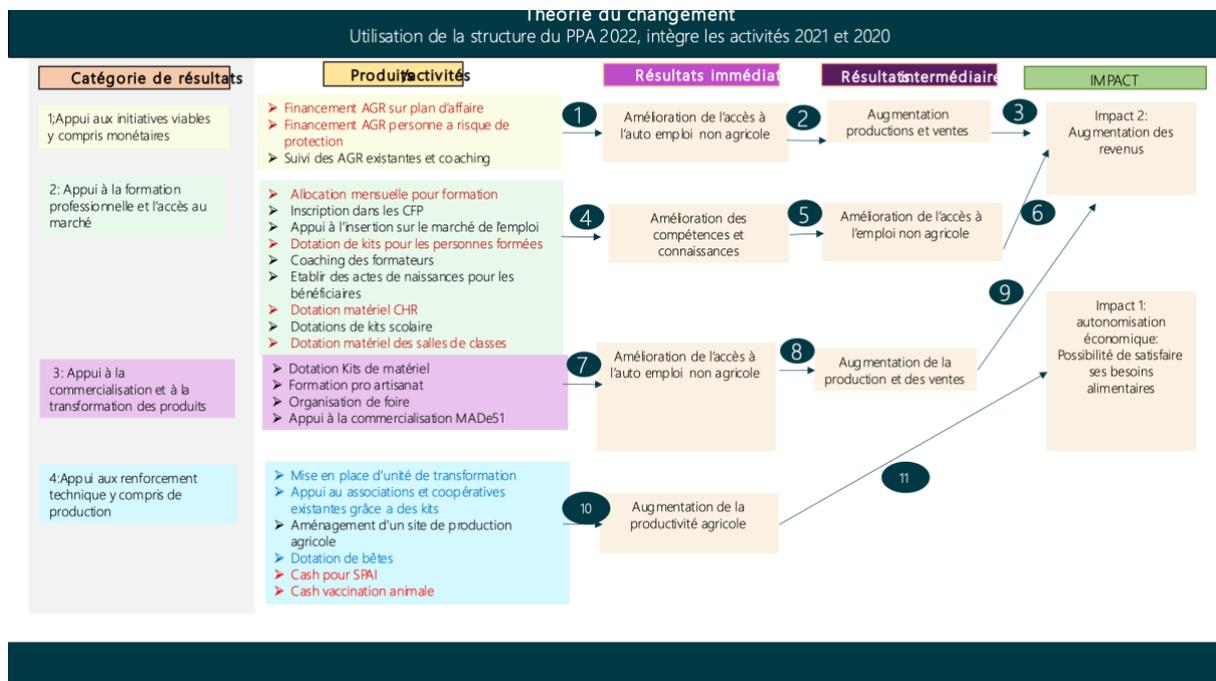
Question 5 – Transversale :

5. Dans quelle mesure les interventions du HCR prennent-elles en compte les mesures de mitigations des risques de VBG en matière de cash

<p>5. Le processus du transfert monétaire s'appuie sur une Matrice de Gestion des Risques de VBG</p>	<p>5.1.1 Le processus de distribution du transfert monétaire s'appuie sur une Matrice de Gestion des Risques de VBG et inclut la protection.</p> <p>5.1.2 Le mécanisme de gestion des plaintes intègre la gestion du risque VBG</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Revue documentaire</i> ▪ <i>Entretiens informateurs</i> (Point focal LEI HCR, Assistants LEI HCR, M&E Officer HCR, CBI Officer et Assistant HCR, VSF-BB) ▪ <i>Groupes de discussion Personnes servies par le HCR (PDI, réfugié, communautés hôtes)</i> 	
---	---	---	--

7.2 Annex 2: Theorie du changement

Figure 13: Theory of change developed by the evaluation team



7.3 Annex 3: Points sur la validité interne des LEI bulletin

Pour le bulletin baseline endline de l'année 2020

- Selon la seconde ligne du document « Malian and other refugees in Burkina Faso », la note concerne uniquement les réfugiées tandis que dans l'échantillon on trouve 16 pour cent de communauté hôte et 2 pour cent de IDP
- La taille de l'échantillon entre la baseline (386) et endline (238) est significativement différente augmentant les risques de biais de sélection
- Les différences dans les différents tableaux sont calculées de manière absolue sans utilisation de test statistique. Ainsi il n'est pas possible de savoir si ces différences sont statistiquement significatives. Ce type de calcul est d'autant plus nécessaire sur les variables qui possèdent une forte variance comme la production agricole. Par exemple pour la production agricole de Millet qui intègre que 30 personnes il est très incertain qu'une variation de 17 kg sur la production agricole entre la baseline et la endline soit statistiquement significative.
- Le terme Impact dans la dernière colonne des tableaux prête à confusion et laisse à penser qu'il existe un lien de causalité entre l'accès aux programmes du HCR et les changements
- Aucune limite de l'analyse n'est discutée dans la note. Ces limites intègrent la représentativité des résultats, les périodes de collecte de données entre baseline endline
- Faire le calcul de la moyenne de la production totale de toutes les spéculations n'a que très peu de sens conceptuellement
- La stratification géographique entre la baseline et la endline est différente. Pour la baseline on trouve des bénéficiaires à Ougadougou et Djibo et pas pour la endline

Pour les données 2022 téléchargées sur le site pour les PDI

- On 26 personnes pour la baseline et 6 personnes pour la endline
- Dans la base de données des réfugiées on trouve aussi des PDO
- 40 observations sont vides

LegalStatus	Baseline	Endline	Total
Asylum Seeker	0	2	2
Host Community	0	16	16
IDP	3	56	59
Refugee	23	164	187
Total	26	238	264

- Dans la base de données des réfugiées on trouve aussi des PDO
- 40 observations sont vides

7.4 Annex 4: Note méthodologique sur les données secondaires utilisés

L'équipe d'évaluation a utilisé les données quantitatives suivantes pour refaire une partie des calculs d'indicateurs

Données nationales :

- MSNA de REACH 2022 : [lien](#)
- 2022 Area based Assessment (Nord region) : [lien](#)
- 2022 Area based Assessment (Centre Nord region) : [lien](#)
- MSNA de REACH 2021 : [lien](#)
- Burkina Faso- Livelihoods Needs Assessment in Oudalan, Komondjari and Koudougou: [lien](#)
- High Frequency Phone Survey on Internally Displaced Persons (IDP) 2021 [lien](#)
- Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD). 'Enquête Harmonisée Sur Le Conditions de Vie Des Ménages, Burkina Faso 2018/19.', [lien](#)

Données HCR

- Données LEI 2020 [lien](#)
- Données LEI 2022 [lien](#)

Note sur la mesure de l'emploi :

Il est important de noter que la mesure de l'auto-emploi utilisée par le HCR dans son questionnaire LEI¹³⁵ n'est pas alignée avec la dernière Classification internationale de la situation dans l'emploi (CITI-18) du Bureau International du Travail (BIT)¹³⁶ et ainsi pas comparable avec les données nationales du 5 Recensement Générale de la Population et de L'Habitat (RGPH) ni même avec les Enquête téléphonique à haute fréquence sur les personnes déplacées à l'intérieur du pays au Burkina Faso, 2021¹³⁷.

¹³⁵ Questionnaire LEI disponible [ici](#). La question sur l'emploi est la suivante : Êtes-vous actuellement salarié ou indépendant dans un emploi vert.

¹³⁶ BIT. 'Rapport de La Conférence : 19e Conférence Internationale Des Statisticien(Ne)s Du Travail', 2013.

¹³⁷ Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD). Burkina Faso - High Frequency Phone Survey on Internally Displaced Persons (HFPS-IDP) 2021.

7.5 Annex 5 : Détail de la méthodologie de collecte de données

1. Échantillonnage géographique

Pendant la mission sur le terrain, Key Aid Consulting a visité les localités suivantes : Dori, Kaya, Bobo Dioulasso, Ouahigouya et Ouagadougou. L'équipe d'évaluation couvrira donc 5 des 7 zones du projet, ce qui correspond à 93 pour cent du total des personnes ayant reçu des transferts monétaires pour la période 2021 et 2022 comme présenté dans la figure 14.

Figure 14 : Localités visitées lors de l'enquête

Bureaux	Total PoC 2021 2022	% du tot	Visite terrain	Qui
Dori	1171	46%	Oui	2 Enquêteurs
Fada	85	3%	Non	
Kaya	647	25%	Oui	Adama
Bobo Dioulasso	155	6%	Oui	Adama
Ouahouguiya	337	13%	Oui	2 Enquêteurs
Ouagadougou	60	2%	Oui	Adama, Loïc
Djibo	83	3%	Non	
Total	2538			

Les régions de Djibo et Fada ont été écartées pour plusieurs raisons.

- La situation sécuritaire au niveau de Djibo est très tendue et l'accès à la ville n'est pas garanti.
- Le nombre de jours alloués à la collecte de données ne permet pas de couvrir tous les territoires de manière efficace. L'équipe d'évaluation préfère ainsi allouer un minimum de trois jours par site afin de pouvoir effectuer une collecte de données complète.
- Le nombre de bénéficiaires dans les sites de Djibo et Fada est très faible
- Il existe d'autres villes comparables avec des niveaux de sécurité similaires notamment à Dori et Ouahouguiya

La répartition du nombre d'enquêtes est décrite dans le tableau 15 Au total, l'équipe d'évaluation va effectuer 22 discussions de groupes et 28 entretiens avec des informateurs clés. Dans chaque localité les entretiens avec les informateurs clés incluront les autorités

locales, les membres de l'équipe VSF-B ainsi que les membres du bureau du HCR au niveau de la représentation locale.

Figure 15 : Nombre de Groupes de discussion et d'entretiens avec Informateurs clés

Bureaux	KII	FGD
Dori	4 (4 H + 0 F)	6 (4 FGD H, 2 FGD F)
Kaya	4 (4 H + 0 F)	4 (1FGD H, 2 FGD F, 1FGD jeunes mixte)
Bobo Dioulasso	4 (3 H + 1 F)	4 (1 FGD mixte, 1 FGD H, 2 FGD F)
Ouahigouya	4 (4 H + 0 F)	6 (1 FGD H, 5 FGD F)
Ouagadougou	12 (11 H + 1 F)	2 (1 FGD H, 1 FGD F)
Total	28 (26 H + 2 F)	22 (7 FGD H, 7 FGD F, 1 FGD jeunes mixte, 1 FGD Mixte)

2. Entretiens avec des informateurs clés

La sélection des informateurs clés s'est faite de manière raisonnée, en ciblant les parties prenantes les mieux placées pour répondre aux questions de l'évaluation. Le nombre et la diversité des positions des personnes interrogées *vis-à-vis* du projet (internes et externes à l'organisation, avec une influence variable sur les interventions) permettront à l'évaluation d'atteindre la saturation des données.

Les consultants ont utilisé la répartition suivante pour les 28 entretiens menés dans le cadre de cette revue :

- Personnel du HCR : 10 entretiens
- Personnel de VSF-B : 10 entretiens
- Autorités locales : 8 entretiens

3. Groupes de discussion

Les groupes de discussion ont ciblés les PoC des interventions du HCR (c.-à-d. réfugiés/demandeurs d'asile, PDI, rapatrié, et membre de la communauté d'accueil) en matière de moyens de subsistance ayant reçu des transferts monétaires. Les bénéficiaires seront séparés par sexe et par type de PoC

Les groupes de discussion incluent de 3 à 8 participants. L'équipe d'évaluation n'a pas interrogé de personnes en situation de handicap puisqu'il n'y en avait pas dans la liste des bénéficiaires du projet. Les bénéficiaires ont été sélectionnés avec l'aide des leaders communautaires et des partenaires du HCR de manière raisonnée.

Selon les directives de l'ALNAP, la saturation de l'information est atteinte lorsque 2 à 3 FDG sont organisés pour chaque catégorie de bénéficiaires.

Bureaux	FGD	Réfugiés	PDI	Hôtes
Dori	6	3 (16 hommes, 7 femmes))	2 (15 femmes)	1 (8 femmes)
Kaya	4		2 (7 femmes, 5 hommes)	2 (4 femmes, 6 hommes)
Bobo Dioulasso	4	3 (8 femmes, 12 hommes))		1 (2 femmes, 1 homme)
Ouahougouya	6	3 (6 femmes, 4 hommes)	3 (65 femmes)	
Ouagadougou	2	2 (6 femmes, 5 hommes)		
Total	22	11 (27 femmes, 37 hommes)	7 (87 femmes, 5 hommes)	4 (14 femmes, 7 hommes)

Stratégie d'analyse des données :

Pour répondre aux questions d'évaluation et à leurs sous-questions, l'équipe d'évaluation a suivi une approche analytique itérative, permettant la révision et l'ajustement des outils de collecte de données tout au long de la phase de collecte de données. L'analyse a été réalisée à l'aide d'une matrice de codage, qui suit un processus d'analyse rigoureux et logique, comme décrit ci-dessous :

1. Un **guide de codage** est élaboré qui indique chaque question d'évaluation, sous-question, indicateur et code.

Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources
Question 2 - Quelle(s) est/sont la/les modalité(s) la/les plus réalisable(s) pour répondre aux besoins en matière d'abris et de lotissements dans l'Extrême-Nord du Cameroun ?		
2.1 Quels sont les besoins des populations affectées ?	<p>2.1.1 L'argent liquide est déjà utilisé ou non par les populations cibles (hommes et/ou femmes) dans les contextes urbain, semi-urbain et ruraux pour couvrir leur besoin de base, y compris en matière d'abris et articles non alimentaires</p> <p>2.1.2 Les besoins des populations cibles sont couverts ou non par les marchés dans les contextes urbain, semi-urbain et ruraux</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Examen des données secondaires : évaluation des besoins, étude de marchés, étude sur la protection ▪ KII avec le personnel du HCR dans le pays, le personnel des ONG, les autorités nationales, membres du cluster ▪ Groupes de discussions (FGD) avec les bénéficiaires du HCR. ▪ Observations directs des marchés

2. La **feuille de codage distincte** comprend des colonnes de désagrégation pertinentes. L'équipe d'évaluation code les transcriptions des KII et FGD directement après chaque entretien, de sorte que les autres membres de l'équipe puissent se référer rapidement à la matrice de codage et identifier les tendances à approfondir ou les lacunes d'information pendant la phase de collecte des données.

Transcript name	Stakeholder group	Category	Code	Question	Data
20220628_KIL_IOM_Shelter Officer	UN Agency	Operational conditions	6.1.2	Copie du guide	Données pertinentes copiées directement de la transcription de l'entretien
20220630_KIL_NRC_Cash Working Group	CWG	Market functionality & Access	4.1.1	Copie du guide	Données pertinentes copiées directement de la transcription de l'entretien
20220630_FGD_Maroua_Females	FGD	Community acceptance	1.1.1	Copie du guide	Données pertinentes copiées directement de la transcription de l'entretien

De même, pour l'étude documentaire, les informations pertinentes des documents sont codées dans la feuille de codage en fonction de la matrice de codage.

Document	Location	Category	Data
Feasibility Study Report-Cameroon_FINAL_September_Aftab	Cameroon	Operational conditions	The CVA environment in Cameroon is generally favourable as many humanitarian agencies including the UN are already pursuing this approach. There is active CWG at National (Yaounde) and Regional (Bertoua) level led/co led by WFP/Plan International and Plan International/UNHCR respectively. CWG meet every month to discuss the technical issues and to harmonize good practices.
Feasibility Study Report-Cameroon_FINAL_September_Aftab	Cameroon	Existing CVA	WFP is the largest single agency following CVA approach (but at present in the north and south west region, Cash assistance is facing some challenge due to insecurity) followed by UNHCR.
Feasibility Study Report-Cameroon_FINAL_September_Aftab	Cameroon	Delivery Mechanisms	The CWG was advised to harmonize a common financial service provider with the options from Campost, Expression Union, MTN money, Orange money and Eco Bank with a harmonised cost applicable to all peer agencies. Interactions with key stakeholders indicate a strong appetite for CVA intervention as a modality to achieve protection, education, livelihood, food security and other sectoral outcomes.

7.6 Annex 6 : Glossaire

*Ces définitions proviennent du glossaire du Calp

***Argent contre travail ou cash for work:** Transferts monétaires versés à condition d'entreprendre des activités préalablement définies. Ces activités sont généralement rémunérées selon le temps travaillé (par ex. nombre de jours, taux journalier), mais peuvent également être quantifiées selon les résultats (par ex. nombre d'articles fabriqués, mètres cubes creusés)

***Assistance en nature:** Aide humanitaire fournie sous la forme de biens ou aliments physiques. L'aide en nature est restrictive par défaut puisque les bénéficiaires ne peuvent pas choisir ce qui leur est donné.

Autonomisation: Capacité d'un ménage à répondre à ses besoins de base par sa force de travail

***Besoins de base:** Le concept de besoins de base fait référence à l'ensemble des biens, outils, services et ressources nécessaires aux ménages, sur une base régulière ou saisonnière, pour assurer leur survie de long terme et les standards minimum de vie, sans avoir recours à des stratégies d'adaptation négatives ni compromettre leur santé, dignité ou tout autre type de capital. L'aide permettant de couvrir les besoins de base peut être assurée à travers une variété de modalités, dont les espèces, coupons, nature ou services.

***Conditionnalité:** La conditionnalité se réfère aux activités ou obligations pré-requises pour que les bénéficiaires ciblés par un programme puissent bénéficier de l'aide. Les conditions peuvent en théorie être utilisées pour tous types de transferts (espèces, coupons, nature, services), en fonction des objectifs et de la conception du programme. Les pré-requis peuvent être imposés pour chaque tranche du transfert. La conditionnalité est différente de la restriction (qui s'applique à la façon dont l'aide reçue est utilisée) et aux critères de ciblage appliqués pour définir qui, dans un groupe, sera couvert par le programme. Le type de conditions peut inclure la scolarisation, construire un abri, participer au dépistage de la malnutrition, à une formation... Les interventions de type « travail contre actif/formation/travail » sont toutes des formes de transferts conditionnels.

***Modalité:** Se réfère à la forme d'assistance (espèces, coupons, nature, provision de services, combinaison de plusieurs). Cela peut inclure à la fois une aide directe au niveau des ménages et une assistance fournie au niveau plus large de la communauté (services de santé, infrastructure d'assainissement...).

***Prestataire de services financiers :** Entité de prestation de services financiers, éventuellement de services de transferts électroniques. Selon le contexte, les prestataires de services financiers peuvent être des entreprises émettrices de coupons électroniques, des établissements financiers (des banques et des institutions de microfinance, par exemple) ou des opérateurs de réseau mobile. Les prestataires de services financiers incluent de nombreuses entités (telles que les fonds d'investissement, les compagnies d'assurance, les cabinets comptables) outre celles qui offrent des transferts monétaires ou coupons

humanitaires. C'est pourquoi, dans le cadre de transferts monétaires, on considère que les prestataires de services financiers sont ceux qui fournissent les services de transferts

Promoteurs : Personne ayant reçu un financement AGR dans le cadre des activités du HCR

Transfert monétaire : Ensemble des programmes d'assistance qui prévoient la distribution directe aux bénéficiaires d'un instrument de paiement (argent en espèces ou coupons) sans remboursement. Dans le contexte humanitaire, les bénéficiaires peuvent être des particuliers, des ménages ou des communautés, et non un gouvernement ou d'autres acteurs étatiques. Cela exclut les transferts de fonds d'individu à individu et la microfinance (bien que les institutions de microfinance et de transferts de fonds puissent être utilisées pour les versements).

Transfert monétaire à usages multiples : Transfert monétaire, régulier ou ponctuel, qui correspond au montant d'argent dont un ménage a besoin pour subvenir en tout ou partie à un ensemble de besoins de base et/ou de rétablissement. Le terme se réfère aux transferts monétaires conçus spécifiquement pour couvrir des besoins multiples, avec une valeur de transfert définie en cohérence. Les TMUM sont généralement indexés sur l'analyse des déficits basée sur le MEB ou autre méthode de calcul des besoins de base. Tous les TMUM sont, par définition, des transferts monétaires non restrictifs puisqu'ils doivent être dépensés selon les choix des bénéficiaires

Relais communautaire : Personne en charge de faire la médiation entre VSF-B et es communautés locales surtout dans le milieu rural difficilement accessible

Termes de référence

Evaluation des Interventions monétaires pour les moyens de subsistance et l'inclusion économique au Burkina Faso

Aperçu de l'évaluation : informations clés	
Titre de l'évaluation :	Interventions monétaires pour les moyens de subsistance et l'inclusion économique au Burkina Faso
Période couverte par l'évaluation :	Juin 2020 – Décembre 2021
Type d'évaluation :	Décentralisée
Evaluation commanditée par :	Bureau Régional WCA et le Bureau de Burkina Faso
Contact des responsables de l'évaluation :	Barthelemy Banvana, CBI Officer, banvana@unhcr.org et Ignace Mbom, M&E Officer, mbom@unhcr.org
Date de démarrage :	Août 2022

Contexte opérationnel

Depuis 2019, le Burkina Faso fait face à une spirale de violence et une recrudescence des attaques par les groupes armés. Cette détérioration de la situation sécuritaire sur fonds de crises diverses (sanitaire, foncière, environnementale, de sécurité alimentaire, de pauvreté, cohésion sociale, etc.) a poussé plus de 1,8 million de personnes¹³⁸ hors de leur foyer en quête de sécurité. Les déplacements se font de plus en plus vers les centres urbains, exerçant une pression démographique sur les ressources parfois limitées et risquant ainsi d'exacerber les tensions intercommunautaires. Compte tenu de la situation particulièrement volatile, certaines populations risquent aussi bien de se retrouver dans les zones inaccessibles. Ces zones pourront évoluer en fonction de la situation. Malgré ces défis, le Gouvernement continue à accueillir plus de 34,000 réfugiés, à majorité maliens.

En réponse à de telles urgences, les interventions intégrant des transferts monétaires se sont développées et sont devenues une approche privilégiée pour aider les personnes vulnérables affectées à travers la communauté internationale. En juillet 2019, le HCR au Burkina Faso a commencé à mettre en œuvre des transferts monétaires multisectorielles. Depuis lors, le HCR poursuit et intensifie ses efforts pour fournir aux personnes déplacées et aux réfugiés la protection et une assistance vitale, à travers la fourniture des moyens de subsistance par le biais de transferts d'argent en espèces qui s'appuient sur les marchés et les services locaux afin de répondre aux besoins des personnes touchées par la crise.

Le HCR Burkina Faso utilise les transferts monétaires dans les secteurs suivants :

- Assistance en espèces pour la construction des abris semi-durables ;
- Assistance en espèces à usages multiples pour les besoins essentiels ;
- Assistance en espèces pour les moyens d'existence ;
- Assistance en espèces pour les kits d'hygiène ;
- Assistance en espèces pour l'énergie (achat et recharges des bouteilles de Gaz) ;

¹³⁸ Données du CONASUR en mars 2022

- Assistance en espèces pour l'éducation

Objectif de l'évaluation et son contexte opérationnel

L'évaluation va donc mesurer la pertinence des CBIs en tant que modalité, leur efficacité et leur efficience ainsi que leur durabilité dans la contribution aux objectifs de protection et de solutions par le biais de programmes de subsistance et d'inclusion socio-économique au Burkina Faso.

L'évaluation doit se dérouler entre août 2022 et décembre 2022 (les pluies commenceront vers juillet/août) et sera mise en œuvre par une équipe de consultants indépendants recrutée en externe et directement gérée par un responsable de l'évaluation (M&E Officer) au bureau du HCR au Burkina Faso avec l'appui du CBI Officer et le chargé d'évaluation du Bureau régional du HCR (Sénégal). La phase de démarrage devrait durer environ un mois (voir chronogramme dessous), au cours de laquelle la méthodologie et les questions clés de l'évaluation seront affinées et finalisées. Les dates et le calendrier précis de la mission sur le terrain seront convenus au cours de la phase de cadrage.

Politiques/stratégies de programme connexes

Zones de moyens d'existence

Traditionnellement, l'économie du Burkina Faso était basée sur l'agriculture et l'élevage, notamment le coton et la filière bétail-viande. À partir de 2009, l'économie du pays est devenue dépendante de l'or et autres alliages d'or non monétaires, qui représentait plus de 60% des exportations. Malgré cette fulgurance de l'or et produits dérivés, l'agriculture, l'élevage et l'artisanat restent respectivement les trois premiers secteurs pourvoyeurs d'emplois au Burkina Faso. Dans ces secteurs, le marché du travail est largement informel et la main-d'œuvre reste largement non qualifiée. Cependant, le pays dispose d'atouts importants, notamment la jeunesse de sa population, la disponibilité de terres arables, de zones de pâtures et autres facteurs favorisant le développement d'activités agro-pastorales et artisanales qui sont celles les plus pratiquées par les populations. Il faut néanmoins relever qu'avec la dégradation de la situation sécuritaire, les populations ont des accès très limités à leurs moyens d'existence, ce qui les rend davantage vulnérables.

Selon une étude réalisée par l'USAID en 2010 sur les zones et profils de moyens d'existence au Burkina Faso, le pays est divisé en 09 zones d'activités :

Zone 1 : Sud tubercules et céréales. Il s'agit d'une zone en situation de sécurité alimentaire tributaire de l'agriculture pluviale et de l'élevage. On y cultive les tubercules, en particulier l'igname. On doit aussi noter un manque de spécialisation ; tous les groupes de richesse ont des sources de revenus diversifiées : élevage, agriculture, PFNL (produits forestiers non ligneux), fruits, bois et commerce. Ceci peut être dû en partie aux ressources naturelles considérables de la zone en termes de forêts, de PFNL et de fruits.

Zone 2 : Zone 2 : Sud-ouest fruits, coton et céréales. Il s'agit d'une zone en situation de sécurité alimentaire tributaire de l'agriculture pluviale. Elle produit de grands volumes de céréales (notamment du maïs) ainsi que du coton et des fruits (en particulier, des anacardes et des mangues), dont les ventes contribuent à en faire une zone relativement riche. Le coton est la culture qui rapporte le plus d'argent aux ménages, mais de plus en plus, les fruits (comme les mangues) sont transformés dans la zone (fruits séchés ou jus). Cette dépendance à l'égard des cultures rentes expose les ménages aux évolutions de prix sur les marchés internationaux.

Zone 3 : Ouest coton et céréales. Il s'agit d'une zone riche et en situation de sécurité alimentaire dans laquelle cinquante pour cent des ménages se rangent dans les groupes moyens et aisés ; mais il existe un écart de richesse singulièrement large entre les moyens et les aisés. Elle dépend fondamentalement de l'agriculture pluviale et produit une grande quantité de céréales, ainsi que du coton, principale culture de rente.

Zone 4 : Ouest céréales et transferts. La zone 4 est plus pauvre et en situation de plus grande insécurité alimentaire que la zone 3, juste au sud. L'un des principaux problèmes dans cette zone est la mauvaise qualité du sol. Cette zone est tributaire de l'agriculture pluviale céréalière (mil et sorgho), des cultures de rentes (par ex., niébé et arachide) et de l'élevage sédentaire.

Zone 5 : Plateau central céréales et jardinage. Cette zone est l'une des plus touchée par l'insécurité alimentaire, car sa production est structurellement déficitaire. La densité élevée de la population, la pression sur la terre et la dégradation des sols expliquent en partie la faiblesse des rendements agricoles et le morcellement élevé des parcelles cultivées.

Zone 6 : Périurbaine d'Ouagadougou. C'est la plus petite zone du pays ; située sur le plateau central, elle couvre la région du Centre dont Ouagadougou est la capitale. Elle est influencée tant par la demande du marché que par les offres d'emploi de la capitale. Du fait de l'expansion de la ville, elle est devenue une zone de moyens d'existence distincte, orientée vers l'approvisionnement de la capitale en denrées agricoles, en produits animaux et forestiers. Elle est bien reliée aux marchés mais souffre de la mauvaise qualité de ses sols et de la petite taille des exploitations, conséquence de la forte densité de la population.

Zone 7 : Nord et est bétail et céréales. C'est une large zone au sein de laquelle il y a des différences locales. Principale différence : l'insécurité alimentaire dans le nord et l'ouest de la zone est plus grande que dans l'est, notamment du fait de précipitations moins fiables et moins abondantes.

Zone 8 : Nord élevage transhumant et mil. Cette zone du nord du Sahel est, au Burkina Faso, l'une des plus affectées par l'insécurité alimentaire. Sur une longue période, elle est de plus en plus dépendante de l'agriculture et d'autres sources de revenu, telles que les migrations de main d'œuvre et l'orpaillage. En fait, bien que l'élevage soit important, directement ou indirectement, pour tous les groupes de richesse de la zone, les troupeaux de bovins se sont accumulés dans les mains des ménages des groupes aisés et moyens (40% du total des ménages), tandis que les pauvres et très pauvres n'ont qu'un petit nombre de petits animaux et dépendent surtout de travaux occasionnels. En ce qui concerne la production alimentaire, la zone est structurellement et fortement déficitaire et tous les groupes de richesse dépendent beaucoup du marché pour leur approvisionnement en céréales, importées des zones plus productives situées plus au sud.

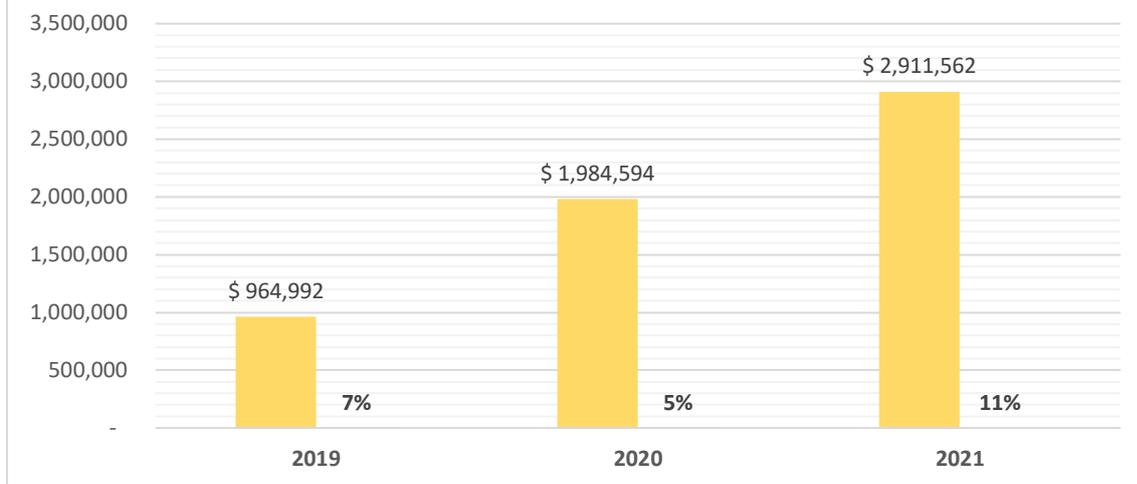
Zone 9 : Sud-est céréales, élevage, forêt et faune. C'est une zone en bonne sécurité alimentaire, produisant des excédents et relativement riche, caractérisée par une agriculture pluviale, l'élevage et une dynamique d'échanges transfrontaliers avec les pays voisins. L'accès aux marchés est bon et la zone dispose d'importantes ressources naturelles : eau, forêts, concessions de chasse, etc.

Il y a des études des marchés qui ont été réalisées par le HCR et d'autres agences dont les rapports seront mis à la disposition de l'équipe d'évaluation.

Interventions du HCR au Burkina Faso en matière de moyens de subsistance et d'inclusion économique

Au cours des trois dernières années, les interventions en matière de moyens de subsistance et d'inclusion économique du HCR au Burkina Faso ont oscillé entre 8 et 11,5 % des budgets opérationnels totaux (bien que le « niveau opérationnel » et les dépenses réelles puissent être différents). De ce nombre, les activités liées à la production agricole et animale représentent 50 à 60 %.

Budget Livelihood et Proportion par rapport au budget OPS 2019-2021



Les activités de moyens d'existence sont largement cohérentes avec la logique d'intervention décrite à l'annexe 3 dans le cadre des moyens d'existence. Plus généralement, les premières activités d'inclusion socio-économique du HCR pour les PoCs (Population of Concern) relèvent en grande partie des principales composantes suivantes :

- Soutien à la production agricole comprenant : l'accès à la terre ; organisation des agriculteurs en groupements de producteurs ; fourniture de semences et d'outils et traitement des ravageurs des cultures ; fourniture de semences améliorées ; construction d'ouvrages hydro-agricoles pour les groupements maraîchers ; construction de lieux de stockage pour les intrants agricoles ; formation aux techniques agricoles améliorées et formation à la transformation et à la conservation des aliments.
- Appui à la production animale comprenant : organisation des éleveurs en groupements d'éleveurs ; formation sur les techniques d'élevage; conduite d'un recensement du bétail; fourniture de soins vétérinaires pour animaux; fourniture de petits ruminants et de volailles à des ménages sélectionnés ; conduite de campagnes de vaccination du bétail; soutien aux inspections de la viande dans les zones d'abattage et les marchés ; aménagement d'aires d'abattage pour bouchers; soutien aux cliniques vétérinaires en médicaments et renforcement des capacités des vulgarisateurs communautaires.
- Activités génératrices de revenus, notamment : fourniture de microcrédits à des groupes pour démarrer ou développer leurs AGR ; formation des groupes d'activités économiques en développement de projets, crédit et gestion des petites entreprises ; soutien aux groupes avec des équipements pour l'agro-industrie ; création/soutien aux Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) et amélioration de la capacité d'alphabétisation et de gestion des affaires.
- Cours de Formation Professionnelle (CFP) et accompagnement au développement des compétences comprenant : des cours de formation basés sur le cursus établi par le gouvernement burkinabé avec certificat de fin d'études et un kit de sortie pour créer leur propre entreprise. La formation en informatique fait également partie de ce volet.
- Transformation des déchets plastiques en objets utiles : accompagnement en matériel de collecte, unités de transformation, renforcement des capacités.
- Inclusion financière/économique/éducation financière : facilitation de l'accès aux services financiers (épargne et crédit) à travers des structures financières décentralisées, mise en place de groupements d'épargne et de crédit (SILC/AVEC/GPE), renforcement des capacités en éducation financière.
- Artisanat à travers le projet MADE 51 : renforcement des capacités, fourniture d'équipements et matériels de production, facilitation de l'accès au marché régional et international.

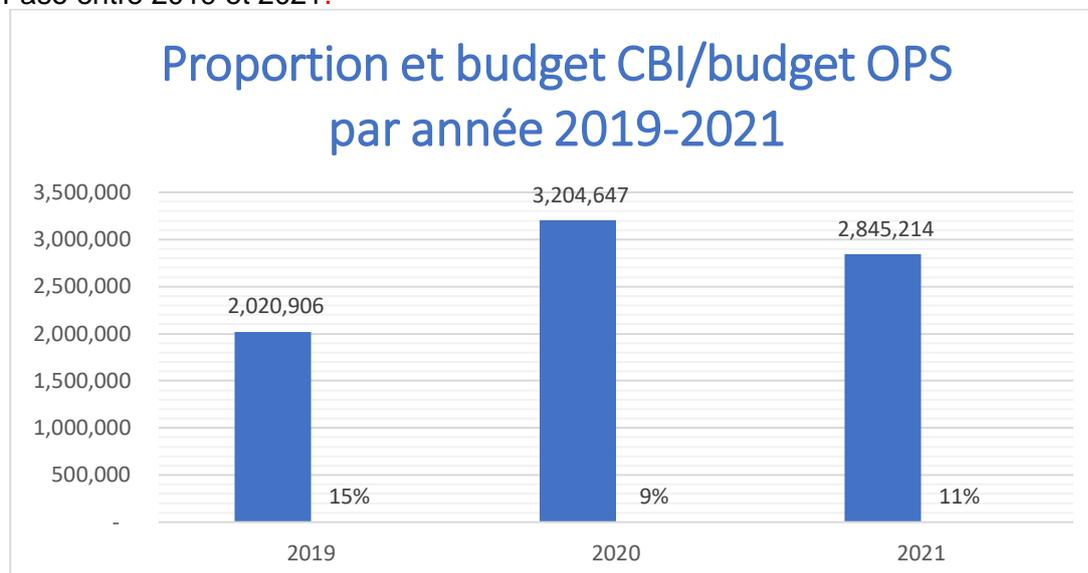
- Mise en place d'unités de production fonctionnelles : accompagnement des équipes et matériels pour faciliter l'intégration des réfugiés, demandeurs d'asile, déplacés internes, hôtes dans la dynamique socioéconomique existante.

Objectifs des interventions de Moyens de Subsistance

Une grande partie des activités de moyens de subsistance sont mises en œuvre pour soutenir les actions de protection en faveur des personnes sous mandat.

La pandémie de Covid-19 et ses conséquences socio-économiques, ainsi que la dégradation de la situation sécuritaire, ont rendu difficile le passage à une approche socio-économique plus large pour le HCR au Burkina Faso. Malgré cela, un certain nombre d'interventions de soutien à court terme visant à protéger les actifs productifs et à aider les réfugiés et les communautés d'accueil à lutter contre la pauvreté ont été mises en œuvre. Dans ce cadre, 200 ménages réfugiés et de la communauté hôte dont les activités économiques ont été impactées par le COVID 19 ont été accompagnés dans les localités de Ouagadougou et Dori en 2020. Les efforts visant à introduire des concepts tels que la durabilité et à promouvoir une approche basée sur le marché ont cependant été renforcés chaque fois que le contexte l'a permis.

Les figures ci-dessous donne un aperçu de la mise en œuvre des activités de CBI au Burkina Faso entre 2019 et 2021.



Interventions monétaires du HCR au Burkina Faso

En 2021, la proportion des activités de moyen de subsistance qui étaient faites en transfert monétaire (conditionnel/non-conditionnel) était 3%.

Objectif et portée de l'évaluation

Le but de cette évaluation est de promouvoir l'apprentissage et la redevabilité et ainsi :

- (1) fournir au HCR une évaluation de la performance des interventions en cash dans le secteur du livelihood ;
- (2) fournir au HCR une analyse des bonnes pratiques et des enseignements tirés des interventions en cash dans le domaine du livelihood ;
- (3) éclairer l'orientation stratégique des futures réponses en matière de moyens de subsistance basés sur le cash transfert et l'inclusion économique au Burkina Faso en tenant compte des objectifs de protection et de solutions.

Ainsi, l'objectif de l'évaluation est d'évaluer la pertinence, l'efficacité, l'impact et la durabilité ainsi que l'efficience des interventions en cash dans le domaine du livelihood en se focalisant sur les villes/localités des interventions mentionnées dans le tableau ci-après :

Région	Ville/Localité	Ménages assistés en 2020	Ménages assistés en 2021	Accessibilité actuellement
Centre Nord	Kaya	600	654	Accessible
Nord	Ouahigouya	-	150	Accessible
Centre	Ouagadougou	90	40	Accessible
Haut Bassin	Bobo Dioulasso	109	40	Accessible
Sahel	Dori	641	718	Accessible
TOTAL		1,440	1,602	

Utilisateurs de l'évaluation

- Opération pays du HCR au Burkina Faso
- Partenaires de mise en œuvre et opérationnels du HCR, y compris le groupe de travail Cash dans le pays
- Gouvernement et autorités locales
- Représentants des PoCs et des populations hôtes concernées dans la/les zone(s) d'intervention du HCR
- Autres parties prenantes nationales concernées (donateurs, autres agences des Nations Unies/ONG/Mouvement de la Croix-Rouge)
- Bureau régional du HCR
- Divisions du siège du HCR

Portée :

Localités	Un échantillon des zones d'interventions du HCR au Burkina Faso
Couverture temporelle de l'évaluation	L'évaluation est prévue pour aborder l'impact des interventions en Cash transfert du HCR liées aux moyens de subsistance et à l'inclusion économique entre 2020 et 2021 et donc, déjà conclues.
Thématique Opérationnelle	Moyens de subsistance à travers des interventions monétaires Interventions basées sur le Cash et les moyens d'existence
Personnes relevant de la compétence du HCR	Personnes déplacées internes ; réfugiés/situations mixtes, communauté d'accueil...

Questions clés de l'évaluation

Indications sur les questions clés de l'évaluation

Les questions clés de l'évaluation décrites ci-dessous ont été développées à la suite d'une consultation avec l'équipe au Burkina Faso.

Question clé d'évaluation N°1 : Pertinence et adéquation : Dans quelle mesure le plan et la stratégie des moyens d'existence et d'inclusion économique du HCR au Burkina Faso sont-ils alignés sur :

- le contexte général, y compris l'insécurité, le Covid et les conséquences de la guerre en Ukraine ;
- les orientations régionales du HCR en matière de des moyens d'existence et inclusion économique ;
- les besoins actuels et évolutifs des populations ciblées (couverture) ;
- le travail d'autres acteurs humanitaires/de développement, y compris le gouvernement ?

- Dans quelle mesure les interventions de moyens de subsistance à travers le transfert d'argent sont-elles pertinentes et adaptées aux populations ciblées compte tenu de l'ampleur des besoins/vulnérabilités de la population (socio-économiques et politiques) ?
- Dans quelle mesure le HCR a-t-il été en mesure d'adapter les interventions basées sur le cash à l'évolution des changements contextuels, notamment les capacités de la population, la pandémie de covid, les préoccupations environnementales et la guerre en Ukraine ?
- Comment le HCR a-t-il travaillé en complémentarité avec d'autres initiatives se déroulant dans la région, y compris des interventions plus larges en matière de sécurité alimentaire et de développement ainsi que des interventions basées sur le cash ? Comment les interventions s'articulent-elles et se renforcent-elles mutuellement ?
- Comment les projets ciblés du HCR ont-ils déterminé la vulnérabilité et le ciblage des programmes de subsistance : le HCR cible-t-il les bonnes personnes ? Quelles leçons existent pour la mise en œuvre par le Burkina Faso d'une approche d'inclusion économique ?

Question clé d'évaluation N°2 : Efficacité et Durabilité : Quels résultats/changements clés ont émergé des interventions basées sur le transfert d'argent dans le domaine des moyens de subsistance financées par le HCR dans les zones ciblées au Burkina Faso ?¹³⁹

- Dans quelle mesure les activités de subsistance du HCR à travers le cash ont-elles atteint leurs objectifs prévus et/ou imprévus, y compris l'atténuation des effets des crises multiples qui se sont produites au cours de la période d'évaluation. Quelles ont été les principales lacunes ?
- Quels sont les facteurs internes et externes les plus importants (y compris la capacité organisationnelle) qui ont permis ou inhibé : l'obtention des résultats et comment cela a-t-il changé selon la dynamique de l'âge, du genre et de la diversité (AGD) ?
- Dans quelle mesure les interventions atténuent-elles les risques identifiés de protection ?
- Dans quelle mesure ces changements/contributions sont-ils susceptibles de se poursuivre une fois le projet terminé ?

Question clé d'évaluation N°3 : Contribution à l'Impact: Dans quelle mesure les interventions basées sur le transfert d'argent dans le domaine des moyens d'existence et inclusion économique ont-elles contribué à la résilience et à l'autonomie des populations affectées ?

- Quelle différence, voulue ou non, le projet a-t-il apportée à la résilience et à l'autonomie des populations ciblées ?
- Comment les interventions basées à travers le cash sur les moyens de subsistance ont-elles contribué aux objectifs de protection et de solutions ?
- Quels sont les principaux facteurs (facilitant, limitant) qui ont influencé les changements ?

Question clé d'évaluation N°4 : Efficience : en prenant en compte toutes les ressources nécessaires pour la mise en œuvre, quel est le rapport qualité-prix de l'intervention ?

¹³⁹ A confirmer si cette évaluation portera sur les populations ciblées uniquement ou aussi bien sur les populations non-ciblées afin de voir les différences et tout effet de retombée économique.

- Dans quelle mesure l'intervention à travers le transfert d'argent dans le domaine des moyens d'existence s'est avérée plus rentable, d'un meilleur rapport qualité-prix par rapport à d'autres modalités d'assistance, par exemple : en nature et/ou en bons¹⁴⁰
- Comment peut-on améliorer l'efficacité ?

Approche et méthodologie

1.1 Approche et méthodologie

L'évaluation triangulera les preuves à l'aide de diverses méthodes pour s'assurer qu'un large éventail de points de vue des parties prenantes soit pris en compte et que l'évaluation sera crédible.

L'évaluation sera à la fois rétrospective et prospective, rassemblant des preuves pour suggérer des moyens par lesquels le HCR peut renforcer sa stratégie, son approche, sa capacité technique et ses partenariats pour les interventions à travers le transfert d'argent et les interventions en matière de moyens de subsistance et d'inclusion économique, en tenant compte des préoccupations de protection et des objectifs de solutions durables pour ceux qui relèvent du mandat du HCR.

Dans le cas nécessaire, l'équipe travaillera sur une logique d'intervention / théorie de changement pour les interventions.

Il est prévu que l'équipe d'évaluation visite une sélection de zones où les interventions ont été déployées, c'est-à-dire les localités d'intervention mentionnées dans le tableau 1 du HCR au Burkina Faso.

Un total de 2,5 semaines est prévu dans le pays. Les principales méthodologies encouragées sont mixtes (quantitatives et qualitatives) et comprennent :

- 1) Examen documentaire et analyse de contenu du contexte pertinent ainsi que des données et documents programmatiques (incluant des données de suivi si disponible) ;
- 2) Entretiens avec le personnel du HCR (au niveau du pays en particulier, au niveau régional et au siège),¹⁴¹ les partenaires de mise en œuvre et opérationnels (par exemple : Vétérinaire sans frontière Belgique), les principales parties prenantes inter-agences (par exemple : les clusters sécurité alimentaire et moyens d'existence et les groupes de coordination des transferts monétaires aux niveaux local et central), les partenaires nationaux gouvernements et donateurs (par exemple : l'Union Européenne) ;
- et 3) Collecte de données sur le terrain par le biais d'entretiens individuels, d'entretiens avec des informateurs clés, de discussions de groupe, d'évaluations participatives, de cartographie des résultats, etc. potentiellement personnes sous mandat et communautés d'accueil et/ou leurs représentants selon les besoins/circonstances.

Il peut y avoir des **contraintes dans la collecte de données** en raison de limitations d'accès dans certaines zones (liées à Covid, conditions climatiques, problèmes de sécurité). Cela nécessitera d'adapter la méthodologie et une approche flexible. Une présence locale et une expertise contextuelle seraient un atout.

Dans l'ensemble, les méthodologies qui intègrent le renforcement des capacités du HCR et des partenaires dans l'évaluation et adoptent une approche d'enquête appréciative sont hautement souhaitées. La méthodologie d'évaluation devrait :

- Refléter une perspective d'âge, de genre et de diversité (AGD) dans toutes les activités de collecte de données primaires menées dans le cadre de l'évaluation (y compris les discussions de groupe avec les femmes, les jeunes et les personnes et couches défavorisées), aussi bien que dans la phase d'analyse des données et de reporting.
- Se référer et utiliser des critères d'évaluation convenus au niveau international tels que ceux proposés par le CAD de l'OCDE et adaptés par ALNAP pour une utilisation dans des situations humanitaires aussi bien que les critères d'évaluation et standards HCR.

¹⁴⁰ Dans certaines zones, l'HCR a fait des distributions en nature vs en transfert monétaire a priori, facilitant toute comparaison.

¹⁴¹ Une liste de parties prenantes sera faite lors de la phase de démarrage.

- Consulter et utiliser les normes sectorielles pertinentes et les cadres analytiques spécifiques et autres cadres connexes.
- Se fonder sur une analyse (i) de la logique et de la stratégie associée sous-tendant les interventions de moyens de subsistance (à travers des transferts monétaires) évaluées, et (ii) des acteurs et parties prenantes clés.
- Recueillir et exploiter un large éventail de sources de données (par exemple : rapports de mission, réunions du groupe de coordination, récit de stratégie afin de démontrer l'impartialité de l'analyse ; minimiser les biais et assurer la crédibilité des constatations et des conclusions de l'évaluation.
- Suivez la politique de protection des données du HCR, y compris le stockage et l'accès aux données, ainsi que le consentement et la confidentialité de l'interlocuteur. S'assurer que les protocoles pour mener des entretiens avec les personnes mentionnées soient éthiques et bien développées avant de mener des entretiens.
- Le guide/questionnaire doit être explicitement conçu pour répondre aux principales questions d'évaluation - en tenant compte des contraintes d'évaluation, de budget et de temps.

L'équipe d'évaluation est chargée de collecter, recouper, analyser et trianguler les différentes formes de données - par exemple, à travers les types, les sources et les modalités d'analyse pour démontrer l'impartialité de l'analyse, minimiser les biais et assurer la crédibilité des constatations et des conclusions de l'évaluation.

Les sources de données secondaires comprendront :

- Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016-2020
- Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2021-2025
- Enquête socioéconomique 2016
- Programme d'Urgence pour le Sahel Burkina FASO (PUS-BF)
- Etude portant sur la situation des personnes déplacés, la cohésion sociale entre elles et les populations hôtes ainsi que les créneaux porteurs d'emplois dans les zones d'intervention du projet (région du centre-nord (Kaya et Barsalogo) et du sahel (Dori et Gorom-Gorom)
- Analyse d'impact du projet « Renforcement de la résilience des populations déplacées par l'instabilité au nord du mali et soutien à la coexistence pacifique entre communauté » au Burkina Faso Juillet 2017 – Décembre 2020
- Evaluation des moyens d'existence et du revenu moyen des ménages
- Etude des approches en vue de l'autonomisation des refugies dans la région du sahel
- Analyse des marchés du HCR, du PAM et autres acteurs ;
- Rapport de PDM du HCR ;
- Les données statistiques des PoCs du HCR et de CONASUR ;
- Les rapports du HCR sur les AGDM

Assurance qualité de l'évaluation

L'équipe d'évaluation doit signer le Code de conduite du HCR, suivre le module de formation initiale du HCR sur la protection et respecter les exigences de confidentialité du HCR.

Conformément aux normes d'évaluation établies dans le système des Nations Unies et aux Principes directeurs d'éthique des Nations Unies pour l'évaluation, l'évaluation au HCR est fondée sur les principes interdépendants d'indépendance, d'impartialité, de crédibilité et d'utilité, en pratique inter alia appelle à : protéger les sources et les données ; rechercher systématiquement le consentement éclairé ; le respect de la dignité et de la diversité ; minimiser les risques, les préjudices et les contraintes pour ceux qui sont ou non impliqués dans l'évaluation sans compromettre l'intégrité de l'exercice.

L'évaluation doit également être conforme aux directives d'assurance qualité de l'évaluation pilote (EQA : evaluation quality assurance), qui clarifient les exigences de qualité attendues

pour les processus et les produits d'évaluation du HCR. Un mécanisme d'assurance qualité externe sera également sollicité pour les principaux livrables (rapport initial, rapport final). Le responsable de l'évaluation partagera et fournira des conseils sur l'EQA au début de l'évaluation. Le respect de l'EQA sera supervisé par le responsable de l'évaluation soutenu au niveau régional.

Organisation et gestion de l'évaluation

L'évaluation sera directement gérée par une personne désignée au Burkina Faso, soutenue à distance par le responsable des interventions basées sur le cash au bureau régional et la chargée régionale d'évaluation pour les conseils techniques d'évaluation et l'assurance qualité. Le responsable de l'évaluation instruira, guidera et supervisera l'équipe d'évaluation et agira en tant que premier point de référence au sein du HCR au Burkina Faso.

Le responsable de l'évaluation fournira à l'équipe d'évaluation un accès aux sources de données secondaires pertinentes, facilitera le contact et l'accès aux principales parties prenantes et sources de données ; le responsable de l'évaluation supervisera également la diffusion des informations et des livrables au sein du HCR et aux autres parties prenantes, ainsi que la facilitation et l'organisation d'ateliers, d'événements de validation et d'autres plateformes.

Calendrier et livrables

On s'attend à ce que l'équipe d'évaluation produise des documents de haute qualité, éclairés par des preuves et des données et analyses triangulées, révisés et exempts d'erreurs d'orthographe et de grammaire. Les livrables ci-dessous à fournir sont censés respecter les exigences suivantes :

Rapport de démarrage : maximum 20 pages (hors annexes) comprenant (au minimum) :

- Aperçu détaillé de la portée thématique, de la profondeur analytique et de l'approche méthodologique de l'évaluation
- Matrice d'évaluation décrivant les questions d'évaluation raffinées et spécifiant les critères d'évaluation connexes
- Théorie du changement développée et utilisée
- Plan de travail séquencé précisant les délais et les activités pour chaque membre de l'équipe d'évaluation
- Cartographie des parties prenantes avec calendrier et méthodologie pour les consultations
- Besoins en données, source et plan d'analyse
- Évaluation des risques, y compris les mesures d'atténuation et de sauvegarde
- Calendrier et exigences des missions sur le terrain

Analyse du contexte basée sur une revue de la littérature

Rapport d'évaluation final : maximum 50 pages (en français avec le résumé exécutif également à fournir en anglais) :

- Limites méthodologiques
- Résultats et conclusions sur les questions d'évaluations clés
- Bonnes pratiques et leçons apprises qui peuvent être innovantes, confirmatoires et/ou qui mettent en évidence de nouveaux apprentissages/connaissances par exemple
- Un nombre limité de recommandations pratiques et réalisables qui sont classées par ordre de priorité en fonction de leur potentiel de transformation/stratégique (avec plus de sous-recommandations opérationnelles à suivre si nécessaire) et ciblées sur les divisions/sections responsables concernées
- Autres éléments pertinents

L'équipe d'évaluation devra participer à de courtes réunions hebdomadaires avec le responsable de l'évaluation du HCR pour discuter de la progression de l'évaluation.

Activités	Livrables et paiements	Calendrier indicatif	Nombre minimum de jours estimés
Phase de démarrage comprenant : - examen documentaire initial et entretiens avec des informateurs clés ; - diffusion pour commentaires et finalisation.	Rapport de cadrage méthodologique Rapport de démarrage - comprenant la méthodologie, les questions d'évaluation affinées (au besoin) et la matrice d'évaluation PAYEMENT 20%	<i>Aout</i>	20 jours
Collecte de données - Revue documentaire et entretiens avec les acteurs.	Présentation des conclusions préliminaires avec le HCR Burkina Faso	<i>Septembre</i>	15 jours
Collecte de données - Visites sur le terrain dans les zones du projet Débriefings au niveau des opérations pays et sur le terrain	Présentation des constats préliminaires UNHCR Burkina Faso, Bureau régional et siège) Paiement 20%	<i>Octobre</i>	15
Analyse des données et phase de rapportage, y compris : - Feedback des parties prenantes et validation des résultats de l'évaluation, des conclusions et des recommandations proposées - Data gap-filling.	Atelier de (1) validation des constats et 'sensemaking' des conclusions ; (2) propositions conjointes de recommandations avec le HCR Burkina Faso, le bureau régional et le siège ; et potentiellement des parties prenantes externes pour le 2eme ? Rapport final et recommandations (pour diffusion et commentaires) PAYEMENT 40%	<i>Octobre / Novembre</i>	24
Finalisation du rapport d'évaluation et du résumé analytique	Rapport d'évaluation final (y compris les recommandations et le résumé analytique) avec traduction du résumé du français en anglais PAYEMENT 20%	<i>Novembre</i>	6

Qualifications de l'équipe d'évaluation

Le processus de sélection du consultant chargé de l'évaluation sera mené par le HCR Burkina Faso en collaboration avec le Bureau Régional. Tout conflit d'intérêt réel ou potentiel sera

évalué, avant d'embaucher le(s) consultant(s), conformément à la politique d'évaluation du HCR.

La contractualisation se fera par contrat de conseil avec un cabinet d'évaluation.

L'équipe d'évaluation devrait comprendre un chef d'équipe senior et un second évaluateur expérimenté, tous deux consultants indépendants. **L'équipe réunira une combinaison complémentaire d'expertise technique requise pour cette évaluation** et devra avoir une expérience de collaboration sur des missions similaires. Les compétences et aptitudes requises sont les suivantes :

Chef d'équipe d'évaluation : les principales responsabilités du chef d'équipe seront :

- (1) définir l'approche et la méthodologie d'évaluation ;
- (2) guider et gérer le(s) membre(s) de l'équipe ;
- (3) diriger la mission d'évaluation et représenter l'équipe d'évaluation lors des réunions ;
- (4) rédiger et réviser, au besoin, le rapport de démarrage, les présentations de l'atelier et du débriefing et le rapport d'évaluation, en veillant à la qualité de tous les produits livrables.

- Diplôme universitaire en sciences sociales plus 10 à 12 ans d'expérience professionnelle pertinente ou un diplôme d'études supérieures plus un minimum de 5 à 10 ans d'expérience professionnelle pertinente dans les moyens de subsistance et/ou les transferts monétaires dans un contexte humanitaire et de développement, y compris au Burkina Faso ou au Sahel.

- Connaissance approfondie de la documentation sur les moyens de subsistance et/ou les transferts monétaires, des cadres analytiques pertinents et des approches et normes de programmation.

- Fournir la preuve d'une expérience antérieure en tant que responsable (de préférence) ou participant en tant que membre senior d'une équipe d'évaluation pendant 5 ans avec une expérience de la présentation d'analyses complexes de manière claire et convaincante, y compris l'utilisation de graphiques, de visualisations schématiques.

- Connaissance institutionnelle des différents mandats du HCR en ce qui concerne les réfugiés et les déplacés internes, et du fonctionnement ainsi que de l'approche du HCR en matière de moyens de subsistance et de liens avec la protection

- Expérience avérée et connaissance approfondie des diverses méthodes de collecte et d'analyse de données et des techniques utilisées dans l'évaluation et la recherche opérationnelle (par exemple: évaluations participatives, discussions de groupe, cartographie des résultats, stratification des problèmes, classement de la vulnérabilité socio-économique, notation de l'indice d'autonomie, ainsi qu'une bonne compréhension de la conception de l'enquête)

- Excellente connaissance du français et un bon niveau en anglais, écrit et parlé

Membre de l'équipe d'évaluation : le membre de l'équipe devra :

- (1) contribuer à la méthodologie dans son domaine d'expertise sur la base d'un examen des documents ;
- (2) effectuer des travaux sur le terrain ;
- (3) participer aux réunions d'équipe et aux rencontres avec les différents acteurs ;

(4) contribuer à la rédaction et à la révision des produits d'évaluation dans leur(s) domaine(s) technique(s).

Diplôme universitaire dans les domaines des sciences sociales, des études humanitaires/de développement plus 5 à 7 ans d'expérience professionnelle pertinente ou un diplôme d'études supérieures plus un minimum de 3 à 5 ans d'expérience professionnelle pertinente dans les programmes des moyens de subsistance et/ou de transferts monétaires avec une bonne connaissance de la protection dans les situations de réfugiés et/ou humanitaires ;

- Expérience avérée (minimum 5 ans) dans le soutien à la collecte et à l'analyse de données à des fins d'évaluation (de préférence) ou d'études et de recherche opérationnelle sur les questions de moyens de subsistance et/ou de transferts monétaires de préférence au Burkina Faso (ou au Sahel).

- Bonne connaissance du mandat du HCR en ce qui concerne les réfugiés et les déplacés internes (et la protection plus généralement), la littérature pertinente et les approches et normes de programmation.

- Connaissance approfondie des diverses méthodes de collecte et d'analyse de données et des techniques utilisées dans l'évaluation et la recherche opérationnelle.

- Expertise avérée dans l'animation des discussions de groupe impliquant différents groupes et participants et d'autres méthodes participatives pour collecter des données qualitatives.

- Expertise technique dans les domaines sectoriels pertinents, y compris les questions relatives aux réfugiés, l'âge/le sexe/le handicap, la vulnérabilité socio-économique et politique, l'analyse des risques de protection, l'engagement communautaire et la responsabilité ;

- Excellente connaissance du français et un bon niveau en anglais, écrit et parlé

Critères de sélection de l'équipe d'évaluation et exigences de la proposition et processus de sélection

Les propositions doivent être soumises par courrier électronique comprenant :

Les propositions doivent être soumises comme indiqué ci-dessous.

1. Proposition technique et compréhension des TDR : 5 à 10 pages seulement : présentation concise et structurée pour fournir les informations suivantes :

a) La portée de l'évaluation telle que le soumissionnaire l'interprète. Cela comprend le calendrier de couverture, la portée géographique, l'orientation programmatique, les caractéristiques clés ou principales et les domaines d'enquête qui peuvent être liés au thème ou à l'orientation de l'évaluation, les questions de contexte, la géographie, l'histoire des conflits et des déplacements, la géopolitique, etc.

b) Qualifications des termes de référence. Toutes les conditions préalables et tous les facteurs que le soumissionnaire juge essentiels à la réussite de l'évaluation, y compris la collecte de données, les questions d'accès, etc.

c) Approche et méthodologie proposées pour l'évaluation. Domaines d'enquête indicatifs, approche globale de l'évaluation et méthodologie de recherche.

d) Proposition de plan de travail séquentiel, les résultats attendus et les délais indiqués.

2. Composition de l'équipe et options

Les équipes doivent comprendre un chef d'équipe et des membres de l'équipe spécialisés dans le domaine, le contexte et analyse des données. L'équipe doit être composée d'un équilibre approprié de nationalité, de race et de sexe avec une expertise contextuelle.

L'entreprise en charge de l'évaluation doit

a) décrire la composition de l'équipe requise pour répondre à la portée et aux questions de l'évaluation, y compris les rôles et responsabilités spécifiques de chacun.

b) proposer deux personnes pour chaque poste, avec des CV résumés (2-4 pages maximum) joints à la proposition en annexe (annexe 1).

Veillez inclure une liste de tous les partenaires régionaux / locaux envisagés pour une collaboration dans ce projet, y compris une description des contributions prévues.

3.Enveloppe budgétaire et structure : résumé des coûts (annexe 2 - soumission financière) indiquant le nombre de jours proposés pour les trois composantes suivantes :

- Offre forfaitaire pour la prestation.
- Barème des honoraires des experts, selon leur qualification (voir modèle ci-dessous). Les honoraires journaliers sont calculés sur la base d'une journée de travail de 8 heures ; et
- Liste indicative des frais de voyage pour les missions d'experts dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et centrale seront évalués, selon le modèle ci-dessous.

1.	Répartition des honoraires professionnels (y compris DSA, assurance personnelle, etc.) Taux/jour (USD)	Forfait/jour (USD)
1.1	Chef d'équipe	
1.2	(Qualification des experts)	
1.3	(Qualification des experts)	
1.4	(Qualification des experts)	
1.5	(Qualification des experts)	
1.6	(Qualification des experts)	
1.7	(Qualification des experts)	

2.	Répartition des frais de voyage vers les pays AOC possibles :	Tarif/voyage/expert (USD)	Nombre Prévu de trajets	Nombre Prévu d'experts	Frais de déplacement forfaitaires par mission
2.1	Burkina Faso				
2.6	Total :				

4.Dispositifs d'assurance qualité : la société d'évaluation doit fournir un bref aperçu des mécanismes d'assurance qualité pour cette évaluation thématique, stratégique et spécifique. Cela doit inclure les processus et les responsabilités, les contrôles et les équilibres pour garantir la qualité de l'étude.

Processus d'évaluation des propositions :

Les propositions seront évaluées sur base de leur mérite technique, méthodologique et financière aussi bien que les compétences de l'équipe. L'évaluation sera limitée au contenu des propositions.

Les critères techniques utilisés pour évaluer les propositions comprendront 50 % de la note totale, tandis que les 30 % restants seront basés sur les qualifications de l'équipe et 20% sur

l'offre financière. Les propositions seront évaluées sur la base d'une note combinée (technique, équipe et financière), selon les critères du meilleur rapport qualité-prix.

L'offre technique sera évaluée selon les critères suivants :

• Prestations proposées : Approche et méthodologie de l'évaluation (max 50% sur les critères techniques) :

o Dans quelle mesure l'offrant comprend-il la tâche ?

o Les aspects importants de la tâche ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée ?

o Les différentes composantes du projet sont-elles correctement pondérées les unes par rapport aux autres ?

o Le cadre conceptuel adopté est-il adapté à la tâche ?

o La présentation est-elle claire ? la séquence des activités et la planification sont-elles logiques, réalistes et promettent - elles une mise en œuvre efficace du projet ?

Composition et force de l'équipe : Nombre de personnes, qualifications et expérience pertinente (max 30% sur les critères techniques) :

Team as a whole

Details on competencies, experience and relevance

Specialised knowledge relevant for this evaluation

Experience on similar programs/ projects

Experience working together on similar assignments

Experience in the region

Work for UN/ major multilateral/ or bilateral programmes

Individual experts

General qualification

Professional experience in the area of specialization and relevance for the project

International experience

Knowledge of the region

Language qualifications (English and French)

La proposition financière représente 20 % de l'évaluation globale combinée.

Le nombre maximum de points sera attribué à l'offre forfaitaire la moins chère augmentée d'un montant prévisionnel pour les missions sur le terrain, égal pour tous les soumissionnaires. Les propositions de prix recevront des notes en proportion inverse selon la formule suivante :

• $(\text{Note maximale pour la proposition de prix} \times \text{Prix de la proposition la moins chère}) / \text{Prix de la proposition (X)}$

• Le coût de tous les éléments de la proposition financière sera calculé en USD.

L'offre obtenant la note la plus élevée lors de l'évaluation technique et financière combinée sera considérée comme la meilleure offre.

Pour toute autre question, veuillez contacter : Barthelemy Banvana, CBI Officer et Ignace Mbom, Responsable principale du Monitoring and Evaluation au Burkina Faso (banvana@unhcr.org et mbom@unhcr.org) en mettant en copie : (1) Amayel Sow, CBI Officer au bureau régional (sowama@unhcr.org) ; (2) Ilesha Singh, Responsable régionale principale de l'évaluation au Sénégal (singhie@unhcr.org).